l'unité

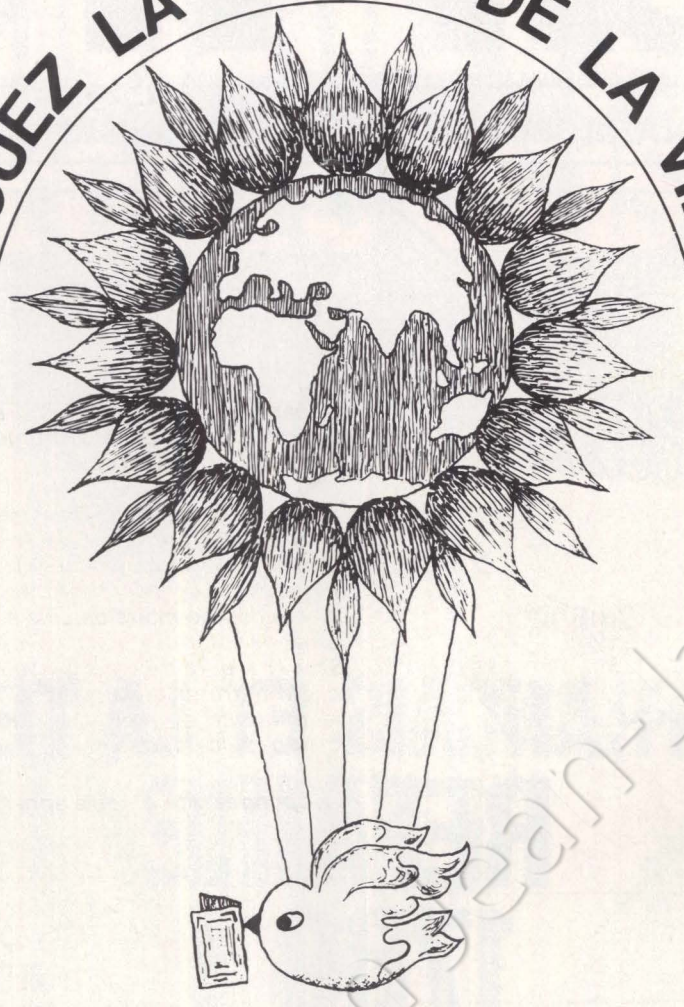
N° 267 — 5 F | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 21-27 octobre 1977

P.S. : une image renforcée

LES FRANÇAIS ET LA TERRE
REFAIRE 1789 !



JOUEZ LA CARTE DE LA VIE!



cartes Unicef

en offrant vos vœux offrez la vie !

Des naïfs à Picasso, de Raphaël à Kandinsky, du sous-main de papeterie à l'étoile des enfants, l'UNICEF vous propose cette année des cartes et des cadeaux : variés, de qualité, à des prix compétitifs.

Découvrez la collection UNICEF 1977 dans la brochure gratuite.

COMITÉ FRANÇAIS FISE/UNICEF

35, rue Félicien David
75781 PARIS CEDEX 16
tél. : 524.60.00
C.C.P. 19 921 76 PARIS

M. .....

PRÉNOM .....

N° ..... RUE .....

LOCALITÉ .....

CODE POSTAL .....

désire recevoir et distribuer ..... brochures gratuites présentant la collection complète des cartes, agenda et cadeaux UNICEF 1977.

phase-communication

Jean-Jaurès

sommaire

FRANCE

4 PARTI SOCIALISTE : UNE IMAGE RENFORCEE, PAR ANTOINE VIOLET

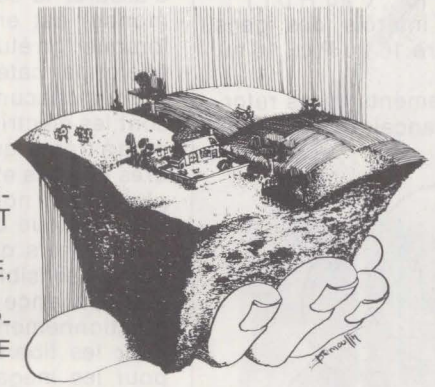
6 JOURNEE DE FORMATION : UN SEMINAIRE POUR 15 000 MILITANTS

7 L'EDITORIAL DE CLAUDE ESTIER

8 M. BARRE SUR DU VELOURS, PAR ROBERT BUTHEAU

9 40 VILLES OU LA VIE A CHANGE, PAR EMMANUELE PLAS

12 DOCUMENT : LES FRANÇAIS ET LA TERRE



▶ REFAIRE 1789, PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE ET MARIE-JOSE BERNARDOT
▶ LA TERRE ET L'HOMME, PAR EDGARD PISANI
▶ QUI RECULE PAR RAPPORT A 1972 ?, PAR PIERRE JOXE

21 NOS LECTEURS ONT LA PAROLE

MONDE

22 ALLEMAGNE : LA DERNIERE CARTE DE HELMUT SCHMIDT, PAR PIERRE FEUILLY



SOCIETE

25 NICE : RIEN NE VA PLUS, PAR JEAN-LOUP REVERIER

27 ET MAINTENANT LA FEMME-PAQUET-CADEAU, PAR MARIE-JOSE BERNARDOT

LIVRES

29 UNE AUTRE FAÇON D'EDITER, PAR JEAN-PIERRE ENARD

30 LES ŒUFS DE L'AUTRUCHE, PAR GUY PERRIMOND

Photos et dessins : Aigles (page 8) ; A.f.p. (pages 6, 22) ; Coureuil (pages 4, 21) ; Demoulin (pages 13, 22) ; Keystone (pages 32, 33) ; Pascal Lebrun (page 14) ; Pym (pages 1, 9) ; Rush (page 6) ; Schatzberg (pages 27, 34) ; Solo (pages 20, 31) ; Sygma (pages 5, 23) ; Viva (pages 12, 14, 16, 18).

PREMIER SUCCES

La nouvelle formule de « l'Unité » semble avoir reçu partout un accueil favorable, si l'on en juge à la fois par les réactions qui nous sont parvenues et par les résultats de la vente militante qui — en liaison avec la journée-formation de samedi dernier — a atteint un niveau jamais égalé depuis la naissance de notre journal.

Depuis lundi, nous avons enregistré plusieurs centaines d'abonnements nouveaux. Nous en attendons plusieurs milliers d'autres. A tous ceux qui comprennent la nécessité de soutenir le nouvel effort que nous entreprenons, nous demandons de s'abonner ou de se réabonner sans tarder. Outre l'économie que vous réaliserez par rapport au prix d'achat au numéro, vous nous apporterez la sécurité financière indispensable.

Pour vous remercier de votre concours, nous offrons à tous ceux qui s'abonneront ou se réabonneront pour un an avant le 1er décembre un cadeau d'une valeur de 35 francs, c'est-à-dire, à leur choix, soit le livre de Pierre Mauroy « Héritiers de l'avenir » (Stock), dont le député-maire de Lille a parlé lui-même il y a deux semaines dans nos colonnes, soit celui de Claude Estier « la Plume au poing » (Stock), à paraître dans quelques jours, avec une préface de François Mitterrand, et dans lequel l'auteur raconte trente années de sa vie militante de journaliste et d'homme politique au service de l'union de la gauche.

Répondez vite à notre appel, et d'avance merci.

BULLETIN D'ABONNEMENT A RETOURNER 41, BOULEVARD MAGENTA 75010 PARIS

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

▶ abonnement d'un an (150 F) ☐
▶ abonnement de six mois (90 F) ☐

en souhaitant recevoir en cadeau (pour un abonnement d'un an)



▶ soit le livre de Claude Estier ☐



▶ soit le livre de Pierre Mauroy ☐

et vous adresse la somme correspondante par chèque bancaire ☐

par chèque postal ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 30 349 80 La Source ☐

Date Signature

Fondation Jean-Jaurès

P. S. : UNE IMAGE RENFORCEE

Loyal, ferme, cohérent... c'est ainsi que le Parti socialiste apparaît à la majorité des Français selon une récente enquête de la Sofres. Et bien peu d'électeurs communistes croient qu'il tourne à droite !

La crise actuelle de la gauche a-t-elle vraiment, comme le croit le Premier ministre, modifié le paysage politique français ? Sans doute serait-il téméraire de prétendre le contraire, mais il n'est nullement certain que cette modification corresponde à ce que l'on en pense à l'Elysée ou à l'Hôtel Matignon. Elle ne semble, en tout cas, pas jouer au détriment du Parti socialiste, dont l'image, si l'on en croit le minutieux sondage que la Sofres vient d'effectuer pour le compte du « Nouvel Observateur » (1), résiste fort bien aux coups conjugués de Raymond Barre, de Jacques Chirac et de Georges Marchais.

La première partie de cette enquête est consacrée à l'image du P.s. comparée aux autres formations politiques. Elle nous apprend que le Parti socialiste paraît aux Français comme le plus capable à la fois:

a) D'assurer le bon fonctionnement de l'économie française (28 % contre 9 au P.c., 21 au P.r., 12 au R.p.r.) ;

b) De protéger les libertés publiques (30 % contre 10 au P.c., 24 au P.r., 11 au R.p.r.) ;

c) De réduire les inégalités sociales (38 % contre 18 au P.c., 14 au P.r., 6 au R.p.r.) ;

d) De défendre les intérêts des gens comme vous (34 % contre 16 au P.c., 16 au P.r., 9 au R.p.r.) ;

e) De faire les changements et les réformes souhaités par les Français (35 % contre 14 au P.c., 16 au P.r., 7 au R.p.r.)



Cette confiance faite au P.s. dans les domaines les plus divers (il n'est devancé, et d'un point seulement, par le P.r., qu'en ce qui concerne la croyance en sa capacité d'assurer la sécurité de la France dans le monde) est encore plus impressionnante lorsque l'on étudie le détail des réponses par âge et par catégorie professionnelle.

Pour chacune des questions posées, ce sont les électrices et les électeurs de vingt-cinq à trente-quatre ans, les ouvriers, les cadres moyens et employés qui fournissent le plus grand nombre de réponses positives. Dans chaque cas également, la proportion des ouvriers qui croient en la capacité du P.s. est sensiblement supérieure à celle qui font confiance au P.c. (30 contre 17 pour le fonctionnement de l'économie, 30 contre 18 pour les libertés publiques, 36 contre 27 pour les inégalités sociales, 35 contre 23 pour les changements et les réformes, etc.).

Plus curieux encore : 57 % seulement des électeurs communistes préfèrent leur propre parti pour faire marcher l'économie et 52 % pour assurer la sécurité du pays, alors que respectivement 17 % et 14 % pensent que le P.s. ferait mieux dans ces domaines et que 23 % et 26 % se déclarent sans opinion.

Image forte du P.s. donc sur les problèmes qui intéressent le plus directement les Français, tandis que le même sondage confirme accessoirement que le P.r. giscardien se conforte au détriment du R.p.r. de Chirac.

La deuxième partie de l'enquête de la Sofres est plus précisément consacrée à la façon dont se sont déroulées les négociations sur l'actualisation du Programme commun. 36 % des personnes interrogées (et, parmi elles, un tiers exactement des électeurs communistes) estiment d'abord que le P.s. était « sincèrement désireux de parvenir à un accord ». Tout au long des négociations, le Parti socialiste est apparu à une forte majorité de ceux qui se prononcent (un tiers environ des « sondés » sont « sans opinion ») loyal (49 %, dont 28 % des communistes), ferme (50 %, dont 40 % des communistes), cohérent (44 %, dont 26 % des communistes).

Sur le problème particulier des nationalisations, 38 % des personnes interrogées approuvent les positions du P.s. contre 16 % qui pensent qu'il va « trop loin », 13 % qu'il ne va « pas assez loin » et 33 % qui ne savent pas. Là encore, le détail socio-professionnel est plein d'intérêt : 16 % seulement des ouvriers estiment trop modérée la position du P.s. contre 32 % qui l'approuvent telle quelle, 12 % qui la jugent excessive et 40 % qui ne savent pas. D'autre part, la moitié seulement des électeurs communistes considèrent que le P.s. ne va pas assez loin, contre un quart qui ne savent pas et un autre quart pour qui la position socialiste apparaît excessive ou « juste comme il faut ».

Quant aux conséquences de l'arrêt des négociations — c'est la troisième partie de

→

LES JUGES DE PRAGUE

A ceux qui imaginaient qu'une certaine détente était en vue à Prague, les lourdes condamnations qui viennent d'être prononcées contre quatre intellectuels, accusés de « subversion contre la République » pour avoir critiqué le régime de Gustav Husak, apportent un cruel démenti.

A l'heure où, à Belgrade, on tente de faire un bilan de l'application des accords d'Helsinki, notamment sur le problème du respect des droits de l'homme, le verdict de Prague, conclusion d'un procès quasi secret auquel aucun journaliste étranger, même communiste, n'a été admis à assister, apparaît même comme une véritable provocation. D'autant que Gustav Husak avait naguère affirmé lui-même qu'il n'y aurait en Tchécoslovaquie « aucun procès, aucune arrestation pour des raisons d'opinion ».

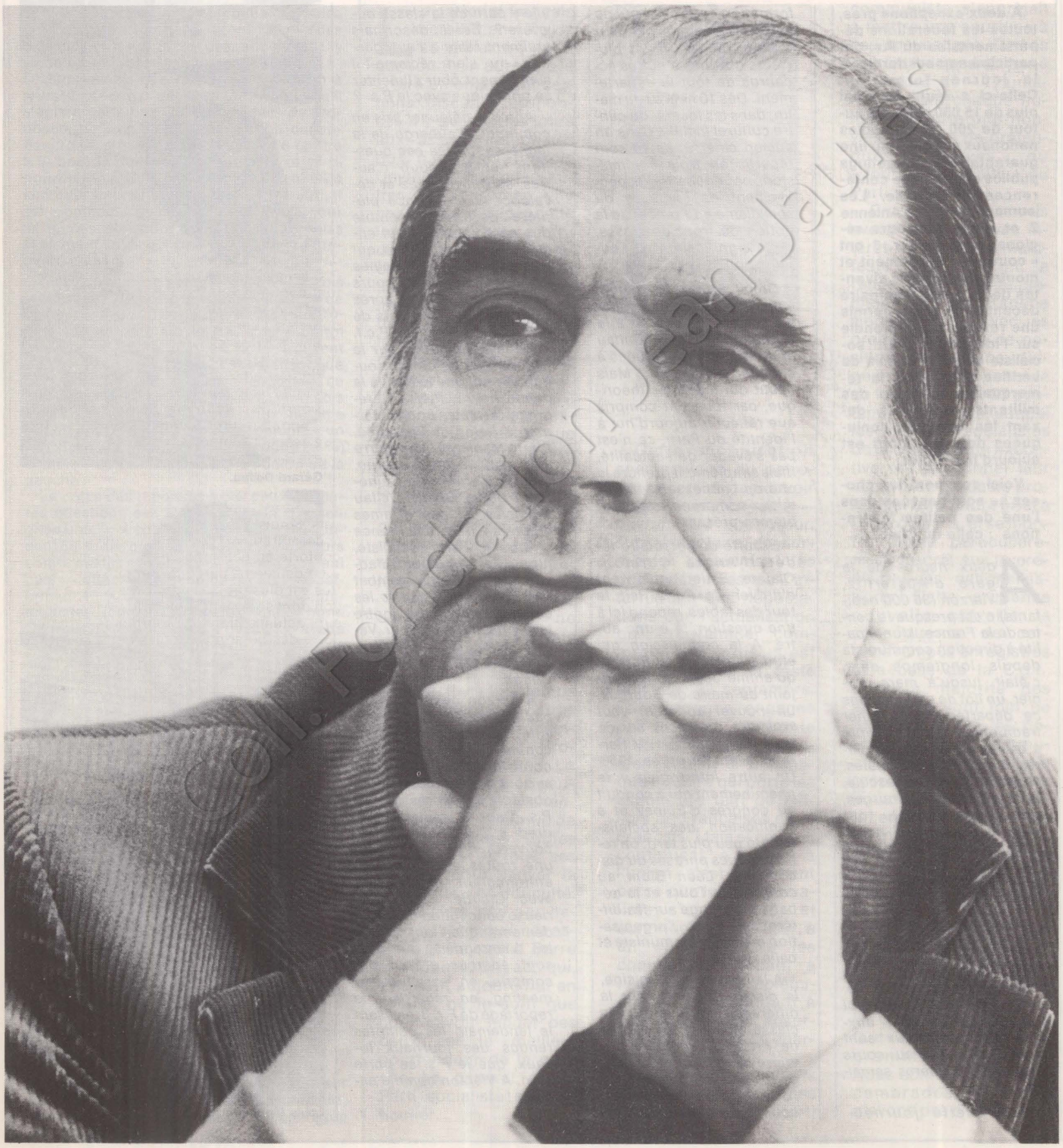
La répression dont sont depuis longtemps victimes les signataires de la Charte 77, les mesures vexatoires de toute sorte frappant tous ceux qui, de près ou de loin, ont été associés au « printemps de Prague » de 1968 ont déjà souligné l'écart entre ces bonnes paroles et une réalité qui n'est pas très différente de ce que la Tchécoslovaquie a connu durant l'époque stalinienne. Certes, les nouveaux procès de Prague ne conduisent plus les accusés à la mort physique, mais c'est bien à une mort intellectuelle et morale qu'on voudrait les condamner en les frappant pour délit d'opinion.

Nous exprimons évidemment notre protestation indignée contre de telles méthodes, mais nous dénonçons surtout le fait qu'un pays qui croit devoir les pratiquer ose encore se réclamer du socialisme. Il peut y avoir plusieurs conceptions du socialisme. Il ne peut y en avoir aucune qui aboutisse à l'étouffement des libertés et à l'écrasement de l'homme. Le peuple tchécoslovaque, qui a déjà tant souffert de tous les totalitarismes, a droit à notre solidarité dans la nouvelle épreuve qui lui est imposée.

C. F.

l'éditorial
de Claude Estier

LA JOURNÉE-FORMATION : UN SÉMINAIRE POUR 15 000 MILITANTS



Jean Jaurès Foundation

LA JOURNÉE-FORMATION : UN SÉMINAIRE POUR 15 000 MILITANTS

A deux exceptions près, toutes les fédérations départementales du P.s. ont participé samedi dernier à la journée-formation. Celle-ci a réuni au total plus de 15 000 militants autour de 200 responsables nationaux qui ont tenu une quarantaine de meetings publics et autant de conférences de presse. Les journaux de T.f.1, d'Antenne 2 et, dans plusieurs régions, ceux de F.r. 3 ont « couvert» l'événement et montré des images vivantes de ce grand séminaire décentralisé qui a permis une réflexion approfondie sur l'identité du Parti socialiste et qui a permis de vérifier, à la base, la remarquable cohésion des militants socialistes devant les attaques conjuguées dont leur parti est aujourd'hui l'objet.

Voici comment les choses se sont passées dans l'une des petites fédérations : celle du Cher.

A deux heures de la gare d'Austerlitz, Vierzon (35 000 habitants) c'est presque le centre de la France. Municipalité à direction communiste depuis longtemps déjà, c'était, jusqu'à mars dernier, un îlot de gauche dans ce département du Cher traditionnellement orienté à droite. Mais, aux dernières élections municipales, plusieurs villes ont basculé, dont la principale, Bourges, qui a maintenant, tout comme Vierzon, un maire communiste et des adjoints socialistes. Avec un rapport de forces très nettement en faveur du P.c.f.

A Vierzon, l'écart est particulièrement sensible puisque les communistes y annoncent plus de mille adhérents, alors que le P.s. n'en comptait jusqu'ici qu'une soixantaine, auxquels dix nouveaux sont venus s'ajouter au cours des deux dernières semaines.

Pour cette journée-formation, tous ceux qui ne sont pas retenus par leur travail sont venus, et plusieurs dizaines d'autres accourus de tout le département. Dès 10 heures du matin, dans les locaux du centre culturel installé dans un ancien cinéma, ils se sont répartis en trois commissions pour débattre respectivement de l'histoire du socialisme en France, de la notion de front de classe, de la signification de l'autogestion.

Débat sérieux, studieux, à partir des fiches préparées par le secrétariat à la formation de Gérard Delfau et qui ont été distribuées à chaque participant. Mais débat qui n'est pas théorique, car tous ont compris que réfléchir aujourd'hui à l'identité du Parti, ce n'est pas s'évader de l'actualité, mais simplement prendre le champ nécessaire pour mieux comprendre les problèmes présents.

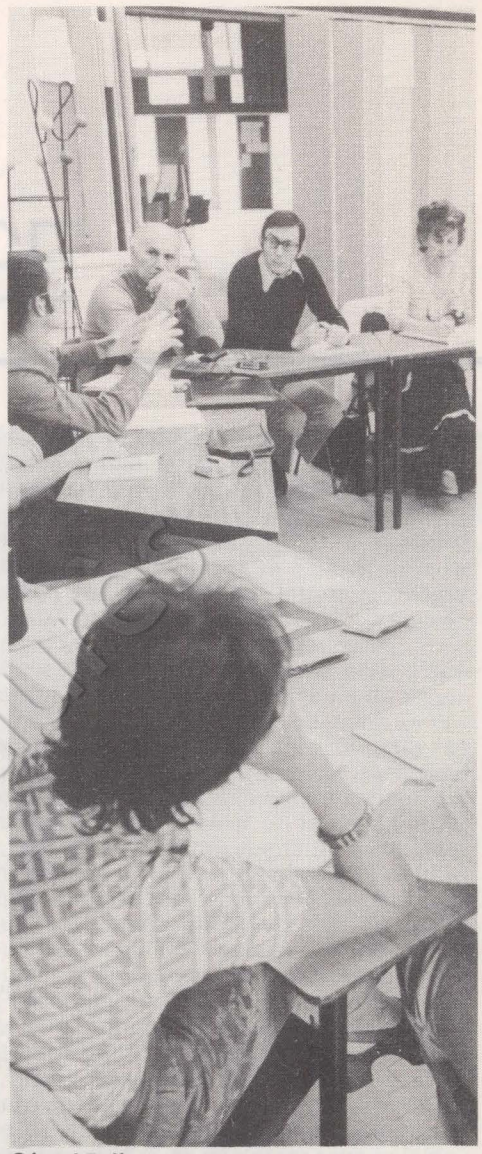
Escorté du secrétaire fédéral André Cormon, Claude Estier, qui vient d'arriver de Paris, fait le tour des tables, répond ici à une question, là à une autre. A la commission qui étudie l'histoire du Parti et qu'anime Jean Roger, adjoint au maire de Bourges, un nouvel adhérent veut avoir des précisions sur ce qu'a fait François Mitterrand avant et après 1958. Un autre interroge sur le cheminement qui a conduit au congrès d'Epinay et à l'unification des socialistes. Un peu plus tard, on relit quelques phrases du discours de Léon Blum au congrès de Tours et le débat se prolonge sur les différences entre l'organisation du Parti communiste et celle du P.s.

A la commission voisine, la discussion porte sur la différence entre front de classe et union du peuple de France. La classe ouvrière a-t-elle un rôle dirigeant ou simplement un rôle moteur ? Peut-on considérer que le P.c.f. est « le » parti de la classe ouvrière ? Est-il désormais vraiment rallié à l'autogestion ou s'en réclame-t-il simplement pour alimenter sa polémique avec le P.s. ?

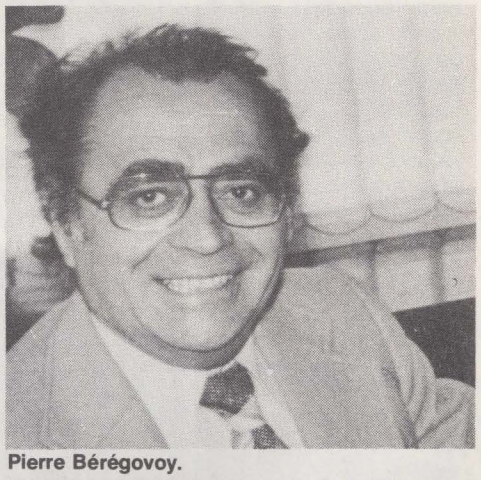
Après le déjeuner pris en commun à l'auberge de la jeunesse, toutes ces questions, et beaucoup d'autres, seront reprises et développées en séance plénière devant l'ensemble des participants. C'est ensuite le meeting public, qui réunit plusieurs centaines de personnes et au cours duquel Claude Estier, après avoir rappelé les points de divergences avec le P.c.f. dans la négociation sur le Programme commun, souligne — comme le font, à la même heure, Pierre Bérégovoy à Metz, Louis Mermaz à Salon-de-Provence, Pierre Mauroy à Lille, Pierre Joxe dans le Val-de-Marne, Claude Germon en Seine-Saint-Denis, Gérard Delfau à Troyes ou des dizaines d'autres à travers la France — que le Parti socialiste, lui, ne se trompe pas d'adversaire, que son combat n'est pas dirigé contre les communistes, mais contre la droite incarnée par Valéry Giscard d'Estaing, Raymond Barre et Jacques Chirac.

A Vierzon, ce rappel n'est pas inutile, car dans cette ville, qu'ils considèrent comme un de leurs fiefs, les communistes semblent surtout préoccupés de faire obstacle à l'expression du P.s. Dans la nuit de vendredi à samedi, ils ont recouvert, sans en oublier une, toutes les affiches qui annonçaient le meeting avec Claude Estier. Curieuse conception du débat démocratique, ont pensé les Vierzonnais qui s'en sont aperçus et qui ont compris, en assistant au meeting, en regardant le reportage de F.r. 3, en lisant le lendemain les comptes rendus des journaux locaux, que le P.s. se porte bien. A Vierzon comme ailleurs !

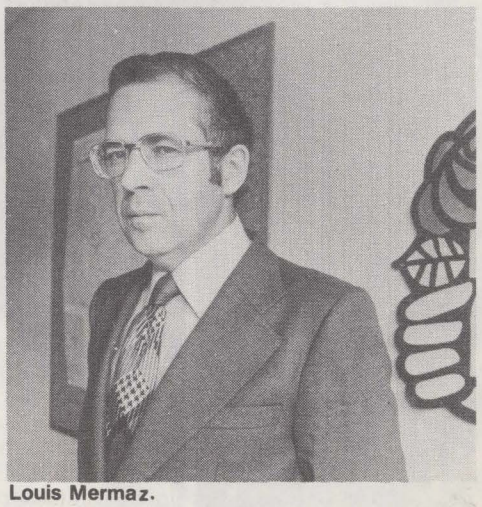
A. V.



Gérard Delfau.



Pierre Bérégovoy.



Louis Mermaz.

→ l'enquête — , il faut en retenir que si 32 % des personnes interrogées (dont 56 % des communistes et 37 % des socialistes) y voient « une mauvaise chose» pour le P.s., 50 % affirment que cela ne change rien à leurs intentions de vote. Et, sans qu'il s'agisse cette fois d'intention mais de pronostic, 40 % croient que c'est le P.s. qui obtiendra le plus de voix en mars 1978 contre 5 % pour le P.c., 12 % pour le P.r. et 16 % pour le R.p.r. Si les socialistes sont 67 % à accorder la première chance à leur parti, il est significatif qu'il en soit de même pour 34 % des électeurs communistes, contre seulement 25 % qui voient le P.c.f. à la première place.

C'est sur l'image personnelle de François Mitterrand que porte la quatrième partie de l'enquête. Pour 33 % des personnes interrogés, son autorité sur le P.s. s'est « plutôt renforcée », alors que 24 % la trouvent « plutôt affaiblie» et que 29 % estiment que la crise de la gauche n'a rien changé dans ce domaine. Pour 57 % (contre 29 %), François Mitterrand apparaît comme un homme d'Etat, pour 59 % (contre 21 %) comme « un socialiste sincère », pour 47 % (contre 29 %) comme « un homme attaché à l'union de la gauche ».

Le détail des réponses à ces deux dernières questions est, lui aussi, plein d'enseignements : « socialiste sincère », répondent 56 % des ouvriers et 43 % des électeurs communistes (contre 42 % qui ne le croient pas) ; « attaché à l'union de la gauche », affirment 46 % des ouvriers et 40 % des communistes (contre 39 % qui disent non). Georges Marchais a encore beaucoup à faire pour convaincre l'ensemble de l'électorat de son parti du « tournant à droite » du premier secrétaire du P.s. !

Cela d'autant plus qu'une grande majorité de ces mêmes électeurs communistes (62 %) se déclarent persuadés que le P.s. cherchera à se réconcilier avec le P.c.f., alors que 17 % seulement pensent qu'il tentera de se rapprocher de certaines formations de la majorité actuelle. Deux semaines après son déclenchement, la grosse artillerie mise en œuvre place du Colonel-Fabien ne semblait guère avoir entamé l'image du Parti socialiste auprès des Français en général, et fort peu auprès des communistes eux-mêmes.

Sans doute est-ce la raison pour laquelle l'enquête Sofres-« Nouvel Observateur » a trouvé si peu d'écho dans l'ensemble de la presse écrite et audio-visuelle, si prompte à se jeter sur le moindre sondage traduisant une amélioration de la cote du président de la République ou du Premier ministre.

ANTOINE VIOLET

(1) Sondage réalisé du 4 au 8 octobre sur un échantillon national de mille personnes, représentatif de la population française âgée de dix-huit ans et plus.

l'éditorial de Claude Estier

Le patronat français serait-il en voie de se rallier à l'autogestion ? On aurait pu le croire en entendant certains discours prononcés il y a quelques jours aux assises nationales du C.n.p.f. Mais François Ceyrac et quelques autres se sont bien vite chargés de dissiper cette impression. S'ils ont cru devoir, en paroles, lâcher du lest par l'évocation de quelques réformes d'intérêt secondaire, l'essentiel de leurs interventions a été dirigé contre la gauche, contre le Programme commun. Et Ceyrac a été aussi clair que possible en exprimant le souhait que chacun des patrons présents se départisse, comme il le fait lui-même, « de la réserve qui est de mise dans les milieux industriels » et n'hésite pas « à occuper le terrain ».

Aucune surprise donc. Le C.n.p.f. ne semble pas estimer que le paysage politique français a tellement changé. Il y a longtemps qu'il a engagé — à coups de milliards — sa campagne contre le Programme commun. La crise actuelle de la gauche ne le fait pas changer d'avis. Il continue de vouloir engager toutes ses forces et tous ses moyens pour sauver la « majorité » en difficulté. Et ce n'est pas par hasard qu'il a reçu à ses assises et Raymond Barre et Jacques Chirac, qui, s'ils sont aujourd'hui en rivalité, ne le sont que pour savoir lequel des deux est le meilleur pourfendeur de la gauche en général et du Parti socialiste en particulier.



Cette mobilisation spectaculaire du patronat au service du pouvoir actuel — et vice versa — devrait être une raison supplémentaire de surmonter rapidement les difficultés nées de l'interruption des négociations sur l'actualisation du Programme commun. Un mois s'est écoulé depuis la triste nuit du 22 septembre. La campagne engagée par le P.c.f. contre le Parti socialiste a gravement atteint la dynamique unitaire qui porte les espoirs de tant de milliers de Françaises et de Français. Mais si ceux-ci continuent à croire à l'union, c'est largement parce que le Parti socialiste s'est refusé, et continue de se refuser, à en compromettre les chances en cédant à l'escalade de la polémique et en répondant à des accusations absurdes que les faits se chargent de démentir.

Certains observateurs laissaient entendre ces jours-ci que le Parti communiste s'apprêtait à mettre une sourdine à ces accusations. Disons que cela n'apparaît pas à la lecture de « l'Humanité », dont chaque numéro apporte une nouvelle brassée de prétendues « preuves » du « tournant à droite » du Parti socialiste.

En revanche, nous avons pris acte avec intérêt du texte du manifeste que la C.g.t. a rendu public cette semaine et qui tranche singulièrement avec les premières prises de position de certains dirigeants de cette centrale au lendemain du 22 septembre. Ce texte, auquel les membres socialistes de la commission exécutive ont pu donner leur accord, se garde de prononcer le moindre grief à l'égard du P.s. et se montre même particulièrement discret sur le problème des nationalisations. Cette prudence nouvelle est-elle la conséquence de certains remous enregistrés à la base de la C.g.t., dont la majorité des adhérents sont loin de partager toutes les options du Parti communiste ? Ou bien prépare-t-elle une autre initiative que la C.g.t. estimerait en mesure de prendre après avoir laissé se développer un large débat parmi les travailleurs qui lui apportent leurs suffrages ?

Nous ne pouvons aujourd'hui que poser la question, en ajoutant simplement une observation. Le manifeste de la C.g.t. s'intitule : « Il faut que vive le Programme commun ». Nous sommes d'accord, camarades, et nous n'avons pas d'autre but !

M. BARRE SUR DU VELOURS

Quand il prétend « aller au charbon » en se présentant aux élections dans le « Neuilly » lyonnais, Raymond Barre veut sans doute dire qu'il joue sur du velours



Le déjeuner à la préfecture du Rhône, le 10 février dernier, de gauche à droite : Louis Joxe, Francisque Collomb, Raymond Barre, Fernand Blanc et Paul Deminjon.

Raymond Barre sera candidat aux législatives à Lyon. Jacques Chirac, par le retrait de Louis Joxe, lui a offert une circonscription en or, la quatrième. Secret de polichinelle ! Tout avait été décidé le 10 février au cours d'un déjeuner à la préfecture du Rhône, qui réunissait, autour du Premier ministre, le maire de Lyon Francisque Collomb, Louis Joxe, le président de la chambre de commerce Fernand Blanc et le président du groupement des industriels lyonnais, filiale du C.n.p.f., Paul Deminjon.

Raymond Barre avait tardé à rendre officielle sa décision d'« aller au charbon » dans les beaux quartiers, dans le « Neuilly » lyonnais. Persuadé qu'il sera le premier homme politique de dimension internationale depuis Edouard Herriot à s'installer entre Rhône et Saône, il exigeait une mise en scène. Elle fut soigneusement préparée. De grandes vedettes : Giscard d'Estaing dans un « show » offert au « troisième âge », Jean Lecanuet qui clôtura le congrès du C.d.s. par une homélie en faveur du Premier ministre, onze ministres visitant depuis six mois Lyon de part en part. Et, depuis une semaine, un dossier qui vient à point pour le « premier économiste » de France : le transfert à Paris de la direction financière de Berliet-Saviem.

Dossier plaidé devant le conseil de la communauté urbaine par Me André Soulier, porte-parole de la majorité, qui a oublié que M. Grob, directeur de la division industrielle du groupe Renault, avait, il y a plus d'un an, annoncé ce transfert sans qu'aucun élu de la majorité ne s'en émeuve. La section socialiste de Berliet avait, à cette époque, dénoncé par tracts le départ de ce centre de décisions « qui opérerait sans aucun moyen de contrôle public, puisque le contre-pouvoir syndical resterait à Lyon ».

Nous écrivions, alors, dans « l'Unité » : « La politique de Renault est-elle le démantèlement de Berliet, qui fut, avec ses défauts, une entreprise pilote de la région Rhône-Alpes, pour la réduire à n'être plus qu'une unité de production au sein d'une intégration européenne de poids lourd ? »

Question posée par les travailleurs de Berliet, et restée jusqu'à ce jour sans réponse.

Les décisions annoncées le 12 novembre 1976 trouvent aujourd'hui leur application.

Deux cents cadres ont reçu leur lettre de mutation. Francisque Collomb s'émeut et multiplie les démarches auprès du Premier ministre, Me André Soulier plaide : « Cela compromet, en réalité, la fragile tentative de décentralisation financière. Et inverse le mouvement qui refaisait de Lyon une métropole internationale. »

Louis Gireau, maire socialiste de Saint-Priest, ville où sont implantées les usines Berliet, s'étonne d'un zèle aussi tardif : « Comment se fait-il que les élus de la majorité aient fait silence, à l'époque, sur l'affaire Berliet ? Quel est l'objet de leur brusque saute d'humeur ? Rien de plus que de faire le lit électoral de M. Barre. Le Rhône est devenu un champ de bataille électoral de premier plan. Faut-il que la majorité soit inquiète pour organiser, coup sur coup, l'opération électorale du « troisième âge » et l'opération électorale Berliet ? »

Et Louis Gireau de rappeler que « depuis son intégration à Renault, Berliet à perdu 1 600 emplois ».

Le lit de Raymond Barre ne sera d'ailleurs guère confortable, car la situation économique de la région Rhône-Alpes n'est pas enviable. Les demandes d'emplois ont augmenté de 14,7 % en août par rapport au mois précédent et de 22,5 % en un an.

Les moins de vingt-cinq ans représentent plus de 25 % de la demande globale. La courbe de l'évolution de la demande insatisfaite n'a cessé en août de s'élever. En augmentant de 14,3 %, elle est supérieure à la moyenne nationale de 9 %. Sujet qui a alimenté les propos tenus par M. Barre le 17 octobre devant les Petites et Moyennes Industries.

Cette rencontre officielle du Premier ministre candidat avec Lyon s'est achevée sur la présentation de Raymond Barre au conseil municipal. Les sourires fleurissaient sur les lèvres de la majorité, mais la stature politique du Premier ministre faisait déjà de l'ombre autour de lui et amenait ce commentaire du maire socialiste de Villeurbanne, Charles Hernu : « Si j'étais M. Collomb, je m'inquiéterais. »

Le Premier ministre n'a-t-il pas déclaré dans une lettre au sénateur-maire : « Je m'efforcerai, en liaison avec les élus nationaux et locaux, de contribuer au développement de la ville de Lyon et de servir le bien-être de ses habitants » ?

Certains redoutent déjà une mise en tutelle de la ville. La candidature de Raymond Barre risque d'être bien encombrante pour la majorité.

ROBERT BUTHEAU

Les chances de Raymond Barre

Les voix recueillies par la « majorité » dans la quatrième circonscription n'ont cessé de diminuer depuis 1962. A cette époque, Maurice Herzog (Ve Rép.) recueillait 19 726 voix au premier tour ; en 1967, Louis Joxe (Ve Rép.) n'en avait plus que 18 303. Une exception toutefois : en 1968, avec une remontée de Louis Joxe à 22 700 voix. Mais en 1973 nouvelle baisse, sensible, avec 14 491 voix.

En 1978, Raymond Barre n'aura pas, parmi ses adversaires, de centriste d'opposition, puisque le C.d.s. soutient sa candidature. Il est vraisemblable qu'une partie des voix centristes se porteront sur le candidat de la gauche, qui en 1973 avait recueilli 33,55 % des suffrages dans un second tour triangulaire, les réformateurs en ayant obtenu 22,40 %.

40 VILLES OU LA VIE A CHANGÉ

Nous avons commencé la semaine dernière la publication d'une grande enquête sur les « 40 villes où la vie a changé », 40 villes qui, depuis mars dernier, ont une municipalité à direction socialiste. Après l'Ouest, voici aujourd'hui celles de l'Est et du Sud. Suivront la région Rhône-Alpes, le Centre, le Nord et l'Ile-de-France.

Albi : du vert à la place des tours.

Si l'ancienne municipalité n'éditait une plaquette électoraliste que tous les six ans, la municipalité de gauche édite, elle, un bulletin municipal trimestriel : « Albi, votre ville ». Les articles sont écrits par les élus, les associations, les techniciens et la population de façon générale.

Les associations participent aux dix-sept commissions extra-municipales. Il y a deux mois eurent lieu des « Etats généraux de la culture » avec toutes les associations intéressées. Les associations se sont concertées, entre autres, pour une meilleure utilisation des locaux, et un secrétariat commun a été mis en place.

Le conseil a permis à la population de s'approprier l'espace publicitaire qui était jusque-là loué à des entreprises d'affichage.

Il avait été prévu que la Zac de Chantepau, où sont déjà parqués des milliers de travailleurs, verrait naître des tours. Dès son installation à la mairie, la liste de gauche a arrêté ce projet bétonnier, et des espaces verts ont été aménagés à la place des tours. La capacité d'accueil de la crèche a été doublée.

Le Patus Cremat est un vieux quartier du centre-ville qui s'étend sur un hectare. Une opération classique de rénovation-expropriation - expulsions - relogement de la population en banlieue - promotion - profit était prévue. Une étude est en cours, actuellement, pour remplacer cette opération par une réhabilitation des vieux immeubles et le maintien en place de la population (essentiellement des personnes âgées).

Le dernier conseil municipal a décidé la gratuité des transports en commun pour les personnes âgées, les invalides et les demandeurs d'emploi. On compte un mois pour que cette décision entre dans les faits.

Tous les moyens sont utilisés pour faire venir des emplois et maintenir ceux qui existent. Le maire est à la tête de tous les cortèges et de toutes les délégations à la préfecture lors des conflits du travail.

Un plan de titularisation pour le personnel municipal a été adopté : sur cinquante-huit employés des écoles, dix seulement étaient titulaires ; sur l'ensemble du personnel municipal, cent onze étaient payés à la journée et quatre-vingt-neuf à l'heure !

Hyères : avec les syndicats

Les relations entre les syndicats et la mairie — inexistantes auparavant — sont maintenant permanentes. Les réunions avec les représentants du personnel municipal (734 employés) se sont multipliées. Lors du long conflit (42 jours) qui s'est terminé le 6 septembre et a opposé la Société des transports varois à ses employés, le conseil municipal a voté une subvention de 10 000 F pour les grévistes hyérois. Des colis ont été distribués et, en prévision d'une rentrée difficile pour les enfants des grévistes, la mairie a attribué 150 F à chacun d'eux. L'adjoint aux transports a pris une part active aux négociations qui ont mis fin au conflit.

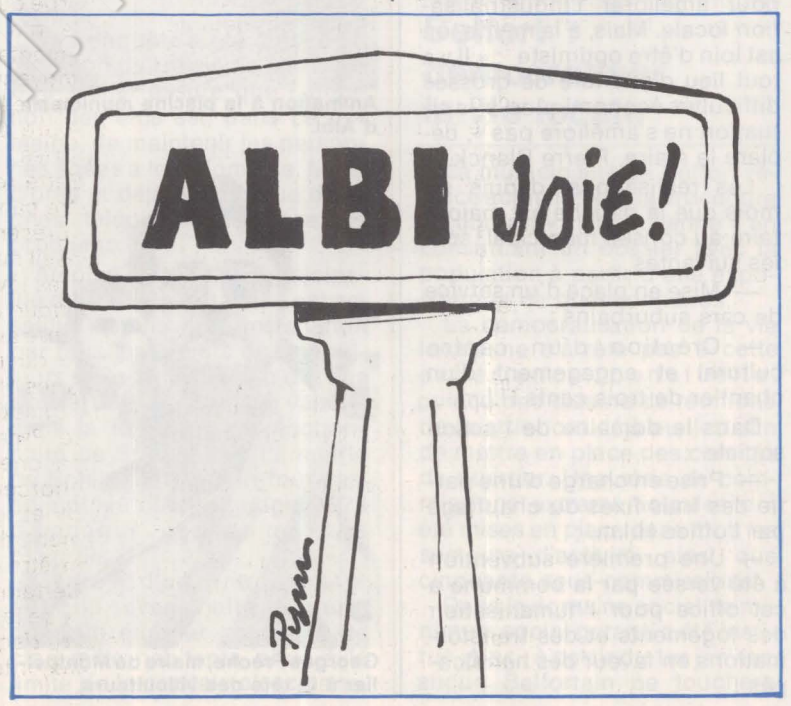
La gratuité totale des transports a été attribuée aux Hyérois de plus de soixante-cinq ans.

Un comité d'expansion a été créé : il sera opérationnel au plus tard en novembre.

On n'oublie pas non plus de favoriser la vie associative et l'animation de la cité.

Les élus ont soutenu — au prix de rapports tendus avec le préfet — les réfugiés politiques basques mis en résidence surveillée à Porquerolles. Ils ont même demandé à être reçus pour exposer ce problème à Giscard d'Estaing, alors en week-end à Brégançon. En vain !

Le Festival du jeune cinéma est enfin revenu dans la ville : il avait émigré à Toulon en 1971, la précédente municipalité lui ayant refusé une subvention. Le 13e Festival (du 30 août au 6 septembre) a rencontré, au dire de ses organisateurs, un succès inégalé.



Castres : un esprit d'équipe

« Dès la mise en place du conseil municipal, c'est un véritable esprit d'équipe qui s'est établi chez les élus au sein des commissions municipales. Ce sont les trente-trois conseillers municipaux qui gèrent la ville avec le concours de la population, et pas seulement le maire et les adjoints », constate Jean-Pierre Gabarrou, le maire de Castres.

Le premier acte de la municipalité a été de renouer le dialogue avec la population : dès avril, des réunions ont été organisées sur plusieurs problèmes : plan de circulation ; troisième âge, foires et marchés ; animation ; tourisme ; ainsi qu'une journée « portes ouvertes » où eurent lieu des débats avec les élus. Actuellement, élus et population réfléchissent ensemble sur la politique d'équipement à mener à court terme.

Mais la municipalité n'en a pas pour autant oublié les problèmes sociaux : augmentation des ressources du bureau d'aide sociale et suppression d'un impôt dit « taxe de balayage ». Elle a apporté son soutien aux travailleurs en lutte : intervention du maire et des élus sur le terrain et soutien financier pour chaque conflit.

Les conditions de travail des plus basses catégories du personnel municipal ont été améliorées et les salaires augmentés.

Pessac : tout sur l'école et la culture

La pression fiscale n'excédera pas 11,4 % dans un contexte financier pourtant très défavorable, à la suite du départ de l'usine relais l.b.m., qui payait 170 000 francs au titre de la taxe professionnelle.

C'est 500 000 francs qui ont été versés au bureau d'aide sociale pour aider les chômeurs.

→

La politique culturelle et scolaire de la municipalité de Pessac a été particulièrement active : fournitures et transports scolaires gratuits — grâce à la création d'une régie municipale de cars. Le tarif des cantines (4,50 F et 2,80 F) n'a pas été augmenté.Le budget de la bibliothèque a été multiplié par huit, passant de 8 000 à 1 400 francs : « Quatre antennes de bibliothèque pour enfants ont été implantées, dit le maire André Pujol, qui permettent de créer, en collaboration avec le personnel enseignant, l'animation et l'incitation autour du livre. »

Les subventions aux associations culturelles ont été multipliées et fortement augmentées. Ces associations participent à la préparation d'un Festival d'automne qui durera cinq semaines. Dans le domaine sportif, la gratuité des équipements est instituée. 62 000 enfants auront la possibilité de pratiquer la natation dans le cadre de l'école. Le stade « intergreen » est programmé et les installations existantes seront améliorées.

Montpellier : le béton est stoppé

Des démarches auprès des industriels vont aboutir à l'implantation de deux entreprises sur la ville. Des colis alimentaires ont été adressés à des ouvriers restés sans paie depuis trois mois. Deux exemples parmi des dizaines du constant souci de la municipalité montpelliéraine en ce qui concerne l'emploi et la vie des travailleurs : « Quand il y a des difficultés dans une entreprise, dit Jean-Pierre Vigneau, le premier adjoint, nous intervenons systématiquement. Nous recevons les travailleurs, nous servons de médiateurs avec les patrons et nous faisons des démarches auprès des pouvoirs publics. »

Une entreprise de construction envisageait de licencier quarante personnes : la mairie a fait débloquer un chantier de construction d'H.l.m. pour éviter le chômage.

Dix billets gratuits pour les cars de la ville sont attribués chaque mois aux chômeurs. Quant aux personnes âgées, elles peuvent voyager gratuitement deux jours par semaine. En 1978, ce sera cinq jours.

La mairie a engagé une lutte contre les concessions tous azimuts de l'ancienne municipalité et veut créer des régies ou des sociétés d'économie mixte : les marchés et les restaurants scolaires (6 000 repas par jour) viennent de passer en régie. Maintenant, on s'attaque au monopole des pompes funèbres.

Côté équipement, le béton a été stoppé : le Verdanson ne sera pas couvert pour devenir une autoroute urbaine, et le projet de la nouvelle gare S.n.c.f. sera revu.

Une prouesse enfin : la réalisation en deux mois d'une école maternelle de cinq classes dans le quartier populaire de La Paillade, qui en manquait cruellement.

Epinal : avancer malgré la crise du textile

La ville vit sous l'emprise de l'industrie textile (trois usines Boussac sont installées sur le territoire de la commune) et de ses difficultés : cent soixante-dix Spinaliens travaillent à Montefibre. La municipalité tente cependant d'organiser un certain nombre d'actions pour améliorer l'industrialisation locale. Mais, à la mairie, on est loin d'être optimiste : « Il y a tout lieu d'attendre de grosses difficultés économiques, si la situation ne s'améliore pas », déclare le maire, Pierre Blanck.

Les realisations, depuis six mois que la gauche est majoritaire au conseil municipal, sont les suivantes :

— Mise en place d'un service de cars suburbains ;

— Création d'un centre culturel et engagement d'un chantier de trois cents H.l.m.

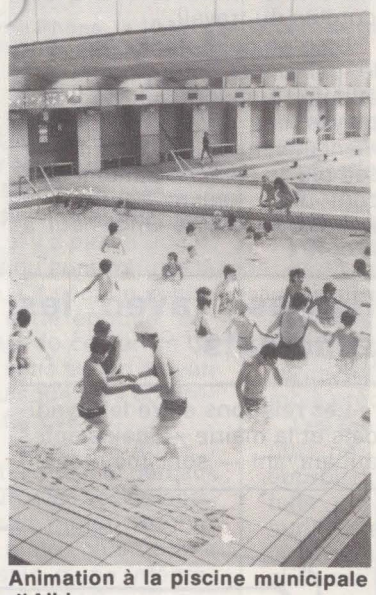
Dans le domaine de l'action sociale :

— Prise en charge d'une partie des frais fixes du chauffage par l'office H.l.m. ;

— Une première subvention a été versée par la commune à cet office pour l'humanisation des logements et des transformations en faveur des handicapés ;



Jean-Pierre Gabarrou, maire de Castres.



Animation à la piscine municipale d'Albi.



Georges Frèche, maire de Montpellier à la tête des viticulteurs.

— Une enquête a été faite auprès des personnes âgées pour connaître celles dont la retraite est inférieure au Smic. A partir du 1er décembre, une aide financière de la commune sera accordée aux retraités les plus mal lotis ;

— Une garderie pour les enfants de plus de trois ans fonctionne le mercredi et fonctionnera pendant les petites vacances ;

— Le maire a lancé un appel pour sauver le football local, et la mairie est intervenue pour améliorer les conditions de fonctionnement de la plupart des clubs.

Meaux : priorité aux chômeurs

Jean Lion et son conseil municipal ont d'abord pensé à informer leurs administrés. La mairie publie un bulletin mensuel distribué gratuitement. Prenant exemple sur Grenoble, elle compte également éditer des fiches sur chacun des problèmes qui se posent à la ville et aux citoyens.

Afin de développer la vie associative, des locaux ont été attribués à toutes les associations qui le demandaient. Les élus ont favorisé la création d'une association des moins jeunes.

Le 19 juin, une fête de style médiéval a été donnée autour de la cathédrale, où des rues piétonnières vont être créées. Un festival culturel d'hiver est actuellement en préparation : il aura lieu chaque année.

Depuis son installation, la municipalité de gauche a soutenu deux grèves avec occupation d'usine. L'une d'elles, en avril, chez Aubier-Cuny qui a abouti à la satisfaction des revendications des travailleurs ; l'autre, en septembre, dans la petite usine Almé (cinquante-cinq emplois) : le patron a été convoqué à la mairie et, comme pour les ouvriers d'Aubier-Cuny, le conseil municipal a mis à la disposition des grévistes des salles de réunion et des machines à écrire.

Des cars sont prêtés aux travailleurs pour qu'ils puissent participer aux manifestations syndicales. Quant aux transports gratuits pour les chômeurs, le principe en a été voté,

mais n'est pas encore appliqué.

Lorsque la mairie a dû embaucher du personnel, elle a bien sûr donné la priorité aux chômeurs ; ainsi, une quinzaine d'entre eux ont pu trouver un emploi. Si des travailleurs — chômeurs ou non — sont expulsés ou saisis, la mairie les reloge au prix de la surface corrigée (70 F par mois, en moyenne) dans un immeuble appartenant à la ville. Elle fournit même le camion de déménagement.

D'autres mesures sociales ont été prises, au point de mettre en difficulté le budget du bureau d'aide sociale. C'est ainsi que des enfants ont pu partir en vacances, les parents n'ayant à payer, sur un séjour de 1 150 F, que 150 F. Le quotient familial a été abaissé pour les crèches et pour l'école de musique.

Schiltigheim : un budget social en progrès de 90 %

Une commission municipale sur l'emploi entretient des rapports très suivis avec les entreprises et leur propose des facilités d'installation sur le territoire de la commune, en mettant notamment un terrain à leur disposition.

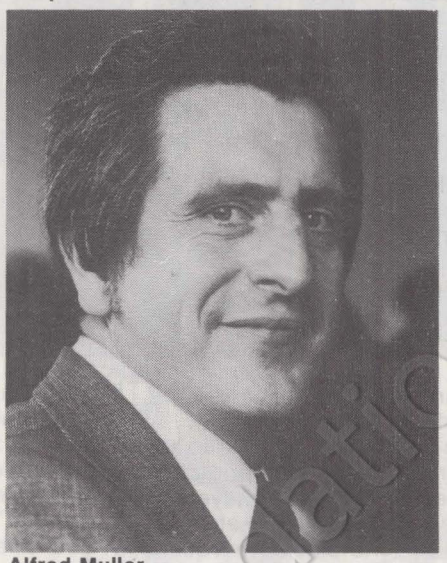
Dans cette ville ouvrière, où le chômage sévit, tous les chômeurs en difficulté reçoivent une aide qui approche le Smic : le budget du bureau d'aide sociale a progressé de 90 % ! La gauche, minoritaire dans la communauté urbaine de Strasbourg, n'a pu obtenir encore la gratuité des transports pour les chômeurs.

Les séances du conseil municipal sont annoncées par voie de presse et sont entrecoupées des interventions des gens qui y assistent. Elles durent en général trois heures.

Plusieurs réunions avec les élus et la population ont eu lieu dans chaque quartier et chaque fois qu'un problème se posait ponctuellement. Pour l'aménagement d'un espace vert, les élus ont rencontré les enfants, les adolescents comme les adultes avant sa réalisation : « Ce sont les enfants qui nous ont fait découvrir ce que nous ne soupçonnions pas, » dit le maire, Alfred Muller.



Maquette d'un nouvel ensemble d'habitations, à Epinal.



Alfred Muller.



Plantation d'arbustes par les enfants, à Schiltigheim.

Quant à savoir ce qu'on fera d'un hectare de terrain situé près de l'hôtel de ville, actuellement les gens du quartier en discutent avant que la décision ne soit prise par le conseil municipal.

Une enquête a été lancée en direction du troisième âge : Alfred Muller assure que l'ambition des élus est, dans ce domaine, de maintenir les personnes âgées à leur domicile. Mais, d'ores et déjà, le manque de lignes téléphoniques pose un problème.

Au plan culturel, la municipalité d'Union de la gauche est assaillie depuis son installation par tous les projets des travailleurs de la culture qui n'ont pas trouvé un interlocuteur valable dans la municipalité réactionnaire de Strasbourg. La mairie de Schiltigheim a, en tout cas, déjà prévu pour le budget 1978 d'engager des animateurs culturels.

Le projet d'un centre social et culturel avec halte-garderie dans un quartier populaire de cinq mille habitants, situé à la limite de la capitale alsacienne, est bien avancé. Il devrait être opérationnel en octobre 1978 ; mais, avant même qu'il ouvre, des animateurs travailleront sur le quartier.

Belfort : démocratiser la vie locale

La municipalité de Belfort relance actuellement la procédure du contrat « ville moyenne » en constituant un dossier avec la population à partir d'une exposition et de questionnaires.

La démocratisation de la vie locale ne s'arrête pas à cette expérience ponctuelle, puisqu'une dizaine de réunions de quartier ont déjà eu lieu afin de mettre en place des comités de quartier. Une série de commissions extramunicipales ont été mises en place dans tous les secteurs d'activité, ainsi que cinquante sous-commissions.

Dans le domaine social, le minimum social garanti a été institué. Ainsi, à partir du 1er janvier, aucun Belfortain ne touchera moins de 70 % du Smic, et un couple moins de l'équivalent du Smic. En outre, un Centre communal d'action sociale a été créé : les associations participeront à son conseil d'administration. A noter aussi la mise en place d'un service S.v.p.-personnes âgées.

Le sport pour tous est en passe de devenir une réalité pour les Belfortains : à partir d'une expérience sur un petit terrain banalisé, dans le quartier populaire des Résidences, avec cinquante ou soixante gosses qui ne partent pas en vacances, il a été décidé d'affecter un animateur sportif à tous les quartiers.

Les deux cent cinquante logements sociaux prévus sur la lointaine Zac d'Altkirch vont être construits près du centre-ville, au bord de la Savoureuse : les travaux démarreront incessamment. Quant aux bâtiments de l'hôpital militaire, ils ne seront pas démolis, mais restaurés et affectés à des activités culturelles.

EMMANUELE PLAS

(à suivre)

LES FRANÇAIS ET LA TERRE: REFAIRE 1789 !

Depuis la Révolution française, la paysannerie ne cesse de se serrer la ceinture dans l'espoir de devenir propriétaire ou bien d'agrandir son exploitation

Rien n'est plus secret que la propriété. S'il existe de multiples statistiques sur les salaires, il est inutile d'en rechercher sur le patrimoine : la loi interdit de révéler la richesse des Français. Si, par le cadastre, il est possible de savoir qui est propriétaire de telle ou telle parcelle, l'addition de ces informations est interdite. Résultat : on sait très peu de choses sur la propriété foncière en France.

Secrète, elle est aussi le premier symbole de la richesse, même si tous les propriétaires ne sont pas riches. Pour les paysans, la propriété est une « charge » représentant environ les deux tiers du capital mis en œuvre dans la production agricole. Mais ce qui est charge pour les uns est source de revenus très importants pour les autres ; pour les grands propriétaires, c'est la rente foncière, c'est-à-dire un revenu prélevé sur le travail des agriculteurs, qu'ils soient fermiers ou ouvriers agricoles.

Le code civil recouvre, en fait, plusieurs formes de propriétés, aussi différentes que les 600 ou 1 000 hectares loués à des fermiers et les 20 hectares cultivés par celui qui les possède. Dans leur diversité, ces différentes formes de propriété ont marqué le paysage français : beaux bâtiments des petites propriétés du Sud-Ouest, grandes fermes du Bassin parisien, bocage des « châteaux » bretons.

Dans les grands domaines de l'Ouest, deux types d'exploitation coexistent : quelques grandes fermes d'une trentaine d'hectares et de très petites exploitations louées plus cher et cultivées de façon très intensive par des familles nombreuses dont les enfants servent souvent de main-d'œuvre occasionnelle sur les grandes fermes... Paternaliste et catholique, entouré de fermiers fidèles, ce grand propriétaire sait aussi se faire élire, de préférence au Sénat, comme Paul d'Ornano ou comme Hubert d'Andigné, l'un des plus gros propriétaires fonciers de France et aussi l'un des plus vieux sénateurs.

Dans le Bassin parisien, au contraire, les grands propriétaires — des financiers ou des nobles d'Empire, comme les Poniatowski, qui possèdent plus de 1 000 hectares en Seine-et-Marne — ont commis l'erreur de choisir de grands fermiers, par souci de rentabilité. Et, paradoxalement, les terres les plus fertiles de France sont louées beaucoup moins cher que les terres de l'Ouest : il y a encore en Seine-et-Marne des terres louées à « 2,5 quintaux de blé l'hectare », alors que le prix courant dans l'Ouest varie entre 5 et 7 quintaux (un quintal vaut environ 80 F).



Dans la grande propriété, tout se joue sur les rapports de forces entre les propriétaires et les fermiers. Les révoltes de métayers et de fermiers dans le Bourbonnais et le Limousin, à la fin du XIXe siècle, marquent encore aujourd'hui le vote « rouge » de ces régions. En Corrèze ou en Haute-Vienne, les propriétaires ont d'ailleurs constitué des coopératives de façon à ne pas apparaître en nom propre, de peur de voir brûler leurs châteaux. Ainsi, Pierre Juillet, conseiller de Jacques Chirac, appartenait à une coopérative de ce genre, avant de cultiver lui-même ses terres.

Qui achète et qui vend ?

Les agriculteurs possèdent 52 % des terres agricoles. Mais ils achètent près de 80 % des terres mises en vente, alors qu'ils ne sont vendeurs que pour 20 % de cette surface. Les agriculteurs tendent donc bien à être de plus en plus propriétaires du sol qu'ils cultivent. Mais c'est à un rythme très lent, puisque 1,5 % seulement de la surface agricole est en moyenne vendue chaque année depuis quinze ans.

Les terres vendues sont en général des parcelles de petites dimensions. En 1976, 4 % seulement des ventes — soit environ 4 000 ventes — concernaient des surfaces de plus de 20 hectares. Ainsi, on ne trouve pratiquement plus d'exploitations agricoles à acheter.

La France du fermage se situe surtout au nord d'une ligne La Rochelle-Genève. Mais, dans le Sud, c'est le faire-valoir direct qui domine depuis longtemps. Et, depuis longtemps, les familles de la région ont recherché à n'avoir qu'un seul héritier : c'est le Sud-Ouest qui a inventé, au Moyen Age, la « capote anglaise » et d'autres formes de contrôle des naissances. Lorsqu'il y avait plusieurs enfants, le patriarche chef du clan choisissait l'héritier, aussi bien l'aîné que le puîné, le garçon que la fille, à condition qu'elle soit mariée. Quant aux enfants en surnombre, ils devenaient cadets de Gascogne, curés ou artisans. Aujourd'hui serviteurs de l'Etat républicain, ils sont employés des P.t.t., instituteurs ou élèves de l'Ena, comme Jean-Pierre Fourcade.

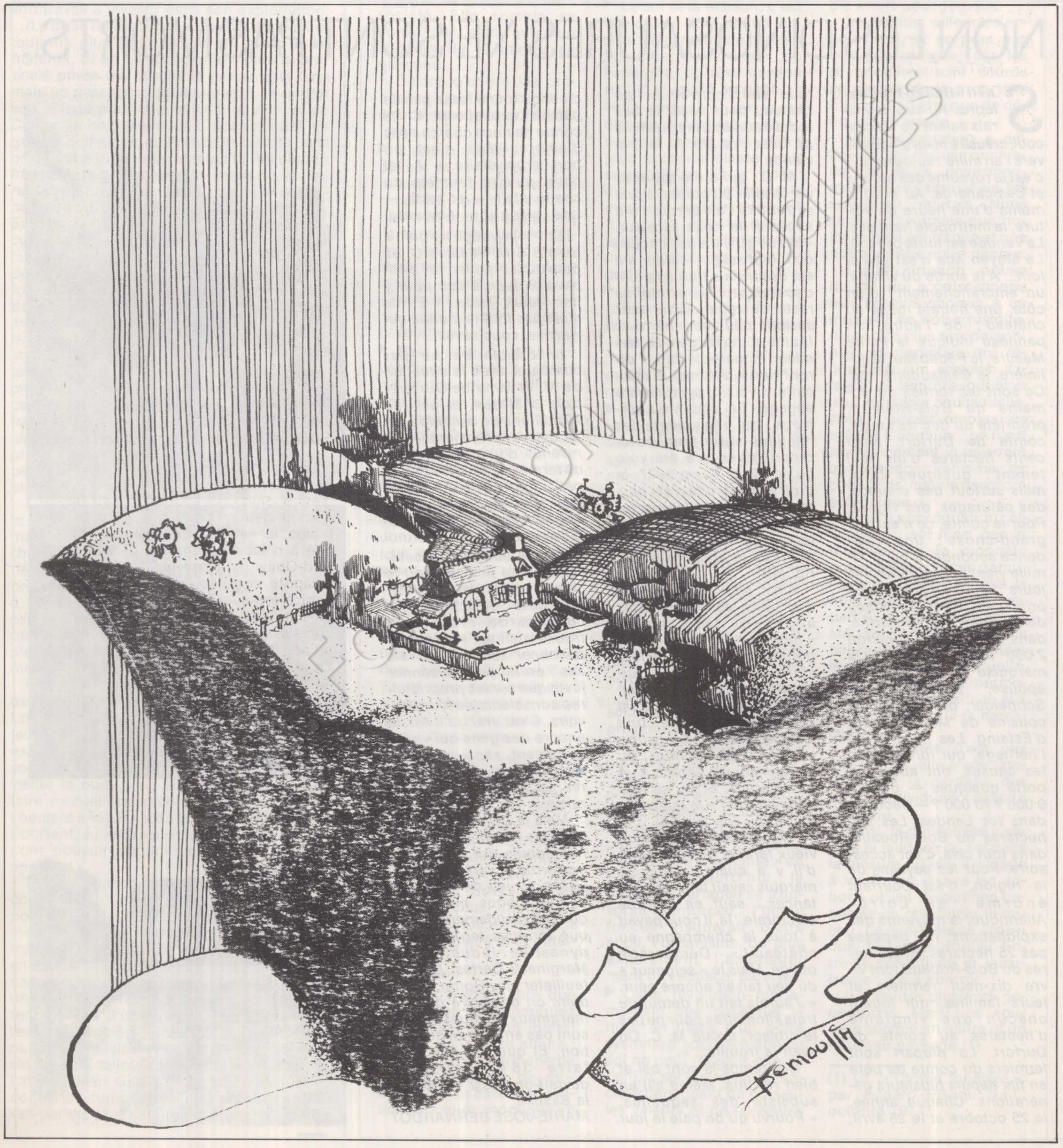
Mais, au Nord comme au Sud, le droit de propriété sert toujours à la même chose : obliger les paysans à produire pour vendre. Le fermier doit payer son loyer ; l'agriculteur propriétaire, même s'il hérite de sa terre, est obligé d'en racheter une part à ses cohéritiers. Ainsi, toutes les trois générations par héritage interposé les agriculteurs rachètent la terre de France. Et près de 40 millions de francs quittent chaque année l'agriculture... pour entretenir, par l'achat de pavillons, la spéculation immobilière dans les banlieues des villes.

Or, quel que soit son mode de faire-valoir, la paysan soumis à la charge foncière est obligé, pour faire vivre sa famille et son exploitation, de produire toujours plus, livrant en abondance et à bas prix ses produits dans les villes. Bien que propriétaire, le paysan moyen a un revenu analogue à celui des ouvriers. Il gagne plus, mais il est contraint de dépenser une part importante du revenu de

→

LA TERRE ET L'HOMME

PAR EDGARD PISANI



LES FRANÇAIS ET LA TERRE:
REFAIRE 1789 !

NON, LES DINOSAURES NE SONT PAS MORTS...

Saint-Hilaire-de-Chaléons. Au sud, le marais salant de Machecoul, creusé à main d'homme vers l'an mille : aujourd'hui, c'est le royaume des hérons et des canards. Au nord, à moins d'une heure de voiture, la métropole nantaise. La Vendée est toute proche. Le Moyen Age n'est pas si loin... A la sortie du village, un embranchement : d'un côté, une hêtraie mène au château ; de l'autre, un panneau indique la Petite Masure, le Pedebeau, la Jolinière, la Caillauderie, etc. Ce sont les fermes du domaine du Bois-Rouaud, propriété du duc de Lorge, comte de Durfort. Neuf cents hectares d'un seul tenant : quelques bois, mais surtout des champs, des pâturages, des vignes. Pour le comte, ce n'est pas grand-chose : une résidence secondaire où la famille vient passer quelques jours l'été. La résidence principale, c'est le château de Juigné dans la Sarthe, dans les terres — environ 2 000 hectares — de la marquise de Juigné, son épouse, petite-fille de Schneider, du Creusot, et cousine de Mme Giscard d'Estaing. Les hasards de l'héritage, qui font si bien les choses, ont aussi apporté quelques — 6 000 ? 9 000 ? 10 000 ? — hectares dans les Landes. Les 900 hectares du Bois-Rouaud, dans tout cela, c'est accessoire. Pour les paysans de la région, c'est pourtant énorme : en Loire-Atlantique, la moyenne des exploitations ne dépasse pas 25 hectares. Et les terres du Bois-Rouaud font vivre dix-neuf fermiers et leurs familles, qui louent chacun une vingtaine d'hectares au comte de Durfort. La plupart sont fermiers du comte de père en fils depuis plusieurs générations. Chaque année, le 25 octobre et le 25 avril, tous sont convoqués au château pour payer le bail indexé sur les trois produits de base : le blé, le lait, la viande.

M. C., qui a été toute sa vie fermier du comte, a pris sa retraite l'an dernier. Il a accepté de nous recevoir, « parce qu'il y a des choses qu'il faut savoir ». Mais, s'il est désormais tout à fait indépendant, la prudence reste de règle. « Ne citez surtout pas mon nom »... Inutile d'interroger les fermiers actuels : « Ils ne diront rien », affirme un agriculteur voisin, syndicaliste engagé. Le statut du fermage, qui réglemente les relations entre fermiers et propriétaires, n'a été voté qu'en 1946. Si, en 1977, le droit de propriété n'est plus tout à fait absolu, les mentalités gardent la trace d'un temps où l'arbitraire était total. Et la soumission de rigueur.

Ainsi, les usages veulent que seuls les domestiques appellent leur maître « monsieur le Comte ». Les domestiques, et par extension les paysans... Aujourd'hui encore le paysan qui manque à cet usage est considéré comme une « forte tête ». Alors on continue de donner du « monsieur le Comte ». A tout hasard. Et on se rappelle en riant « le temps du marquis » (de Juigné).

« A l'époque, raconte un vieux fermier, je vous parle d'il y a quarante ans, le marquis savait tenir ses distances... sauf en période électorale : là, il nous payait à tous le champagne au château ! ». Démocratie oblige. Mais le « seigneur » du lieu faisait encore peur. « J'aurais fait un détour de trois kilomètres pour ne pas le croiser, avoue M. C. On avait la trouille... ».

Ces temps-là sont bel et bien révolus. Même s'il en subsiste des séquelles. « Pourvu qu'on paie le jour dit et qu'on ne fasse pas de bêtises, explique M. C., le comte ne nous cherche pas d'embrouilles : c'est un bon propriétaire. » A tel point qu'être fermiers du comte était — et reste — une situation enviable.

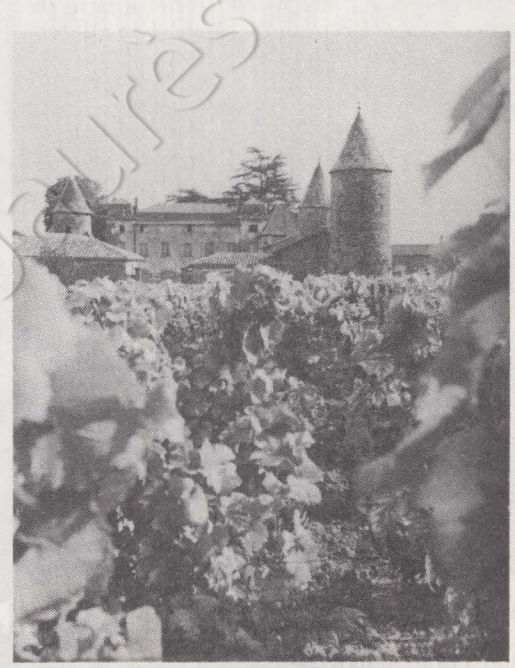
Un « privilège » qui a permis à M. et Mme C. de pouvoir se payer un petit pavillon bien à eux pour y finir leurs jours. « Et ce n'est pas tout le monde qui y arrive, vous savez... ».

Impossible de ne pas comparer avec la situation de M. et Mme de Durfort : trois châteaux, et environ 70 millions de centimes par an de rente foncière — les revenus d'une soixantaine de fermes — sans bouger le petit doigt. Et sans parler des actions Schneider et autres, des revenus immobiliers, etc.

« Il ne faut pas caricaturer, affirme pour sa part le comte d'Harcourt, président de la Société des agriculteurs de France. Je trouve qu'il est malsain de raisonner sur les mauvais cas ; on ne peut raisonner juste que sur les propriétaires conscients de leurs devoirs. C'est vrai qu'il existe encore des gens qui vivent largement sans travailler, mais ce sont des dinosaures. Ils sont voués à disparaître. »

Mais la permanence des grandes fortunes terriennes depuis des siècles est cependant très réelle. Grâce au jeu de l'héritage et des « bons mariages » qui ont solidement imbriqué fortunes terriennes et dynasties industrielles. Marginal ? Certes. Mais, à feuilleter le Bottin mondain, on découvre que les marginaux en question ne sont pas en voie de disparition. Et que, s'il faut « refaire 36 », peut-être devrait-on aussi reprendre la Bastille.

MARIE-JOSE BERNARDOT







son travail à investir dans son exploitation.

Il a donc fallu obliger le paysan à travailler toujours plus et à investir en terres et en matériel. Si en U.r.s.s. ce n'est plus la propriété privée qui attache le paysan à la terre mais un passeport qui lui interdit de quitter son village pour s'installer à la ville, si en Californie on parque les Chicanos dans de grands domaines, en France la carotte de la propriété a bien joué : depuis la Révolution française, la paysannerie ne cesse de se serrer la ceinture dans l'espoir de devenir propriétaire ou bien d'agrandir son exploitation. Encore aujourd'hui, dans l'esprit des agriculteurs, la propriété reste synonyme de sécurité du travail, même lorsqu'elle est considérée comme un mal nécessaire. C'est la force de la bourgeoisie depuis deux siècles de les avoir convaincus de leur attachement au lopin de terre dont ils peuvent tirer — s'ils travaillent beaucoup — à la fois joie, bien-être pour leur famille et statut social. Et pourtant, aujourd'hui, un agriculteur moderne, propriétaire de 30 hectares, est à la tête d'un capital d'une centaine de millions d'anciens francs, mais en tire un revenu de smicard, sans vacances, avec parfois des journées de plus de dix heures. Ces mêmes millions, placés à la Caisse d'épargne, rapporteraient plus !

L'héritage est le mode d'accès principal à la terre. Le reste vient du marché foncier, mais très peu de terres changent de mains chaque année (voir encadré page 12). La moitié est rachetée par les fermiers à leurs propriétaires. L'autre moitié sert pour l'essentiel à agrandir les exploitations. Mais à quel prix ! Un hectare de parcelles coûte pratiquement le double d'un hectare d'une exploitation vendue en entier : il dépasse en moyenne 20 000 F.

Et la concurrence sur ces parcelles est extrêmement vive. Quatre hectares en Loire-Atlantique ont vu s'affronter Julien, un jeune exploitant (17 hectares), et Antoine, exploitant à cinquante ans 25 hectares avec son fils de dix-huit ans. Le notaire venait les visiter la nuit, pour que l'autre l'ignore, et faire monter les enchères. Parti à 6 000 F l'hectare a été acheté à 14 000 F par Antoine. Pourtant, Julien en avait absolument besoin pour pouvoir obtenir des prêts du Crédit agricole.

La spéculation naît en partie de cette concurrence, mais devient insoutenable pour les agriculteurs lorsque celui qui fait monter les prix n'est pas un paysan : un marchand de bestiaux, un vétérinaire ou, pis encore, une société d'autoroute ou d'aménagement touristique. Les agriculteurs sont unanimes à se révolter contre cette concurrence venue d'un autre monde. En font foi les luttes foncières dans toute la France depuis deux siècles. A celles d'autrefois, correspondent aujourd'hui le Larzac, Naussac, l'affaire Jean Gabin... Les paysans luttent contre les cumulards ou les reprises abusives par les propriétaires qui jettent à la rue

LA TERRE ET L'HOMME

PAR EDGARD PISANI

La propriété du sol constitue l'un des fondements de notre société. Elle semble se consolider, alors que tout suggère de la mettre en question.

Disons d'abord les problèmes qu'elle pose, nous dirons ensuite ce qui fait sa force.

▶ L'appropriation privée du sol et la pratique que nous avons consacrée de la propriété foncière constituent un double obstacle à l'aménagement urbain : elles renchérissent considérablement le coût des opérations, elles figent les structures, alors que la vie de nos sociétés appelle l'évolution.

▶ Mais l'appropriation privée du sol et le coût des terres et des prés constituent une charge bientôt insupportable pour l'exploitation agricole. On peut dire, à la limite, que la propriété privée menace à terme l'exploitation familiale.

▶ L'évolution du prix des terrains urbains et ruraux donne aux propriétaires tout à la fois une sécurité sans risque et une rente sans défaillance : en France, depuis un siècle, le capital foncier rapporte plus que le capital industriel. On gagne plus à ne rien faire qu'à travailler. Toute notre économie s'en trouve déséquilibrée : notre retard s'explique, en partie, de la sorte.

▶ Le privilège fiscal dont bénéficie le sol a deux conséquences graves : l'impécuniosité des collectivités territoriales, la surcharge dont souffrent la consommation et l'activité.

Malgré tout cela, l'appropriation privée du sol demeure plus importante chez nous, à la vérité, que la liberté, l'égalité et la fraternité.

Pourquoi ?

▶ Il faut d'abord dire que les forces économiques dominantes ont un intérêt évident dans cette affaire : la mobilisation permanente des propriétaires de modestes lopins assure au système socio-économique en place une protection inexpugnable.

▶ Le sol et la maison, c'est le bien qui dure et que l'on peut transmettre de père en fils. C'est de la sueur, de l'épargne, du rêve devenu réalité et laissé au petit.

▶ La propriété est aussi élément de dignité sociale ; avoir un arpent, c'est n'être plus seconde classe mais sous-officier. Et la valeur du bien importe peu : la passion possessive est d'autant plus grande, semble-t-il, que la terre est plus caillouteuse, plus ingrate.

▶ Elle est élément de sécurité en des temps incertains. Elle semble valeur plus sûre, en dépit de tout, que le métier que l'on donne à ses enfants... Elle ne ment pas.

▶ Elle est même, chez les plus sages, les plus scrupuleux, objet d'une possible spéculation. Car celui qui tient le plus à sa parcelle et qui la refuse à l'autorité expropriante est toujours prêt à faire une... bonne affaire.

▶ En bref, qu'il s'agisse d'une donnée naturelle ou d'un héritage culturel complaisamment entretenu, il y a entre l'homme et la terre un lien subtil qui a sa valeur, sa grandeur même et dont nul système politique ne peut faire fi.

Pourtant, une société socialiste ne peut demeurer prisonnière d'un droit qui la paralyse et qui d'abord la contredit.

Ainsi un problème est-il posé, qu'il faut traiter sans complaisance. L'impossible révolution n'y porterait pas réponse, car s'il y avait « révolution chantante » en France, aujourd'hui, la propriété partagée se trouverait renforcée, l'impôt foncier risquerait d'être aboli, l'urbanisme, ou plus exactement l'aménagement de l'espace, paralysé.

▶ Cette révolution fondamentale que constitue la mise en place d'un autre système d'appropriation du sol ne peut résulter que de l'effort séculaire d'une société dégageant de nouvelles valeurs et de nouvelles perspectives. Elle ne peut résulter que d'un infatigable effort pédagogique.

Là comme ailleurs, l'action n'est, et ne peut pas être, de critique, car les propriétaires sont sourds au procès de la propriété. Elle ne peut être que de définition nouvelle.

Notre génération a découvert les risques qui menacent notre environnement, notre cadre de vie, les équilibres naturels. Nous savons désormais que notre monde est fragile et que notre espèce court danger.

L'appropriation privée du sol, qui a correspondu aux besoins sociaux à un moment de notre histoire, n'apporte plus aux personnes les garanties qui répondent aux risques actuels : la sécurité, qui était hier exigence individuelle, devient de plus en plus nécessité collective : ce n'est plus seulement la pauvreté qui menace l'homme de chez nous, mais le désordre écologique.

Ainsi, l'appropriation collective du sol n'est pas la négation de la propriété considérée comme garantie individuelle ; elle est la condition d'une sauvegarde. L'appropriation du sol par la collectivité n'a pas pour objectif d'annuler la propriété individuelle, mais d'assurer la permanence de l'espèce face aux dangers réels qui la menacent.

La propriété n'est pas une finalité, elle a une finalité : hier la garantie des droits individuels, demain la survie.

Ainsi, la collectivité s'assure la maîtrise du sol dans la mesure où elle s'engage à mettre en œuvre les actions et les disciplines capables de réhabiliter le milieu. Le propriétaire individuel devient usufruitier. Entre la collectivité et l'usufruitier, il y a contrat.

Il y faudra plusieurs générations. Mais une nouvelle société en naîtra et un nouveau paysage (1).

(1) Cf. « Utopie foncière », par Edgard Pisani. N.r.f., octobre 1977.

QUI A RECULÉ PAR RAPPORT A 1972 ?

PAR PIERRE JOXE

Depuis des générations, l'une des constantes de la politique agricole socialiste réside dans la défense de l'exploitation agricole « familiale », c'est-à-dire la petite ou moyenne exploitation.

L'extension du faire-valoir direct, qui a fait de nombreux agriculteurs français des petits propriétaires, a contribué à développer le mythe de l'unité du monde paysan.

Pourtant, pour les petits exploitants, le faire-valoir direct ne donne pas lieu à une véritable rente foncière, revenu d'une classe de propriétaires. D'abord, dans la mesure où le paysan-propriétaire perçoit un revenu dû à sa propriété, ce revenu se confond avec celui de son travail et la distinction entre les deux ne peut être qu'un artifice de comptabilité.

Mais, surtout, ce mode d'exploitation a l'énorme avantage de laisser à la famille paysanne la charge foncière. Que la propriété de la terre soit acquise par héritage ou par achat, le paysan français, de par son statut économique et social, n'a jamais pu exercer assez de pression économique et politique pour que le coût du foncier soit incorporé aux prix des produits agricoles.

Les socialistes ont donc toujours eu pour objectif d'assurer aux agriculteurs une juste rémunération de leur travail par des prix garantis tenant compte des coûts de production et de les libérer de la charge excessive du foncier.

Nous l'écrivions dans notre programme de 1972 « Changer la vie », ainsi que dans le Programme commun de gouvernement. Nous voulions le confirmer et le préciser dans le programme actualisé de 1977.

Dès le mois de juillet, d'ailleurs, un accord était intervenu entre les trois partis sur la nécessité de créer des offices par produits, chargés d'assurer aux exploitants des prix garantis tenant compte des charges de production. Un pas important était donc franchi par rapport au texte du Programme commun, qui ne parlait pas d'offices par produit.

Par contre, alors que nous voulions donner aux offices fonciers les moyens véritables de lutter contre la spéculation foncière et de décharger les paysans de la charge foncière, radicaux de gauche et communistes se sont opposés à notre projet.

Comment,en effet, les Safer, même démocratisées et décentralisées, pourront-elles véritablement lutter contre la spéculation foncière si elles ne peuvent pas intervenir directement sur le prix des terres ? Bien sûr, l'extension de la législation du fermage qui garantira réellement la sécurité du preneur en place, ainsi que le renforcement et l'application de la réglementation sur les cumuls, moralisera le marché foncier. Mais nous pensions et nous pensons toujours que seuls des organismes pouvant contrôler les prix des terres agricoles dans le cadre d'un maximum et d'un minimum tenant compte de la nature du sol seraient réellement dotés des moyens de lutte contre la spéculation.

Nos partenaires n'ont pas voulu leur donner ces moyens;nous le regrettons. Toutefois, ils nous ont concédé le droit de donner aux Safer la possibilité de louer leurs terres, et non plus seulement de les revendre. C'est là un progrès décisif. Un gouvernement de gauche pourra ainsi commencer à mettre en œuvre une véritable politique de structures agricoles et d'installation des jeunes agriculteurs, en rendant à la terre sa destination première : outil de travail, et non objet de spéculation.

C'est un progrès, et cependant... dans cette affaire, il y a bien eu « recul » par rapport au Programme commun de 1972.

→

leur fermier. Et ils se révoltent aussi contre l'accaparement du sol pour d'autres usages : camps militaires, autoroutes, aéroports et stations touristiques.

Chaque année, 50 000 hectares « quittent » l'agriculture pour satisfaire les besoins de la croissance urbaine et industrielle. Cause de spéculation plus grave que les autres, dans la mesure où le prix des terres destinées aux besoins urbains est fonction des critères de rentabilité industrielle : un hectare de terre agricole qui change d'usage voit sa valeur multipliée par 5 ou 10. Car loger un riche Allemand dans une station de sports d'hiver rapporte beaucoup plus d'argent que de faire paître une vache...



Le cas des stations de sports d'hiver est exemplaire : la spéculation touristique chasse l'agriculteur des vallées et empêche tout élevage dans les alpages. Malgré toutes les primes à la « vache tondeuse », la mort de l'agriculture provoque les avalanches en hiver et les feux de broussailles l'été qui rendent la montagne dangereuse et inhospitalière.

La hausse du foncier est due surtout à cette inflation importée des villes. Lors de la construction d'une cité H.l.m. en banlieue, les effets de l'expropriation se répercutent en ondes concentriques souvent jusqu'à une centaine de kilomètres. Si les agriculteurs se réinstallent dans d'autres départements, ils provoquent là où ils arrivent une flambée des prix : c'est dans l'Yonne que l'on observe les effets de l'extension de la zone portuaire de Dunkerque pour Usinor.

Le marché foncier est, en fait, fondé exclusivement sur la spéculation ; il **est** la spéculation elle-même puisque le prix de la terre est fonction non pas seulement de son usage, mais des revenus de celui qui l'occupe. Il est admis, par exemple, qu'un ménage dépensera 25 % de son revenu à louer son logement et plus du tiers à l'acheter. Ainsi fonctionne la ségrégation en ville ou l'éviction des paysans si leurs terres peuvent servir à ponctionner des revenus plus élevés que les leurs.

Si l'extension de la petite propriété a été l'une des bases nécessaires du développement industriel, tant à la ville que dans l'agriculture, cette « démocratisation » toute relative a aujourd'hui de nombreux inconvénients. Pour ce qui est de l'agriculture, la croissance des tailles des exploitations que certains jugent nécessaire est freinée par le coût trop élevé des terres par rapport au revenu agricole. Cette politique nécessite donc l'élimination des agriculteurs considérés comme trop peu productifs. Par exemple, elle oppose de véritables tirs de barrage à l'installation d'un jeune sur une structure estimée trop petite.

D'autre part, la charge foncière pèse très lourdement sur le revenu des agriculteurs. L'Etat dépense chaque année des sommes importantes pour les prêts bonifiés du Crédit agricole. Et on se demande aujourd'hui si les jeunes auront les moyens de reprendre les exploitations léguées par leur père.

Trouver des solutions devient chaque jour plus nécessaire. Mais, selon la logique industrielle, le foncier risque de rester à la charge de la petite propriété, qu'elle soit agricole ou urbaine. Les conflits sur le foncier vont donc devenir de plus en plus fréquents et publics, comme dans les discussions violentes autour des Pos (plans d'occupation des sols). Certains technocrates espèrent d'une bonne législation le règlement de la question foncière. Mais c'est en éclatant au grand jour, en devenant objet de débat, que va naître une véritable politique foncière.

FREDERIQUE DE GRAVELAINE

changer la vie politique en France

« La Lettre de l'Unité »

Depuis lundi paraît une nouvelle publication socialiste : « la Lettre de l'Unité», dont Georges Fillioud assume la rédaction en chef (Claude Estier étant directeur de publication). Sous la forme d'un recto-verso tiré en offset et adressé chaque soir, vers 18 heures, aux agences et aux journaux écrits et audio-visuels, elle permet l'expression immédiate du P.s. sur le principal sujet d'actualité et donne des informations sur la vie et les actions du Parti. Le jeudi, la « Lettre» sera spécialement consacrée à présenter le contenu de « l'Unité » hebdomadaire.

La main de Sofia

« L'Humanité » — qui, à longueur de colonnes, publie chaque jour les « preuves » du « tournant à droite» du Parti socialiste et de ses relations coupables avec la social-démocratie — n'a consacré que douze lignes, en petits caractères, à la visite que François Mitterrand et une délégation du P.s. ont faite cette semaine en Bulgarie, à l'invitation des dirigeants du Parti communiste bulgare, qui les ont accueillis chaleureusement !

Agret : révision en vue ?

Roland Agret a été reçu le 13 octobre au ministère de la Justice par Christian Le Gunehec, directeur des Affaires criminelles. Pour exposer les raisons et le sens du combat qu'il mène pour la révision du procès à l'issue duquel, le 28 février 1973, les assises du Gard l'ont condamné à quinze ans de réclusion criminelle pour complicité dans un double meurtre. Un combat dont il donne tous les éléments dans son livre « Mon combat est le vôtre» (Grasset).

La première victoire d'Agret, de sa femme Marie-José et de ceux qui, avec le Comité d'action des prisonniers, ont lutté à leurs côtés a été la grâce prononcée à son encontre, voici huit mois, alors qu'après plusieurs tentatives de suicide et vingt-huit jours de grève de la faim, ses jours étaient sérieusement en danger.

Quant à sa deuxième victoire, peut-être est-elle en bonne voie. Le Gunehec a, en effet, annoncé à Agret que sa requête en révision allait être transmise au procureur de Nîmes.



Virage à droite ? (Publicité parue dans « l'Humanité » de lundi dernier).

Les campagnes d'Amnesty

L'action entreprise depuis seize ans par Amnesty, à travers le monde, pour la libération des prisonniers politiques (cf. « l'Unité » n° 233) justifiait tout à fait sa désignation, le 10 octobre, pour le prix Nobel de la paix 1977.

Le 10 décembre prochain, Amnesty lancera à Stockholm une nouvelle campagne d'opinion à travers le monde en faveur de l'abolition de la peine de mort. Amnesty organisera également en 1978 une campagne européenne sur l'objection de conscience. Parallèlement à ses grandes campagnes, Amnesty porte ponctuellement à la connaissance du public certains dossiers. Un rapport vient ainsi d'être publié sur les conditions de détention en R.d.a. Le 18 octobre sortira un autre rapport d'environ cent soixante pages sur l'Indonésie, pays où des dizaines de milliers de détenus croupissent en prison depuis des années sans aucun jugement.

« Pour nous, estiment les responsables de la section française d'Amnesty, à travers notre mouvement, le prix Nobel a mis aussi à l'honneur les huit cent mille prisonniers d'opinion dans le monde. Nous espérons que cette distinction facilitera notre tâche en donnant plus de poids à nos prochaines interventions. »

La dernière d'Alice

A Saint-Etienne, il n'y a pas que Manufrance pour battre de l'aile. Depuis deux ans, l'Institut universitaire de technologie de cette ville n'a toujours pas, officiellement, de directeur. Ce n'est pas que les appels à la candidature ont manqué — il n'y en a pas eu moins de trois, en mai 1975, juillet 1976 et juin 1977 —, ni les candidats — la dernière fois, il y en a eu neuf ! Mais voilà, le candidat sur lequel s'est porté, les deux premières fois, le choix du conseil de l'I.u.t., Jacques Mazereau, un agrégé, n'a pas l'heur de plaire au sous-ministre des Universités, Alice Saunier-Seïté. Essentiellement parce qu'il est syndicaliste (il n'y a pas d'autre explication). Aussi — et quoique Mazereau dispose des titres requis et même d'une réelle expérience, ayant fait office de directeur pendant un an — Mme Seïté n'a-t-elle pas transmis au conseil d'université la candidature de Mazereau, reçue à la suite de l'appel de juin 1977. Le conseil de l'I.u.t., qui a bénéficié de l'appui de la municipalité, de plusieurs autres élus, du conseil d'université, etc., ne l'entend pas ainsi. On court ainsi à l'épreuve de force, dans la meilleure tradition alicienne...

La sécurité des immigrés

L'ensemble des partis de gauche et des syndicats qui siègent au « Collectif des libertés » ont adopté lundi un texte commun protestant contre les décisions prises par le gouvernement contre les travailleurs immigrés.

Le Collectif exige qu'il soit mis fin à cette situation. Notamment en ce qui concerne les incendies de foyers de travailleurs, il propose qu'une commission parlementaire soit désignée pour enquêter sur les causes de ces incendies et pour en établir les responsabilités. Il exige que des mesures d'urgence soient prises pour que les victimes de ces incendies soient indemnisées et relogées. Il exige enfin qu'une véritable politique du logement soit définie et mise en œuvre avec les travailleurs immigrés et leurs organisations représentatives.

Le Collectif demande que soient assurées la sécurité et la protection des travailleurs immigrés dans tous les domaines.

Stages pour candidats

Le secrétariat national à la Formation organise à Paris, aux dates suivantes, des actions de deux journées sur le thème de la communication orale.

Le nombre des participants est **strictement limité** au chiffre indiqué ci-dessous. C'est pourquoi il est demandé à ceux qui sont intéressés d'indiquer un ordre de dates préférentiel dans leur lettre d'inscription.

Ces actions s'adressent en priorité aux candidats et à leurs suppléants. On peut s'inscrire au secrétariat national à la Formation, 12, cité Malesherbes, 75009 Paris (tél. : 878-40-73). Passer par l'intermédiaire du secrétaire fédéral.

- Lundi 31 octobre et mardi 1er novembre : douze places ;
- Mardi 15 et mercredi 16 novembre : six places ;
- Samedi 19 et dimanche 20 novembre : dix-huit places ;
- Samedi 10 et dimanche 11 décembre : douze places.

changer la vie sociale

Le livre noir de la recherche

Les travailleurs de la Recherche se mobilisent : une vague de licenciements sans précédent a, en effet, été décidée par le Pouvoir sous couvert de « plan d'intégration » des personnels hors statut. Plus de dix mille chercheurs et techniciens non statutaires sont menacés dans tous les organismes publics — C.n.r.s., C.n.e.x.o., I.n.r.a., I.n.s.e.r.m., etc. Au-delà des problèmes sociaux que pose la mise au rancart de milliers de personnes, c'est un secteur vital pour l'économie nationale qui est ainsi voué à l'asphyxie. Laissant le champ libre à la recherche privée, orientée vers le profit à court terme.

Contre ce scénario de l'inacceptable, un comité de défense des hors-statut de la Recherche vient de se créer. Et trois chercheurs ont entamé, lundi 17 octobre, une grève de la faim dans le hall de la Maison des Sciences de l'Homme à Paris, dont l'occupation permanente a été décidée. D'autres actions de protestation seront organisées par les chercheurs en colère qui veulent réaliser « la convergence d'un maximum de luttes ». Un « livre noir » est en cours de rédaction afin de faire connaître au public l'étendue du désastre.

Ras-le-bol à l'A.n.p.e.

Lentement mais sûrement, l'atmosphère se dégrade à l'Agence nationale pour l'emploi. Depuis longtemps déjà, le personnel proteste contre le manque d'effectifs et contre les cadences imposées dans les traitements des dossiers.

En région Poitou-Charentes, la cote d'alerte semble cette fois dépassée. Le 15 septembre dernier, directeurs départementaux et chefs d'agence des grandes villes se sont réunis pour faire le point. Et il en est sorti un immense ras-le-bol contre cette « campagne de dénigrement et de critiques systématiques engendrant un climat de suspicion dont sont victimes les agents et les usagers ».

Les équipes dirigeantes de l'A.n.p.e. protestent aussi contre « l'accroissement des charges administratives à caractère bureaucratique et paperassier, au détriment de la mission dynamique de l'A.n.p.e. qui reste l'insertion professionnelle ou la réinsertion du demandeur d'emploi ».

C'est en ces termes qu'ils ont écrit à leurs collègues de la France entière en les appelant à les suivre. Tout laisse penser qu'ils seront entendus : les problèmes soulevés — sans oublier l'inadaptation des locaux, l'insuffisance d'effectifs titulaires et l'absence de statuts propres — se retrouvent partout. La dernière campagne gouvernementale de répression contre les « faux chômeurs » n'a pas contribué à détendre l'atmosphère, d'autant qu'elle se double, en filigrane, de reproches sur l'incapacité de l'A.n.p.e.

Pour le moment, les protestataires ont pris deux décisions. D'une part, un débat de fond sur l'A.n.p.e. doit être engagé avec la direction générale. D'autre part, une manifestation massive sera organisée devant le ministère du Travail, à Paris.

Chômage camouflé

Halte aux « primes de départ volontaire» ! Les syndicats, notamment la C.g.t., s'élèvent contre ce type de procédés.

▶ D'abord, parce qu'il s'agit d'une nouvelle tentative patronale pour éviter d'avoir à respecter les garanties contractuelles et légales en matière d'emploi. « Excellent moyen, affirme Oswald Calvetti, de la C.g.t., pour camoufler des licenciements en « départs volontaires » et pour, ainsi, éviter les conflits sociaux. »

▶ Ensuite, c'est un marché de dupes. Parce que la somme promise, même si elle paraît importante, est en général inférieure à ce que les salariés percevraient légalement en cas de licenciement.

De plus, celui qui part volontairement peut dire adieu à ses allocations chômage et encore plus aux 90 % : pour les percevoir, il faut avoir été licencié.

Voilà donc, en conclusion, une manière habile pour le patronat de licencier sans l'avouer et, surtout, sans gonfler les chiffres du chômage.

Stoleru prêt à devenir éboueur

Selon un récent sondage de l'Ifop, 57 % des Français sont favorables à une diminution de la main-d'œuvre étrangère. Comme quoi la campagne du gouvernement contre les travailleurs immigrés porte ses fruits.



Lionel Stoleru en sera sans doute remercié. Mais on aimerait savoir combien de Français sont prêts à devenir éboueurs. Même avec un petit déjeuner chez Giscard en prime !

Amères vendanges

Comme tous les saisonniers, vendangeurs et vendangeuses continuent à avoir des conditions de travail scandaleuses. « Travail noir » très important, c'est-à-dire travailleurs sans contrat, payés au-dessous du Smic. Logement dans des taudis. Règles de sécurité non respectées.

La mort tragique d'une jeune vendangeuse vient de rappeler tout cela. L'union départementale du Gard de la C.f.d.t., en demandant que toute la lumière soit faite sur cette affaire, a publié un document sur cet accident qui a eu lieu cet automne.

La version officielle : un fourgon automobile avec cinq vendangeurs à bord roule en direction de la route de Beaucaire, quand brusquement l'une des portières arrière s'ouvre. Dolores Fernandez, vingt et un ans, est éjectée. Elle tombe sur la chaussée et est tuée sur le coup. Cette version ne satisfait pas tout le monde. La C.f.d.t. aurait d'autres explications à donner sur les causes de cet accident. La version officielle « est la traduction des déclarations extorquées aux témoins, dont les deux frères et la sœur de la victime ». La C.f.d.t. précise : « Le frère aîné de Dolores, venu en France pour les questions administratives liées à l'accident, découvre les circonstances réelles de l'accident. »

D'après la C.f.d.t. Dolores Fernandez est morte dans les circonstances suivantes : « Un ensemble de deux remorques tractées, mademoiselle Fernandez assise derrière la première remorque a perdu l'équilibre et est tombée à la suite d'un cahot. Elle a été écrasée par la deuxième remorque sous les yeux des témoins. Et, ajoute ce syndicat, « Dolores Fernandez était, comme les témoins, employée par le viticulteur sans contrat de travail ».

Une affaire à suivre.

changer la vie quotidienne

Environnement : une mesure pour rien

Les décrets d'application de la loi sur la protection de la nature — votée le 10 juillet 1976 — sont enfin parus au « Journal officiel ». Il aura fallu attendre plus d'un an ! Il faut dire que les « aménageurs », publics ou privés, n'étaient pas tellement pressés de voir entrer en vigueur cette loi, et en particulier l'article 2 qui rend obligatoire la réalisation d'études d'impact sur l'environnement pour tous les chantiers importants : environ deux mille chantiers par an seront concernés.

Chaque maître d'œuvre devra, en principe, présenter une étude précise (?) de toutes les répercussions prévisibles du projet sur l'environnement. Et rectifier le tir avant qu'il ne soit trop tard. A priori, l'innovation était d'envergure... En fin de compte, les études d'impact risquent fort d'être des études bidons. Parce qu'elles faisaient peur à trop de monde. Et qu'elles coûteraient très cher si elles étaient sérieuses...

Tout a été fait pour en réduire la portée. D'abord, le retard apporté à la publication des décrets et le délai supplémentaire de trois mois qui a été décidé : ce ne sera qu'à partir du 1er janvier prochain que les études d'impact seront obligatoires. En vertu du principe de la non-rétroactivité des lois, des projets très importants échappent ainsi à la nouvelle loi : le T.g.v., plusieurs centrales nucléaires, le surrégénérateur de Creys-Malville, des barrages, des autoroutes, etc.

Un flou étudié repose sur la réalisation des études. Selon quels critères seront-elles établies ? Qui jugera de la validité de ces études ? Sauf pour quelques projets soumis à enquête publique, il n'est pas question d'en débattre publiquement. Même l'avis du ministère de l'Environnement sera top secret !

« Encore des promesses non tenues», stigmatise Brice Lalonde dans « le Monde » daté 16-17 octobre. C'était, hélas, prévisible !

Viol : la fin de la honte

La lutte engagée contre le viol porte ses fruits. Les femmes violées commencent à admettre l'idée que, femmes, elles n'ont pas à avoir honte. Témoin le standard de S.v.p. : il a été bloqué dès le début de l'émission des Dossiers de l'écran sur le viol, mardi dernier, tant les appels de femmes étaient nombreux. Des appels qui disaient tous la même chose : « J'ai été violée il y a un, deux, cinq, dix ou trente ans... et je n'arrive pas à oublier. » Souvent, les interlocutrices ont même ajouté : « C'est la première fois que j'en parle depuis que c'est arrivé. »

Porte-parole de toutes ces femmes, Anne, une jeune fille violée dont le violeur a été condamné à cinq ans de prison. Courageusement, la rage au cœur, elle a rappelé au cours du débat organisé par A.2 que le viol c'était le meurtre de la femme dans la femme et que c'était cela plus que tout le reste qui rendait cette agression insupportable. En face d'elle, un Allemand, condamné à deux reprises pour viol. Depuis une opération au cerveau, il s'affirme guéri. Conclusion logique : les violeurs sont-ils des malades qu'il suffit de traiter ?

« Non, ont affirmé en groupe Marie-Odile Fargier, journaliste au « Matin », Me Gisèle Halimi et Nicole Pasquier, secrétaire à la Condition féminine. Le viol est un fait de société. »

Et c'est pour dénoncer ce fait que, dehors, devant les locaux d'Antenne 2, une foule de femmes s'étaient rassemblées pour crier que le viol ne doit plus être la fatalité ni la honte des femmes.

C. C.

Colli contre le solaire ?

Développer les énergies nouvelles, dit le gouvernement. Et le solaire en particulier, puisqu'il s'agit d'une énergie particulièrement populaire. Pourtant, les véritables défenseurs du solaire s'insurgent contre les méthodes de Jean-Claude Colli qui minimise systématiquement les opérations déjà en cours, ignore les constructeurs principaux de capteurs, exagère le coût des installations et confie l'information des professionnels du bâtiment à un organe E.d.f. de promotion du tout-électrique...

Fous à délier

Comment la psychiatrie apparaît et quels avantages en tirent les gens au pouvoir, tel est le thème de l'« Histoire de la psychiatrie en bandes dessinées »,



LA PLACE DU PSYCHIATRE DANS LE CHAMP DE LA JUSTICE

de Serge Tisseron (Editions Savelli). Un petit livre sarcastique qui pose avec humour — et horreur — l'angoissante question : « L'important, est-ce de devenir normal ? »

La S.n.c.f. cumule

La S.n.c.f. est un très gros propriétaire foncier, puisqu'elle possède 115 000 hectares. Mais elle ne souhaite pas laisser ses biens dormir au soleil, et 5 000 hectares sont actuellement en vente. La Ville de Paris va, par exemple, acheter 12 hectares pour construire des logements sociaux. Mais il y a surtout 1 800 hectares de lignes déclassées, ses voies secondaires dites inutiles que la S.n.c.f. livre aux herbes folles avant de chercher à les vendre : un patrimoine qu'il vaudrait mieux garder, au cas où...

Jardins secrets

Un vrai trésor caché dans Paris : 163 hectares de jardins privés qu'une exposition de photographies à l'Hôtel de Sully veut faire découvrir aux Parisiens (jusqu'au 3 novembre). A propos, Jacques Chirac n'a-t-il pas promis de les ouvrir aux regards ? A ce jour, seuls l'Hôtel Matignon et le ministère de la Coopération ont eu le bon goût de faire tomber les murs et de les remplacer par des grilles.

A la pêche à la baleine, nous n'irons plus...

Pour sauver les baleines, la fondation Greenpace (117, avenue de Choisy, Paris 13e) souhaite acheter un bateau, un 45 mètres anglais, qui lui permettra de s'interposer entre les baleines et les pêcheurs islandais et norvégiens, dans l'Atlantique, au printemps prochain. Toute aide est bienvenue.

● « ENTRETIENS DU JEUDI »

Tous les jeudis, au siège national, place du Palais-Bourbon, vous pouvez venir dialoguer avec deux responsables du Parti socialiste sur les événements de la semaine, et ce de 19 heures à 21 heures :

— Jeudi 27 octobre, avec Jean Pronteau et Yvette Roudy ;

— Jeudi 3 novembre, avec Jacques Attali et Pierre Joxe ;

— Jeudi 17 novembre, avec Robert Pontillon et Michel Rocard.

● « Allo P.s. »

Tous les soirs, à partir de 20 heures, et ce jusqu'à 9 heures du matin, vous pouvez écouter les informations téléphonées du Parti socialiste en composant le numéro :

555-91-92

changer la vie culturelle

ACTION CULTURELLE

Des femmes à Créteil

Depuis le 14 octobre, et jusqu'au 9 novembre, la Maison des arts et de la culture de Créteil présente des œuvres de femmes de toutes les disciplines de la création artistique : théâtre, cinéma, musique, arts plastiques et chanson.

Après des films de Marguerite Duras et de Michèle Rozier, après le chant haïtien de Toto Bissainthe, Créteil accueille : « les Petites Marguerites », de la Tchèque Véra Chytilova (le 28 octobre) ; « Adoption », de Marta Meszaros (le 29 octobre) ; « Aloïse », de Liliane de Kermadec (le 2 novembre) ; les Jeanne (les 4 et 5 novembre) ; le récital de la pianiste Ivete Piveteau (le 6 novembre) et Juliette Gréco (le 8 novembre).

Parallèlement, sont exposés : les peintures et dessins de Nathalie Stern et les sculptures de Maria Roclore. Le cycle se clôturera par une soirée-débat animée par Colette Audry sur le thème : « Pourquoi le féminisme ? »

TELEVISION

Bientôt Godard à Antenne 2

Pour les programmes de fin d'année, Jean-Luc Godard sera au menu d'Antenne 2. C'est maintenant officiel : il prépare pour les fêtes une série de treize émissions de vingt-six minutes, intitulée « le Tour de France de deux enfants ». Il s'agira d'une sorte de reportage sur les villes, les cours d'eau, les usines et la vie politique du pays vue à travers le regard de deux enfants de quatre à six ans.

Espérons que Godard ne sera pas obligé de renoncer en cours de route, comme Jean-Paul Sartre avait dû le faire il y a deux ans. Sartre n'avait pas supporté, à l'époque, le contrôle exercé a priori sur le contenu de ses émissions par la direction d'Antenne 2.

BUDGET CULTUREL

Les mensonges de d'Ornano

Une fois par an, les parlementaires et la presse se penchent sur un avorton qui a nom budget de la Culture. Cette vue étroite d'une année à l'autre permet à M. d'Ornano de triompher (« Ce chiffre, le plus important constaté depuis cinq ans, manifeste clairement la priorité accordée à ce secteur dans le budget de l'Etat ») en annonçant une augmentation globale de 18,58% par rapport à 1977.

Pour les animateurs, les artistes, les professeurs d'enseignement artistique, la réalité est autre : la part du budget de la Culture dans le budget de l'Etat est en stagnation depuis plusieurs années — et, même, en régression par rapport à 1974. M. d'Ornano est très habile : il se vante d'avoir sensiblement augmenté des chapitres, comme les Monuments historiques ou les Musées, mais ils avaient été délibérément laissés à vau-l'eau les années précédentes.

L'enseignement reste toujours quasi totalement à charge des collectivités locales (la part de l'Etat est de 3,2% des dépenses des écoles de musique) ; les musées de province (parmi lesquels le très prestigieux musée Toulouse-Lautrec d'Albi) reçoivent 8 millions... pour 1 200 musées contrôlés ou classés ; les théâtres lyriques sont des théâtres municipaux, puisque l'Etat se contente d'accorder... 2% des frais. Quant à la musique et au théâtre, ils sont nourris par perfusion. Ils recevront une augmentation moyenne de 8,55%.

Depuis 1972, si les goûts des Français ont évolué, si la demande d'équipement et d'animation culturelle se sont accrus, la politique gouvernementale est restée figée. Ce sont les collectivités locales qui, seules, ont assuré les besoins culturels des Français. Il n'y a rien à espérer du libéralisme giscardien.

GERARD DESCOTILS



Jean-Luc Godard.

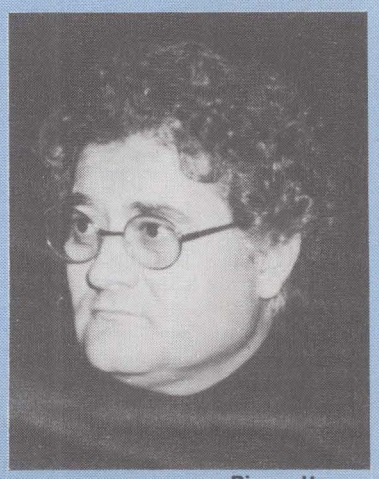
MUSIQUE

Pierre Henry à Lille

Le sixième Festival de musique de Lille a commencé le 1er octobre. Il se poursuivra jusqu'au 13 décembre. En plus d'une douzaine de concerts de musique « classique », des Ballets du XXe siècle de Maurice Béjart, du groupe Puissance 4 et des ballets Félix Blaska, la manifestation offrira un événement d'importance : « Pierre Henry à Lille, un compositeur dans la cité ». C'est en effet la première fois qu'une ville de province, en France, reçoit aussi longuement un compositeur contemporain.

Cofondateur avec Pierre Schaeffer de « Musique concrète », Pierre Henry fêtera à Lille ses cinquante ans et ses vingt-cinq ans de création. Un feu d'artifice : dix concerts, dont deux spectacles entièrement nouveaux et quatre créations mondiales. Le tout éclaté dans six lieux différents de la ville.

Les Lillois ont déjà eu droit aux « Métamorphoses » à l'église de la Treille. Ils se voient maintenant proposer un « Grand Concert hyperphonique » au palais des sports Saint-Sauveur, le 5 novembre ; et « Dieu, action de voix et de gestes », d'après Victor Hugo, au Palais de Justice les 6 et 7 décembre. Le palais Rihour présentant, de son côté, en permanence, une exposition consacrée à Pierre Henry.



Pierre Henry.

PRESSE

Vous avez dit « B.D. » ?

Cavanna écrit. Le jour où il devient rédacteur en chef d'une publication, on s'attendrait à ce qu'il chapeaute un journal d'« écrivains ». Pas du tout ! Le voilà à la tête d'un hebdomadaire de bandes dessinées.

L'homme de plume au milieu des « fanas » du crayon ! Le résultat est plutôt intéressant : « B.D. » Vous avez dit « B.D. » ? Oui, « B.D. », « l'hebdo de la B.D. », comme ils disent aux Editions du Square, 10, rue des Trois-Portes, là où se fabriquent également « Charlie-Hebdo », « Charlie-Mensuel » et « Hara-Kiri ».

Ce repère insolent a donc commis un nouvel enfant aux visages multiples. Puisqu'on y trouve aussi bien les signatures de Reiser et de Pétillon que la reprise de « classiques » américains, tel « Dick Tracy », datant d'une vingtaine d'années. Et, en prime, la première collaboration de Tardi et Manchette : « Griffu ». Si vous aimez, « B.D. » ne coûte que 2,50 F. Et c'est un peu plus rigolo que « J'informe ». Chacun ses lectures !

« L'Unité » dans le dialogue

Je voudrais vous féliciter de l'effort de clarification que vous venez d'accomplir en ouvrant très largement vos colonnes à une série de personnalités qui ont réussi à expliquer les véritables fondements de la crise qui secoue actuellement l'Union de la gauche, tout en laissant de côté les arguments partisans.

Je souhaite vivement que la nouvelle formule de « l'Unité» persévère dans cette voie, avec un très grand souci de clarté et qu'elle tienne compte des appréciations de ses lecteurs. Il serait donc souhaitable que vous ouvriez également vos colonnes à vos lecteurs et même à vos détracteurs, afin que le véritable dialogue que vous souhaitez établir avec la population puisse s'instituer par l'intermédiaire de votre publication. Certes, une telle décision de votre part obligerait votre rédaction à dépouiller et à sélectionner un abondant courrier, mais c'est à ce prix que « l'Unité » remplirait son véritable rôle d'organe d'information. En répondant à ce vœu, vous pourriez ainsi apprécier l'immense soutien que vous porte l'opinion publique, et je pense que cet apport à la fois intellectuel et amical serait la juste récompense de vos efforts. (MICHEL LEVEL, 94170 Le Perreux.)

A qui profite la rupture ?

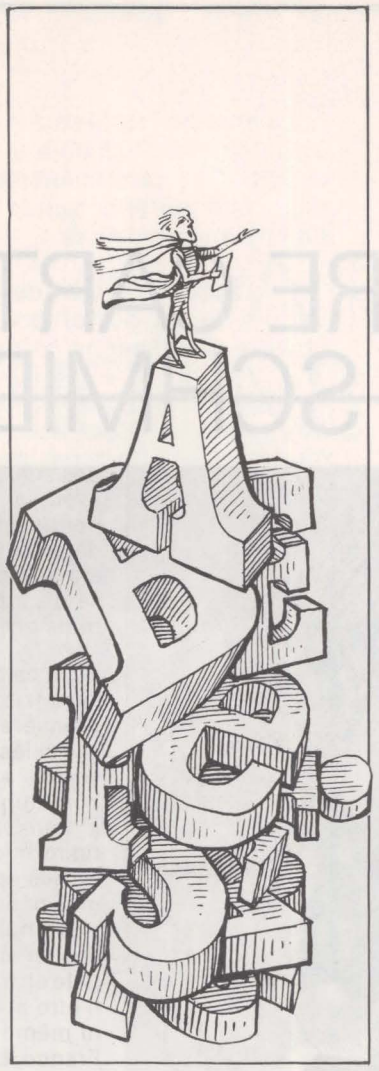
Depuis le début des violentes attaques lancées contre lui par le Parti communiste, le Parti socialiste s'est abstenu de répondre à la polémique par la polémique.

Les militants socialistes auraient pu, en se plaçant sur le même terrain que leurs camarades communistes, revenir vingt ans en arrière et chacun de son côté aurait compté les points.

Face à l'affaire de Suez imputée à Guy Mollet, on aurait ressorti de l'Histoire récente les tanks de Budapest.

Le renvoi des ministres communistes par Ramadier aurait pu être contrebalancé par les violations des libertés à Prague après le printemps de 1968 ou par la liquidation des alliés socialistes en Tchécoslovaquie en 1948 (sans retomber aux socialistes de 1917).

A la dénonciation de la S.f.i.o. abandonnant ses positions de paix en Algérie après les élections et la présentation d'un programme précis, un interlocuteur averti aurait pu rétorquer que les procès staliniens avaient fait tomber bien des têtes de communistes convaincus.



nos lecteurs ont la parole

Tout cela est en fait à balayer, car les erreurs des deux partis dans le passé (les socialistes pouvaient arguer du fait que le contexte international était très difficile, les communistes que la Russie soviétique était victime des attaques impérialistes) ne doivent pas nourrir la discussion légitime entre alliés qui ne peuvent pas se passer l'un de l'autre.

Or, croire que le P.s. peut vouloir revenir à une politique de troisième force, c'est en fait oublier le congrès d'Epinay et la création du nouveau parti. De même que croire que le P.c. pourrait faire fi des libertés formelles dans notre pays, c'est oublier le XXIIe congrès et ce qui a suivi.

La social-démocratie ne peut exister en France. A ceux qui aiment parler des conditions objectives du développement des stratégies politiques il suffit de montrer que historiquement la social-démocratie n'existe que grâce à des partis politiques (travaillistes, sociaux-démocrates) bien implantés dans la classe ouvrière qui a choisi la voie du réformisme et auprès de syndicats puissants qui soutiennent leur action. Où en France peut-on voir pareille situation ? Les deux syndicats ouvriers actuellement fortement représentatifs (C.g.t., C.f.d.t.) ont-ils choisi la voie sociale-démocrate ? Le parti socialiste se réclame-t-il de ces positions à la suédoise, à l'allemande, à l'anglaise ?

Non. Le P.s. propose la maîtrise du crédit, celle de la politique des grands groupes industriels, la mise en place d'une planification démocratique, la désétatisation et la maîtrise par les travailleurs de leurs conditions de travail (les ouvriers des entreprises contrôlées à 51 % par l'Etat devant avoir les mêmes droits que les salariés du secteur public). Et ce ne sont pas des propositions sociales-démocrates. Alors ?

Il faut que le P.c., qui a toujours affirmé son rôle historique de dirigeant de la classe ouvrière, se rende compte qu'aujourd'hui en France les deux courants socialistes du début du siècle (a fortiori du siècle dernier) représentent à égalité les espoirs et les recherches de la classe ouvrière, qu'ils se retrouvent dans deux organisations différentes, deux partis qui ont tout intérêt pour ne pas la décevoir à s'entendre sur un Programme commun de gouvernement efficace qui permette la transition vers le socialisme. C'est ce que le P.s. propose sur des bases claires.

Que ceux qui font du P.s. un parti traître regardent à qui profite la rupture des négociations. La droite fascisante qui nous observe peut récupérer les déçus, les paumés, les indécis de la classe ouvrière. Que l'on pense au jeu joué par les partis de gauche dans l'Allemagne préhitlérienne et à ce qui s'est passé ensuite.

(ALAIN ROUMESTAND, 28000 Chartres.)

C.g.t. et P.c.f.

MM. Francis Dusart, Pierre Fourgny et Jean-Paul Graillot, du centre de tri P.t.t. Paris-Est, nous communiquent le texte d'une pétition que vingt-trois travailleurs de ce centre, syndiqués C.g.t., viennent d'adresser au Bureau confédéral de la C.g.t.

« C'est avec une grande amertume et beaucoup d'inquiétude pour l'avenir qu'un grand nombre de syndiqués C.g.t.-P.t.t. de la ligne de l'Est voient leur syndicat glisser sur une pente qui l'amène tout droit à soutenir à quelques nuances près les positions du P.c.f. Une organisation telle que la nôtre se doit de garder une attitude de réserve (ce qui n'exclut pas la discussion !) dans le conflit malheureux qui secoue la gauche actuellement.

Nous ne saurions tolérer des manifestations partisanes telles qu'envois de délégations aux sièges du P.s. et du M.r.g., télégrammes, pétitions ou motions adoptées par une minorité de travailleurs (l'A.g. de la ligne a rassemblé soixante-quatre présents sur plus de mille agents), reprenant en gros l'énoncé des propositions communistes (« V.o. » n° 1726). Ce n'est pas en agissant ainsi que notre syndicat œuvrera utilement pour le rassemblement nécessaire des travailleurs.

Ecœurés par les prises de position confédérales, nombre de syndiqués s'interrogent. Le P.c.f. y gagnera quelques adhérents, la C.g.t. en perdra sûrement beaucoup plus !

En aucun cas, nous ne voulons servir de masse de manœuvre à un parti politique, quel qu'il soit. L'immense majorité des adhérents ont apporté leur soutien au Programme commun de 1972, et ils désirent ardemment voir se concrétiser en 1978 leurs aspirations profondes de changement. Ils souhaitent donc que leur syndicat garde, dans ces moments difficiles, la sérénité et la réserve nécessaires dans une grande organisation ouvrière regroupant des hommes venant d'horizons politiques, religieux et philosophiques différents. »

RECTIFICATIF

« Non, la Bibliothèque nationale ne s'en moque pas ! » : c'est ce que nous écrit la Fédération des associations de photographes créateurs (F.a.p.c.), à propos d'un écho paru dans notre numéro 263, où nous disions notre inquiétude de voir dispersée la collection de Georges Sirot, disparu en août dernier.

La F.a.p.c. nous apprend que « la Bibliothèque nationale a acheté, il y a un certain temps déjà, dix mille pièces des plus intéressantes de la collection Sirot et jouit d'un droit de préemption sur le reste, un trésor qui ne saurait quitter le sol français sans suites judiciaires, puisqu'il est confié à la garde d'un officier ministériel ».

« La Bibliothèque nationale est si peu indifférente à la photographie qu'elle a constitué il y a sept mois un Comité de la photographie, sous l'autorité de l'administrateur en chef, du conservateur du Cabinet des estampes et de la photographie, auquel des membres de la F.a.p.c. apportent leur concours. Toutes ces personnes sont résolues à ne pas laisser cette part du patrimoine culturel de la France tomber dans l'oubli ou dans des mains intéressées... »

LA DERNIERE CARTE D'HELMUT SCHMIDT

L'échec du détournement de l'avion de la Lufthansa et le suicide d'Andreas Baader et Güdrun Ensslin ne marquent certainement pas la fin du terrorisme en R.f.a. Comme l'a déclaré l'écrivain Günter Grass « 250 000 jeunes chômeurs sont, le meilleur aliment du terrorisme »

L'échec de l'opération terroriste visant à libérer les détenus du groupe Baader-Meinhof, puis le suicide, selon la thèse officielle, d'Andreas Baader, de Güdrun Ensslin et de Jan-Carl Raspe jalonnent d'une nouvelle étape sanglante la lutte désespérée des « enfants perdus » de 1968.

Ceux-là mêmes qui, à l'époque, révoltés par l'injustice d'une société aseptisée, tout entière dominée par la civilisation de la consommation à tout prix, avaient engagé une lutte sans rémission pour la destruction du capitalisme ouest-allemand voient aujourd'hui triompher cet Etat abhorré. Plus, même, leur action terroriste — vingt morts, plus de quatre-vingts blessés en cinq ans — a contribué de manière décisive à souder autour du « nouveau fascisme » allemand la classe ouvrière. Autrement dit, ceux-là mêmes qui devaient tout naturellement se solidariser avec les « guérilleros urbains» victimes de la répression sont plus que jamais intégrés à un Etat qui passe pour le meilleur allié au monde de l'impérialisme américain.

Le concert de louanges adressé au chancelier Helmut Schmidt, porte-drapeau de la « démocratie libérale», par les chefs d'Etat occidentaux ne doit cependant pas masquer la signification profonde des événements des derniers jours : l'ampleur et le caractère systématique de la répression, le développement d'une « chasse aux sorcières » rappelant le plus sombre passé de l'Allemagne ne peuvent faire oublier l'équipée meurtrière de « desesperados » prêts à tout, y compris l'assassinat, pour « changer le monde ».

Pour la plupart d'origine petite-bourgeoise, sans liens avec le mouvement ouvrier, notamment syndical, incapables de la moindre analyse politique fondée sur les réalités de leur pays, fascinés par l'action directe par opposition aux débats théoriques de l'Opposition extra-parlementaire (Apo) de la fin des années soixante, ils ont choisi la « politique » du pire, celle du tout ou rien. Leur seule stratégie visait à obtenir la « fascisation » de la R.f.a., qui aurait inévitablement pour conséquence une révolte des masses surexploitées. Le parallélisme avec la stratégie stalinienne des années trente est à cet égard frappant : à l'époque déjà, le P.c. allemand avait choisi comme ennemi numéro un la social-démocratie en se disant : « Peu importe Hitler ; après lui, nous arriverons au pouvoir. »



Helmut Schmidt.



Manifestation de jeunes néo-nazis la semaine dernière.

Ce calcul simpliste a d'ailleurs failli réussir. Mais seulement en ce qui concerne sa première partie : la R.f.a., sous la tutelle de ses alliés (Usa, Grande-Bretagne et France), vitrine et rempart de l'Occident face au communisme et à l'autre Allemagne, celle du « premier Etat ouvrier allemand », a déployé un formidable arsenal répressif contre ceux de ses enfants qui vomissaient une société mal dénazifiée, fondée sur l'inégalité. Aujourd'hui, pour être conducteur de locomotive, maître-nageur d'une piscine municipale et, à plus forte raison, enseignant, il faut n'être ni communiste, ni d'extrême gauche, ni même de gauche comme on l'entend en France. La politique des « interdictions professionnelles » bat son plein. Des lois d'exception succèdent à d'autres lois d'exception, les droits de la défense sont réduits à une peau de chagrin, la presse du groupe Springer propage un véritable « racisme anti-gauche ».

Cette vague répressive, magnifiquement dénoncée par Heinrich Böll dans « l'Honneur perdu de Katharina Blum », a conforté Baader et ses amis dans leur stratégie terroriste. Elle leur a également servi d'alibi et permis de bénéficier de la sympathie d'autres jeunes qui se sont sentis de plus en plus étrangers à une société faisant d'eux des marginaux. Le grand succès populaire — plus d'un million de spectateurs en R.f.a. — du film tiré par Völker Schloendorf du livre de Böll en témoigne éloquemment. Les centaines de milliers de personnes qui sont allées voir et ont applaudi ce film ont témoigné aussi, d'une autre Allemagne, différente de celle présentée par la presse, même étrangère.

De nombreux Allemands de l'Ouest, surtout parmi les jeunes, s'efforcent de vivre une existence sociale concrète : si le ralliement avec armes et bagages de la social-démocratie à la politique de maintien prioritaire de la loi et de l'ordre les a détournés d'un engagement politique efficace, ils ont reporté leurs énergies dans la lutte pour la création de crèches, de jardins d'enfants. Ils s'occupent des travailleurs immigrés, des handicapés, des vieux, des marginaux, des drogués et de leur réinsertion sociale.

C'est cette Allemagne-là que la presse du groupe Springer, l'opposition chrétienne-démocrate et les réactionnaires de toujours s'efforcent de « criminaliser». Le simple fait d'essayer de comprendre comment des jeunes ne manquant de rien sur le plan matériel, comme Ulrike Meinhof et Güdrun Ensslin, peuvent en arriver à sacrifier leur vie dans un



Andreas Baader, lors de son procès à Stuttgart, en 1974.

combat suicidaire vous rend complice des terroristes aux yeux de la presse Springer. La C.d.u. a même publié une liste de quarante-deux personnalités coupables à ses yeux d'avoir tenté de comprendre. Elle en a fait de simples complices, contre lesquels elle se déchaîne. Parmi eux, Willy Brandt, Schmidt, Böll et l'hebdomadaire libéral « Der Spiegel »...

Sous la pression de cette presse manipulant l'opinion publique, le parti social-démocrate a perdu pied. Au moment même où la crise économique mondiale l'amenait à renoncer à son programme de réformes, il s'engageait sur la voie de la répression et il fera difficilement oublier que c'est un gouvernement dirigé par Willy Brandt qui a inauguré les « interdictions professionnelles » (« Berufsverbot »).

Or, aujourd'hui, l'attitude ferme de Helmut Schmidt a démontré que le terrorisme pouvait être parfaitement tenu en échec sans pour autant recourir à des mesures répressives d'exception. Devant le Bundestag, le chancelier s'est élevé avec vigueur contre la « chasse aux intellectuels » pratiquée par la démocratie chrétienne et les journaux du groupe Springer. Saura-t-il résister dans les prochains jours à ceux qui réclament déjà le développement d'un Etat fort, menant un combat sans pitié aux terroristes ? De ce point de vue, il est significatif qu'un producteur de télévision très populaire, Eduard Zimmermann, animateur d'une émission invitant le public à collaborer avec la police dans la recherche des criminels, vienne de proposer de punir de dix ans de prison toute personne « seulement soupçonnée» d'aide aux terroristes.

L'enlèvement du « patron des patrons » Hanns-Martin Schleyer, ancien S.s. dénazifié par les autorités françaises pour cause de « guerre froide », suivi de l'échec du détournement de l'avion de la Lufthansa et du suicide d'Andreas Baader et Güdrun Ensslin ne marquent certainement pas la fin du terrorisme en R.f.a. D'une part, parce que les survivants du groupe Baader-Meinhof ont su établir des liaisons internationales solides, comme le prouve leur participation en compagnie de militants arabes à l'opération contre le siège de l'Opep à Vienne, au raid d'Entebbe et au détournement du Boeing de la Lufthansa. D'autre part, comme l'a déclaré l'écrivain Günter Grass, « 250 000 jeunes chômeurs sont le meilleur aliment du terrorisme ».

Helmut Schmidt ne pourrait vraiment sortir vainqueur de ce combat qu'à condition de renouer avec le grand espoir de réformes soulevé en 1969 par Willy Brandt, qui, alors, avait réussi à intégrer dans le S.p.d. la majorité des étudiants de l'Opposition extra-parlementaire.

PIERRE FEUILLY



La section de Maisons-Alfort (Val-de-Marne) édite un calendrier 1978 conçu et réalisé par des militants. Il est intitulé « Le socialisme, une idée qui fait son chemin » et il reprend, toutes les deux pages, des phrases de l'hymne socialiste « Changer la vie ».

Vu l'impact certain que cette expérience a eu l'an dernier auprès de nombreuses sections et fédérations, nous la renouvelons cette année.

Nous pensons que c'est un moyen, parmi d'autres, de prendre contact avec les habitants de nos communes et, à cette occasion, de faire connaître les positions du Parti socialiste.

Pour être efficace, la diffusion doit se faire avant le mois de décembre. Il est donc indispensable que les commandes nous parviennent rapidement.

— Le prix unitaire est de 10 F
— Par commande de 100 ex. : 6 F l'unité
— Par commande de 500 ex. : 5 F l'unité. Port en sus. Acheminement par colis S.n.c.f.

Pour tous renseignements et commandes, écrire à :

la section du Parti socialiste
34, rue Pierre-Sémard
94700 Maisons-Alfort.

(Joindre à chaque commande un chèque libellé à l'ordre de Claude Muller, C.c.p. n° 6838-90 Paris)

Publicité

Pour le 60ème anniversaire de la révolution d'octobre des images jamais vues. Un document exceptionnel du Matin.

Plus de 120 photos jamais publiées à partir du 17 octobre jusqu'au 22, 6 encarts spéciaux de 8 pages.

David King qui a mis en page cette série, possède une sélection de plus de 10.000 photos sur la Russie de 1905 à 1953. La plupart d'entre elles sont inconnues. Toutes fascinent.

Celles des hommes : en 1907 Lénine en exil jouant aux échecs coiffé du chapeau melon, en 1909 Trotsky saluant les soldats de l'Armée Rouge pendant la Guerre Civile, en 1914 le Tsar Nicolas II présentant un icône à un régiment agenouillé à ses pieds, Raspoutine entouré des dames de la Cour ...

Celles des foules : Le peuple de Pétrograd fusillé par la garde impériale, piétiné par les cosaques en 1905 lors du dimanche rouge. Les soldats de la première et deuxième armée russe anéantis par les Allemands en 1915. Le premier soviet d'ouvriers et de soldats dans la salle du palais Tauride en février 1917. Les marins et les Gardes Rouges bolchéviques à l'assaut du Palais d'hiver en octobre 1977. Les hommes des trains blindés, la cavalerie de Boudienny, ceux de l'Armée Rouge pendant la guerre Civile, la foule moscovite à l'enterrement de Lénine en 1924 sur la Place Rouge.



Tous les protagonistes d'un événement qui a changé la face du monde : monarchistes, libéraux, révolutionnaires, tour à tour au pouvoir. L'immense espoir de tout un peuple qui manifeste, s'arme, se bat pour sa liberté et qu'asservit de nouveau l'ordre bureaucratique stalinien.

Lundi 17 : 1905, la répétition générale une révolution manquée, l'armée bien tenue en mains reste fidèle au Tsar, la répression sera féroce.

Mardi 18 : 1914, la grande guerre : le Tsar prisonnier de ses alliances combat aux côtés des alliés contre l'Allemagne, l'Autriche et la Hongrie : son armée subit des revers désastreux.

Mercredi 19 : février 1917, la Révolution bourgeoise : le pouvoir autocratique s'écroule à Saint-Pétersbourg. Ouvriers et soldats le balaient en cinq jours. Le gouvernement provisoire de Kérenski veut continuer la guerre mais les Soviets s'organisent.

Jeudi 20 : octobre 1917, la révolution prolétarienne. Les Bolcheviques ont pris le pouvoir dans les Soviets, les soldats et les marins leur sont acquis. La classe ouvrière s'insurge, bouscule les libéraux. C'est la paix avec l'Allemagne.

Vendredi 21 : 1921, la marée bolchévique, les blancs soutenus par les puissants – France, Grande-Bretagne, Japon – cernent la République des Soviets. Trotsky crée l'Armée Rouge, desserre l'étau, bat à l'ouest comme à l'est les contrerévolutionnaires.

Samedi 22 : 1924, l'ordre bureaucratique. En janvier Lénine meurt. Il a eu déjà plusieurs attaques, depuis quelques mois, il est incapable de gouverner. Dans l'ombre, Staline tisse sa toile, place des hommes à la tête des organismes de contrôle de l'état. La révolution est finie, trahie.

48 pages d'histoire et de documents inédits.

du 17 au 22 octobre, 6 numéros du Matin à ne pas manquer.

LE MATIN

A NICE RIEN NE VA PLUS

La guerre des casinos aura-t-elle lieu ? Jacques Médecin, maire de Nice, dont les amitiés douteuses sont de plus en plus voyantes, a peut-être une martingale

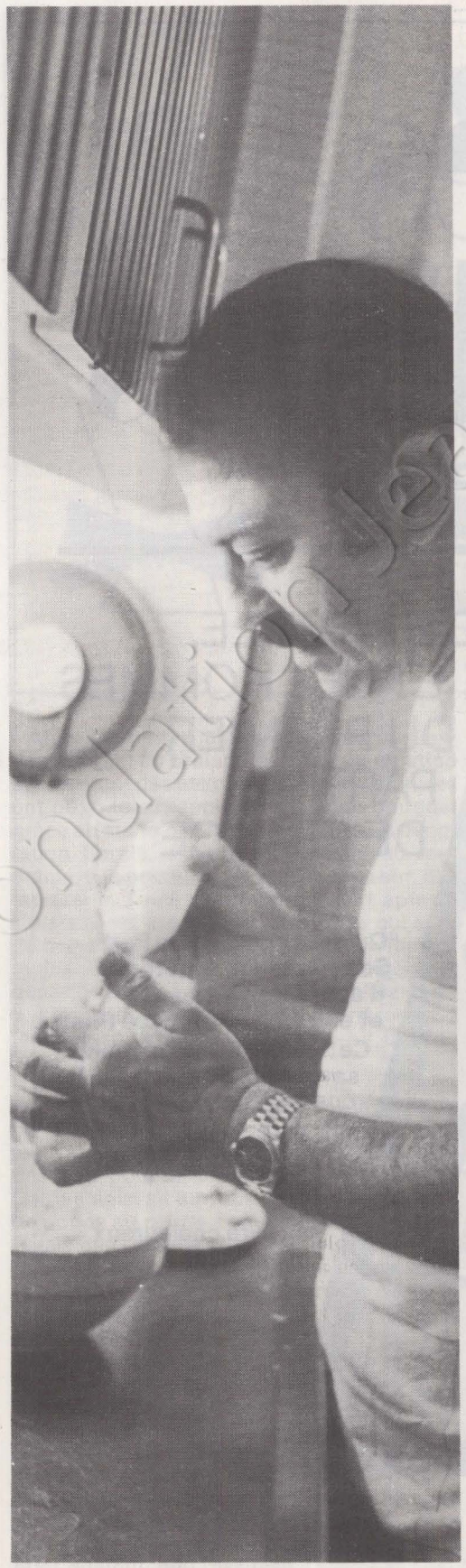
La Côte d'Azur, le soleil, les pin-up, les Rolls, les palaces, les milliardaires et les casinos. Il suffit de citer le nom de Nice pour qu'il évoque aussitôt chez certains ce paradis artificiel. D'autres pensent plutôt, à son sujet, aux prostituées, au racket, au « casse » de la Société générale et aux sympathies du maire, Jacques Médecin, pour le régime d'apartheid en Afrique du Sud.

Deux mondes moins éloignés l'un de l'autre qu'il n'y paraît. La guerre des jeux qui sévit à Nice depuis trois ans en fournit la démonstration. Mais, d'abord, pourquoi une guerre des jeux ?

Avec un chiffre d'affaires d'environ 45 milliards de centimes réalisé en 1975 dans cent quarante-sept casinos, la France occupe une place plus qu'honorable dans le monde des jeux. Les recettes sont en progression rapide depuis quelques années. En partie grâce à la fréquentation d'émirs et autres personnalités prodigues en pétrodollars. Avec près de 90 millions de recettes pour la saison qui s'achève, le Palm Beach Casino de Cannes a fait un bond en avant de 134 % sur l'année dernière, ravissant ainsi la première place au casino de Divonne-les-Bains. Celui-ci partage désormais le deuxième rang avec le Casino Ruhl de Nice, chacun ayant réalisé une recette proche de 60 millions de francs. Le quatrième du classement sera sans doute le Palais de la Méditerranée, niçois également, dont la recette atteignait 35 millions l'an passé.

Si l'Etat prélève 42,5 % et les communes 7,5 % du produit brut des casinos, ces recettes — même ainsi amputées — représentent encore un montant suffisant pour attirer bien des appétits. D'autant plus qu'en ne contrôlant toujours pas la provenance des mises de leur clientèle, les casinos servent à « laver » des fonds issus des trafics les plus divers (drogue, hold-up, prises d'otage, racket...). La Mafia n'est pas restée insensible à ce double attrait des casinos. Et, tout naturellement, ses regards se sont tournés vers la Côte d'Azur, qui réalise près de la moitié de la recette des casinos de notre pays.

C'est dans ce contexte qu'intervient la résistible ascension du groupe Fratoni. Retour d'Angleterre où il avait réalisé des gains importants, Jean-Dominique Fratoni achète d'abord le Casino Club de Nice. Après ce



Jacques Médecin, expert en cuisine niçoise.

casino, situé en vingt et unième position, Fratoni s'empare du casino encore plus modeste de Sainte-Maxime. Quatre ans plus tard, à la fin de 1974, Fratoni ouvre le Ruhl en grande pompe, sous le parrainage de nombreuses personnalités parmi lesquelles Alain Delon. Treizième casino de la Côte, le Ruhl « lui » a coûté un peu plus de 60 millions. Une paille ! Contrairement aux dispositions légales, le Hersant du jeu se refuse — lui aussi — à révéler d'où proviennent ses fonds. On lui prête des relations dans la majorité, des sympathies pour Médecin et des amitiés en Italie qu'il ne cherche même pas à dissimuler. Par exemple, Cesare Valsania, administrateur du Ruhl pendant plus d'un an, passe pour un spécialiste du lavage des fonds douteux liés aux trafics du milieu italien. Tout comme Giorgio Dickman, administrateur du casino de Menton.

Bien que la gestion du Ruhl ait connu des hauts et de sérieux bas — Delon aurait dû renflouer la caisse après deux ans d'exercice —, Fratoni rachètera encore deux autres casinos dans de curieuses circonstances.

Le 8 juillet 1975, une douzaine de joueurs italiens gagnent 487 millions de centimes en quelques heures à la table de trente-et-quarante du palais de la Méditerranée. Bien que tout indique que la partie avait été truquée, l'enquête administrative ouverte à cette occasion ne donne rien. Quinze jours plus tard, cinq des « heureux gagnants » de Nice gagnent 3 millions de francs au trente-et-quarante du casino de Menton dans des circonstances à peu près identiques. Fratoni profite de ce que le casino ne peut payer les joueurs pour le racheter.

Enfin, le 30 juin dernier, après bien des péripéties, Fratoni met Renée Le Roux, P.-d.g et principale actionnaire du Palais de la Méditerranée, en minorité. Grâce à l'appui de la fille de celle-ci. Il se lamente aussitôt sur la mauvaise gestion de ses prédécesseurs et parle d'un trou — aussi « providentiel » pour lui que contesté par Renée Le Roux — de 10 millions de francs. La politique menée alors par le groupe Fratoni paraît déboucher sur la fermeture rapide du Palais de la Méditerranée. En particulier, aucune demande n'a encore été adressée au ministère de l'Intérieur pour obtenir l'autorisation de renouvellement des jeux. Si cette demande n'était pas formulée avant le 31 octobre, le Palais de la Méditerranée n'aurait plus qu'à fermer ses portes. Ce qui contraindrait ses trois cent quatre-vingts employés au chômage. Sans parler des conséquences de la fermeture déjà décidée du département d'activités culturelles du Palais, dont la fille de Renée Le Roux avait fait l'un des pôles de la ville. Et sans parler non plus du manque à gagner pour Nice sur les recettes de ce casino.

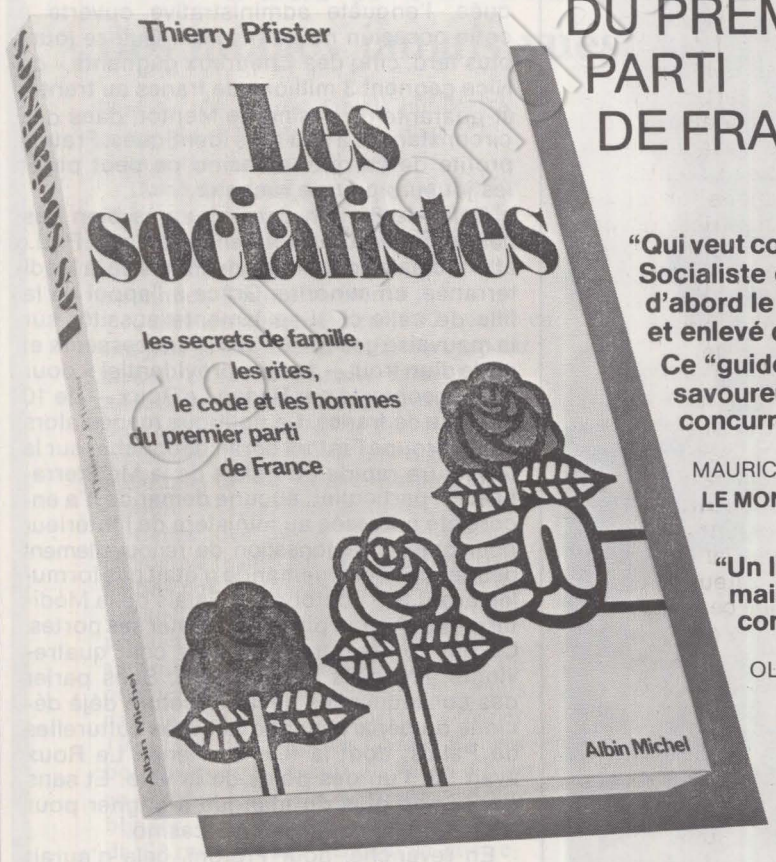
En revanche, pour Fratoni, cela n'aurait rien de catastrophique. Les habitués du Palais se rendraient au Ruhl, qui semble en avoir bien besoin. Cela lui permettrait aussi de faire plaisir, contre espèces sonnantes et

→

Les socialistes

Thierry Pfister

LES SECRETS DE FAMILLE, LES RITES, LE CODE ET LES HOMMES DU PREMIER PARTI DE FRANCE



"Qui veut connaître le Parti Socialiste doit regarder d'abord le tableau vif et enlevé qu'en brosse Pfister. Ce "guide du P.S." est plus savoureux que ses concurrents culinaires".

MAURICE DUVERGER - **LE MONDE.**

"Un livre chaleureux mais sans complaisance."

OLIVIER TODD - **L'EXPRESS.**

AM

→ trébuchantes, à son ami Médecin. Le maire de Nice ne cache pas, en effet, son désir de réaménager le Palais. « L'immobilier, ça le connaît bien », dit-on souvent de Médecin, à Nice.

Seulement, dans sa boulimie, Fratoni a peut-être dépassé les bornes. Et son empire pourrait bien connaître le sort d'un simple château de sable. Raymond Barre n'a-t-il pas tenu à préciser lui-même, en réponse à la question d'un député, que le gouvernement avait dû « prescrire les mesures nécessaires pour connaître l'origine des fonds et la régularité des dépôts » ? On peut donc penser que, pour Fratoni et ses amis, cela commence à sentir le roussi.

Toute cette affaire doit paraître quelque peu irréelle aux nombreuses personnes âgées qui habitent cette ville. A l'occasion d'un colloque, en mai dernier, il est apparu que les gens du troisième âge connaissent à Nice une situation fort éloignée du tableau peint récemment par Valéry Giscard d'Estaing. En effet, 10 % d'entre eux ont moins de 600 F par mois pour vivre, la moitié ont entre 600 F et 900 F et 3 % seulement ont plus de 1 500 F de resssources mensuelles.

Un aspect moins reluisant que celui du paradis pour milliardaires auquel le secrétaire d'Etat au Tourisme voudrait, envers et contre tout, faire ressembler sa ville.

JEAN-LOUP REVERIER

l'unité

Rédaction : 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. : 878.40.73

Administration : 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy
Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Robert Butheau, Marie-José Bernardot, Christine Cottin, Georges Frameries, Claude Fuzier, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi-Backmann, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Francis Pisani, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Revérier, Gabrielle Rolin, Maurice Séveno, Antoine Violet.

SECRETARIAT DE REDACTION
Eugène Simongiovanni (révision), Mauricette Duchemin (maquette).

DOCUMENTATION
Véronique Néiertz

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux

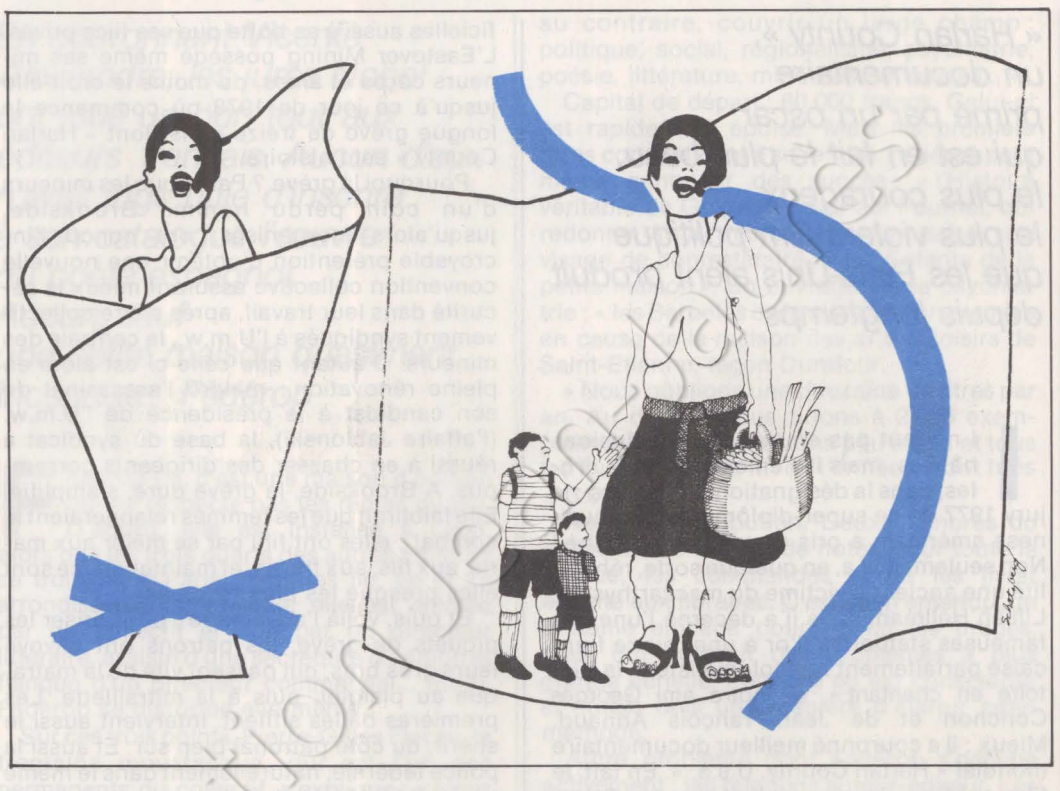
PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Renée Skoblinsky, 12, cité Malesherbes - Tél. : 878.40.73
Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité
Cadet Photocomposition, 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C., 76190 Yvetot.

ET MAINTENANT, LA FEMME PAQUET-CADEAU !

Sois belle et tais-toi, torche le gosse et fais-moi de bons petits plats, tel était le message idéologique diffusé par le « Premier Festival de la femme ». Un triomphe...



Les spécialistes de l'agence Top Média, chargée de réaliser les affiches publicitaires du « Premier Festival de la femme », ont de quoi être fiers de leur trouvaille : une femme, vêtue seulement de quelques rangs de perle, émerge, l'air pâmée — comme il se doit... — d'une pochette-surprise enrubannée. Voilà qui traduit à merveille les motivations du festival. Du 12 au 15 octobre, dans l'air raréfié du Palais des Congrès de la porte Maillot, c'est un retour en force au mythe de la « vraie femme » qui a été opéré. Avec tambours et trompettes. Sans complexes. « On avait eu l'Année de la femme, les Assises de la femme, mais, commente une jeune visiteuse, je n'avais pas pensé qu'on puisse encore faire ça en 1977... »

Il faut dire que les organisateurs de ce festival n'y sont pas allés de main morte. Judicieusement éparpillés parmi les boutiques de luxe du Palais des Congrès, les stands visaient à « servir les femmes ». Les femmes-femmes naturellement.

Ici, grâce au journal « Marie-Claire », les « grands chefs» divulguent leurs secrets de cuisine. Là, dans un profond fauteuil, on s'abandonne aux mains expertes des esthéticiennes avec l'espoir d'en sortir tout à fait conformes aux normes de beauté — sous le regard attentif d'une trentaine de spectatrices. Au même endroit, un écran de télé polarise les regards des spectateurs : on maquille sur tout le corps une fille entièrement nue. Plus loin, quelques jeunes filles font la queue à un stand qui leur suggère de devenir cover girl l'espace d'un instant pour réaliser une photographie de mode. A côté, c'est « votre enfant va naître » : événement qui, bien entendu, n'intéresse que la mère.

Le long d'une « rue» sont exposées les œuvres du peintre Aslan : Bardot, plus ou moins nue, dans toutes les poses. On n'en est pas à un symbole près. Et, devant un aréopage très choisi de dames dûment chapeautées, le défilé de mode commence sous les auspices éclairés de « Jours de France ». Innovation percutante : les mannequins dansent. Et, pour clouer le bec des féministes, il y a même quelques mannequins du genre masculin qui jouent des épaules. « Il n'y a pas que la dignité des femmes à défendre, murmure une dame près de moi, ces pauvres garçons ont vraiment l'air ridicule ! »

Mais il faut faire justice aux valeureux instigateurs de ce brillant festival : la création et l'art n'ont pas été oubliés. Et les visiteuses ont pu, à loisir, apprendre l'art du bouquet grâce au stand de l'Ecole française de décoration florale, s'initier au tissage, au macramé, à la peinture sur soie et, bien sûr, à la tapisserie. Toutes occupations fort aptes à satisfaire les aspirations créatrices qui sont de bon ton pour nos modernes Pénélope. A moins qu'elles ne préfèrent s'engager : dans ce cas, l'armée avait aussi son étal pour y présenter les mirifiques carrières des femmes-soldats : ce fut, semble-t-il, un bide magistral...

Sois belle, tais-toi, torche le gosse et fais-moi de bons petits plats: tel était, même pas caricaturé, le message idéologique du festival. Après tout, une femme-objet, quoi de mieux pour faire vendre d'autres objets ? Car il s'agissait surtout de donner un coup de pouce au centre commercial vacillant du Palais des Congrès. L'instigateur de ce premier festival — espérons que ce sera aussi le dernier ! — est en effet la chambre de commerce de Paris, qui a investi quelque quarante millions de centimes dans l'opération. Avec le soutien intéressé des journaux dits féminins (« Jours de France », « Marie-Claire », « Elle », « Jacinthe », etc.). Une opération dont le succès commercial semble indéniable : trois cent mille visiteurs en quatre jours, voilà qui a dû insuffler un peu d'oxygène aux commerçants de ce fragile temple de la consommation. (Encore que les prix pratiqués dans ces boutiques aient un effet quelque peu dissuasif...)

Pourtant, une récidive paraît assez improbable. Le festival a réussi à faire (presque) l'unanimité contre lui. Et une telle outrance a sans doute fait naître de nombreuses vocations féministes. Si Mmes Florence d'Arcourt, député R.p.r., et Gisèle Moreau (P.c.) ont accepté d'y venir débattre de la condition de la femme député, de nombreuses femmes invitées à cautionner cette manifestation par leur présence se sont décommandées. Nicole Pasquier, déléguée à la Condition féminine, est venue. Mais ce fut pour jeter un pavé dans la mare : « Il y a quelques jours encore, a-t-elle affirmé, j'aurais dit que l'image de la femme s'etait améliorée... Aujourd'hui, à Paris, on a fait un pas en arrière : la femme-objet, la femme-fleur, la femme-bonbon dans une pochette-surprise, je ne l'accepte pas. » Quant à Annie de Pisan et Anne Tristan, invitées à participer au débat « la femme et l'amour », elles sont venues mais accompagnées... d'une centaine de militantes féministes du M.l.f. et d'ailleurs. Et le festival s'est honteusement achevé sous une pluie de tracts et de quolibets...

Dommage pour Mme Eve Barre, dont la visite avait ouvert le festival, et pour Mme Ludmilla Tchérina, qui avait été choisie comme symbole du festival. Il est vrai qu'elle avait pu arborer, au milieu de ses tableaux, cette affirmation de Malraux : « C'est la force du tracé viril de sa peinture, son dynamisme cosmique qui marquent la différence de son œuvre avec celles de la peinture féminine. »

Quel compliment !

MARIE-JOSE BERNARDOT

L'AMERIQUE DES GREVES

« Harlan County », un documentaire primé par un oscar qui est en fait le plus beau, le plus courageux, le plus violent film politique que les Etats-Unis aient produit depuis longtemps

Il ne faut pas en tirer de conclusions hâtives, mais il s'en est passé de drôles, dans la désignation des oscars : le jury 1977 de ce super-diplôme du film business américain a pris un virage à gauche ! Non seulement il a, en quelque sorte, réhabilité une ancienne victime du maccarthysme, Lillian Hellman, mais il a décerné l'une des fameuses statuettes d'or à une œuvre française parfaitement anticolonialiste, « la Victoire en chantant », de notre ami Georges Conchon et de Jean-François Annaud. Mieux : il a couronné meilleur documentaire mondial « Harlan County, U.s.a. ». En fait, le film politique le plus violent que les Etats-Unis nous aient donné depuis longtemps.

Il existe au centre-est des Etats-Unis un Etat nommé Kentucky, et là un comté, celui de Harlan, tardivement industrialisé et qui conserve des traits féodaux — nous aussi, nous connaissons ça. Les de Wendel ou Michelin du lieu, c'est la compagnie minière, l'Eastover Mining, avec police et Justice officielles aussi à sa botte que ses flics privés. L'Eastover Mining possède même ses mineurs corps et âmes, du moins le croit-elle jusqu'à ce jour de 1973 où commence la longue grève de treize mois dont « Harlan County » est l'histoire.

Pourquoi la grève ? Parce que les mineurs d'un coin perdu nommé Brookside, jusqu'alors inorganisés, ont conçu l'incroyable prétention d'obtenir une nouvelle convention collective assurant mieux la sécurité dans leur travail, après s'être collectivement syndiqués à l'U.m.w., la centrale des mineurs. D'autant que celle-ci est alors en pleine rénovation : malgré l'assassinat de son candidat à la présidence de l'U.m.w. (l'affaire Jablonski), la base du syndicat a réussi à en chasser des dirigeants corrompus. A Brookside, la grève dure, s'amplifie. Elle faiblirait que les femmes relanceraient le combat : elles ont fini par se mêler aux maris, aux fils, aux frères, et maintenant ce sont elles presque les plus résolues.

Et puis, voilà l'adversaire : pour briser les piquets de grève, les patrons ont envoyé leurs gros bras, qui passent vite de la matraque au pistolet, puis à la mitraillette. Les premières balles sifflent. Intervient aussi le shérif, du côté patronal bien sûr. Et aussi la police fédérale, naturellement dans le même camp. Il faut la mort d'un jeune ouvrier pour que la compagnie minière marque un premier recul...

Cette histoire qui vous broie le cœur sort à tout point de vue de l'ordinaire, à commencer par la façon dont « Harlan County » a été tourné : par un bout de femme de trente ans, jolie, délicate, qui pas un instant cependant n'a hésité à marcher au-devant des tueurs du patronat, caméra en main, ni à camper avec les grévistes. Barbara Kopple était pourtant arrivée par hasard à Brookside : opératrice « engagée » depuis sa participation au film collectif sur la guerre du Vietnam « Winter soldier » (voir le numéro 51 de « l'Unité »), elle était en train, en 1973, de recueillir des documents sur la rénovation de l'U.m.w. lorsque la grève éclata dans ce lointain comté.

Barbara s'y précipita. Elle y resta les treize mois de la grève, puis d'autres mois encore pour compléter l'enquête : trois ans au total... La conscience professionnelle fait facilement bon ménage avec la conscience politique. Le courage aussi : elle peut bien dire en souriant que « c'est plus facile d'aller filmer des tueurs quand on est une femme, car personne ne vous prend au sérieux », n'empêche qu'elle a pris un maximum de risques. Seule avec l'unique caméra et deux (parfois trois) techniciens, elle a su ce que c'est, les balles qui sifflent autour de soi. Ce que c'est, la garde qu'il faut monter à tour de rôle devant la maison où l'on dort. Ce que c'est, les attaques de commando contre les piquets de grève. Ce que c'est, d'être roué de coups par les flics du patronat à coups de gourdin ou de tuyau de plomb. Quand on sait tout cela, quand on voit dans le film un tueur en voiture viser très directement la caméra ou plutôt qui la porte, on n'en reste que plus fasciné par la perfection technique du travail de Barbara.

Il est vrai que l'amour fait des miracles. Et c'est bien un film d'amour que Barbara Kopple — elle a d'ailleurs remis son oscar aux mineurs en même temps que les premières recettes de « Harlan county » — a





dédié à « l'autre Amérique » : non pas le pays le plus développé du monde, mais l'Amérique des pauvres, des laissés-pour-compte de l'expansion, des exclus, des humiliés. Rude découverte pour qui ne voudrait voir des Etats-Unis que climatiseurs et grosses voitures sur les highways, nickels et néons, technologie spatiale et toujours le plus grand quelque chose in the world... Ils sont là, à quelques centaines de kilomètres de Washington ou de New York, et « c'est pas du cinéma », ces mineurs aux joues creusées, ces hommes qui racontent leur misère, leur silicose, ces femmes mutilées à travers leurs maris et leurs fils blessés ou dévorés par la mine, ces éternels sacrifiés du grand jeu capitaliste où ce sont toujours les mêmes qui perdent. Jusqu'au jour où ils s'organisent pour faire savoir qu'ils en ont assez.

Comment, dans ces conditions, filmer en « documentaire » cette face cachée de l'Amérique ? Aussi impossible que de décrire froidement la brutalité vicieuse des mercenaires patronaux, la colère des grévistes ou leur fraternité. Quoi qu'ait feint d'en croire le jury de l'oscar, ce n'est pas de documentaire qu'il s'agit, mais d'une œuvre pleine de bruit et de fureur, passionnée, lyrique même. Riche d'innombrables possibilités d'analyse, en même temps que passionnant comme un « thriller » — parce que construit comme tel par une vraie cinéaste — et porteur d'une émotion aussi puissante, aussi vraie, aussi communicative : on ne voit pas ce que l'on pourrait demander de plus à un film politique.

SERGE RICHARD



UNE AUTRE FAÇON D'EDITER

En couronnant Vicente Aleixandre, les jurés Nobel ont joué un bon tour aux éditeurs français. Aucun d'eux n'avait jugé utile d'inscrire à son catalogue l'œuvre du poète espagnol. Aucun, sauf une petite maison quasiment inconnue : Fédérop

Fédérop (1), c'est une maison d'édition qui ne respecte pas les règles du jeu. D'abord, elle est installée à Lyon, alors que les trois quarts des autres éditeurs se trouvent à Paris, dans les 5e, 6e et 7e arrondissements. Ensuite, elle est animée par un collectif et non par un directeur littéraire, assisté d'une secrétaire d'édition et flanqué d'un directeur commercial... Enfin, Fédérop se distribue elle-même.

Sur ces trois points, Pierre-Gilles Flacsu, la trentaine moustachue, qui est l'un des permanents du collectif, s'explique : « Nous avions d'abord une librairie, dans le Vieux-Lyon, créée par un rassemblement de divers marginaux, juste après 68. Il y avait de tout : des maos, des fédéralistes européens, des P.s.u. et des inorganisés de gauche. La librairie était animée par un collectif — mais, il est vrai, pas très vivant. »

La librairie reposait déjà sur une idée originale : les livres étaient classés par thèmes. Cette organisation permet au collectif de prendre conscience d'un certain nombre de « manques » dans les publications françaises.

« Il n'y avait rien sur les luttes paysannes ou les révoltes dans les casernes. En mai 1975, un collectif de onze personnes fonde Fédérop. Malgré le nom, le collectif n'entend pas se limiter aux textes fédéralistes, mais, au contraire, couvrir un large champ : politique, social, régionalisme, psychiatrie, poésie, littérature, minorités nationales... »

Capital de départ : 60 000 francs. Celui-ci est rapidement épuisé. Mais les premiers titres commencent à se vendre. Fédérop peut même annoncer des succès : « l'Histoire véritable de Guignol », de Paul Fournel, qui redonne à la marionnette lyonnaise son visage de contestataire ; « les Enfants de la petite maison », un ouvrage sur la psychiatrie ; « les Barbelés de la culture », une remise en cause de la maison des arts et loisirs de Saint-Etienne, façon Durafour.

« Nous publions une douzaine de titres par an. Au départ, nous tirions à 2 000 exemplaires. Nous augmentons peu à peu et tous les livres d'ici à la fin de l'année seront tirés à 3 000. »

Reste la distribution. Deux membres du collectif se chargent de noter, pour toute la France, les commandes et de les livrer ensuite aux libraires. C'est, bien entendu, un système efficace pour de faibles tirages, mais qui poserait des problèmes à plus grande échelle. Fédérop en est consciente et étudie déjà une manière d'élargir cette méthode.

Autre problème dont Fédérop s'occupe activement : les relations auteur-éditeur. Les responsables ont organisé sur ce thème un débat à Lyon avec Marie Cardinal et d'autres représentants du Self (Syndicat des écrivains de langue française). Ils ont été de ceux qui, toujours avec le Self, ont contesté le plus vigoureusement le Festival du Livre de Nice qui, l'année dernière, s'est transformé en foire aux best-sellers. Ce n'est pas facile. Les auteurs restent plutôt méfiants. Mais Flacsu et ses amis ne désespèrent pas. Ils ont déjà montré qu'on pouvait faire vivre une maison d'édition hors les normes parisiennes. Ils réussiront peut-être à y intégrer activement ceux qui font les livres, les écrivains...

JEAN-PIERRE ENARD

(1) Editions Fédérop, 11, rue Ferrachat, 69005 Lyon. Téléphone : (78) 42.69.31.

Vicente Aleixandre, prix Nobel de littérature 1977

En France, de la grande génération des poètes espagnols de 27, les plus connus sont Federico Garcia Lorca, Antonio Machado et Rafael Alberti. Vicente Aleixandre est resté ignoré, alors que ses recueils de poèmes étaient traduits dans le monde entier.

Né en 1898, Vicente Aleixandre a été atteint, en 1925, d'une tuberculose rénale qui n'a jamais été complètement guérie. Immobilisé par la maladie, il n'a pas pris part aux combats de la guerre d'Espagne. Et, républicain, il n'a pas eu la possibilité de s'exiler comme tant de ses amis.

Aleixandre a été longtemps clandestin dans son propre pays : ses œuvres étaient interdites et les dédicaces admiratives de poètes plus jeunes étaient systématiquement rayées par la censure. Pourtant, Vicente Aleixandre a toujours refusé d'être considéré comme un poète maudit.

« La Destruction ou l'Amour » (traduit de l'Espagnol par Jacques Ancet et publié aux Editions Fédérop) est le seul livre d'Aleixandre paru en langue française.

la nouvelle revue
SOCIALISTE

La NRS propose :

le compte rendu des deux colloques de l'ISER

N° 26 : LES SOCIALISTES ET LE DEBAT IDEOLOGIQUE
(le numéro : 15 F)

N° SPECIAL : LE RENOUVEAU SOCIALISTE ET L'UNITE DE LA GAUCHE
(le numéro : 15 F)

Pour toute commande des deux numéros : 25 F

Rédaction / Administration : 12, cité Malesherbes. 75009 Paris. Tél. 878.40.73

Directement du producteur

CHAMPAGNE
BARON
FUENTE
Vigneron
21, av. F.-Drouet
02310 Charly-sur-Marne

19 à 22 F T.T.C. départ
Prix pour comités et collectivités
Tarif sur demande
tél. : (23) 82.01.97.

ENTREPRISE
GENERALE
DE NETTOYAGE

134, avenue Henri-Barbusse, 93140 Bondy.
Tél. : 847-14-02, 848-40-10.

Etablissement Guilbert S.a.r.l.

Vitres — Sols — Parquets — Spécialistes : entretien de grands ensembles, administrations, collectivités, rabotage, vitrification, etc.
Entretien journalier et mensuel de bureaux.
Enlèvement gros volumes, emballages, etc.

Petites annonces

La commune des Ulis recrute :
1) Un chef de bureau pour responsabilité du service social municipal et du Bas.
2) Assistant (e) social (e).
Curriculum vitae à adresser à M. Loridant, maire des Ulis (91440).

Ville de Seine-Maritime
Recherche un chef de bassin, moniteur de sport, pour un travail d'animation et de promotion du sport dans la commune.
Adresser candidature à M. le Maire, 76650 Petit-Couronne.

LES ŒUFS DE L'AUTRUCHE

Lorsque l'on rappelait à un secrétaire général de l'U.e.c. que l'on « ne fait pas d'omelette sans casser des œufs », ce dernier répliquait : « D'accord, mais montrez-moi l'omelette ! »

Ce jour-là, ils auraient pu se rencontrer. Schwartzenmurtz — Schwartz pour ses amis — allait vers là où « battaient déjà les sombres vagues de l'émeute ». Philippe aussi. Le premier, las de trop d'héroïsme inutile, de temps perdu, de suffisance, de silence, était encore présent, par habitude ou par fraternité, qui le saura ? Le second, avec son enthousiasme neuf, sa foi inentamée, son rêve de marcher au même pas que les « prolos» vers le même avenir, sa volonté de « servir », arrivait à peine. Le premier avait terminé un cycle que le second ne faisait que commencer.

S'ils s'étaient rencontrés, boulevard Poissonnière, devant l'immeuble qui était alors le siège de « l'Humanité », Schwartz n'aurait pu que redire à Philippe ce qu'il venait de crier à Brozuki, son « responsable » : « C'est le congrès qu'il faut réunir. Il faut dénoncer tout de suite l'intervention des Russes. Il y a erreur quelque part. » Brozuki avait su lui répondre. Il savait, lui, ce qu'était « l'esprit de parti », la dialectique, la ligne et ses multiples déviations. Il lui manquait bien autre chose, mais qu'importe... Brozuki donc, cinglant et prémonitoire, avait pu rétorquer : « Il y a des moments, camarade, où l'origine de classe est seule garante de la solidité sur les positions de la classe ouvrière. Un bourgeois, si dévoué soit-il, ne peut que flancher dès lors que la lutte est cruciale ! »

Philippe, lui, prenait des coups, et encore naïf n'aurait pu que répondre que, là-bas, en Hongrie, « les fascistes tiraient les ficelles ». Donc... C'était en octobre 1956. Schwartz allait se retirer sur la pointe des pieds. Philippe, avec application, allait apprendre à être un militant, puis un homme de l'appareil.

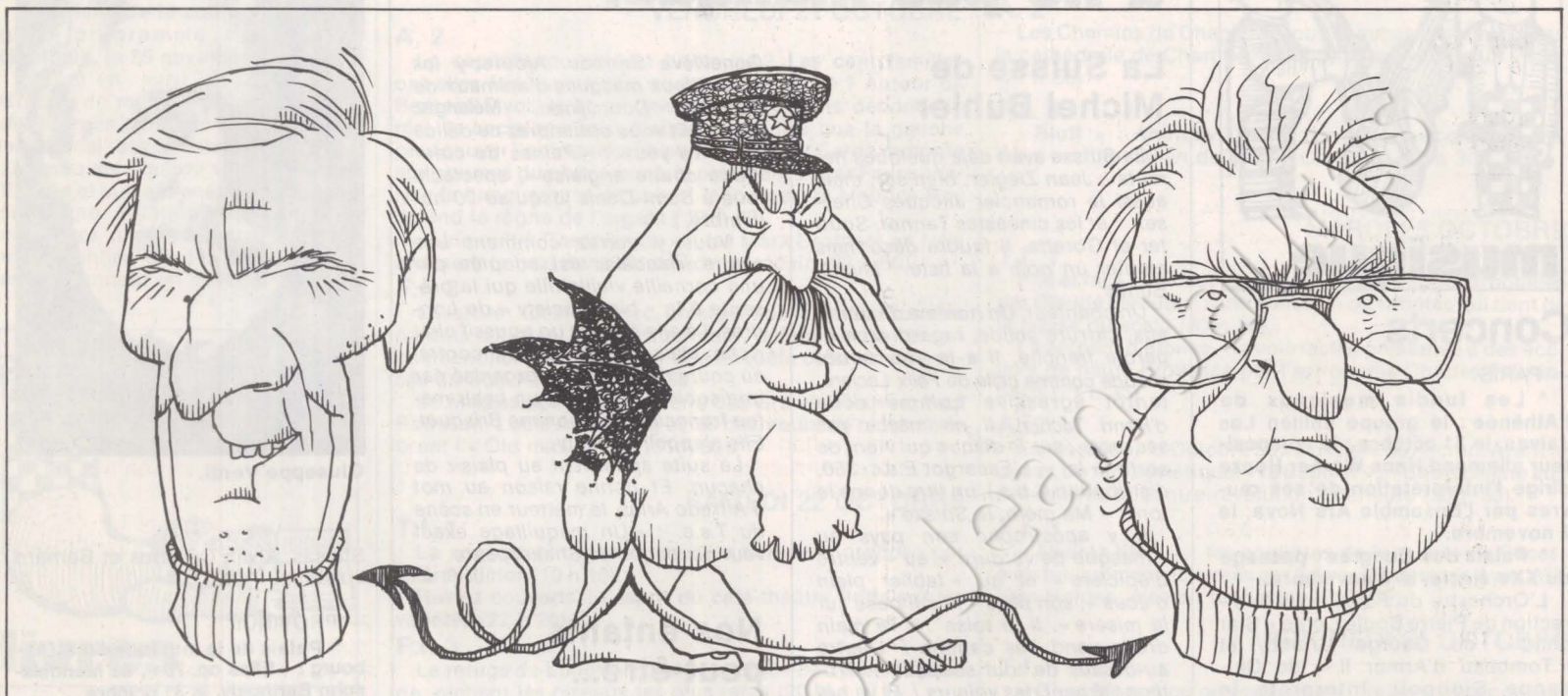
Il leur a fallu plus de vingt ans pour se « rencontrer ». Raymond Lévy en publiant « Schwartzenmurtz ou l'Esprit de parti », aux Editions Albin-Michel, Philippe Robrieux avec « Notre génération communiste 1953-1968 » chez Robert Laffont ont, sans le vouloir, permis l'un à un héros de roman, l'autre à un livre de souvenirs de se trouver le même mois chez les libraires. Schwartz avec son humour, Philippe avec sa saine colère. Deux livres à lire pour comprendre un peu de notre passé et quelques événements de notre présent.

Philippe était allé trop vite pour suivre la trajectoire de Schwartz. Le second avait suivi les chemins du rêve et du hasard. Il ne souhaitait rien d'autre qu'être un de ces fantassins de la Révolution, gagne-petit du petit matin, dévoué jusqu'à l'absurde, prêt à tout pour retrouver, ne fût-ce qu'un instant, la solidarité épaisse, musclée de la Résistance. Chez lui, l'ambition était absente. Tout comme le désir de théoriser. Et lisant le livre de Philippe, Schwartz doit rire, d'un rire retenu et trouble.

Car Philippe aurait pu, sans son honnêteté intellectuelle, devenir un Brozuki, un Tuyau, un de ces hommes qui symbolisent jusqu'à l'absurde le Parti, l'organisation, les fins dernières, la science infuse. Il aurait pu être l'un de ceux qui savent mais qui se taisent. Schwartz avait appris à les connaître, écoutant des heures durant d'insipides discours, ceux qui empêchent les autres de parler, les attaques abruptes, le plus souvent injustes. Profondément humain, il n'aurait pas condamné le jeune Philippe. Peut-être aurait-il déploré que le temps, le nôtre, pas celui de l'Histoire, passe si vite et que l'expérience soit aussi lente. Avec son humour parfois voilé de tristesse, il aurait raconté à Philippe quelques anecdotes qui lui auraient permis — si ce dernier avait été alors en état de l'écouter — de gagner quinze ans... Schwartz, qui n'avait plus de certitudes, lui qui avait appris qu'il n'y a pas que les « blancs » et les « rouges » et que parfois les rouges sont noirs, aurait pu — « si la vie était mieux faite » — éviter que Philippe... ne souffre d'un ulcère à l'estomac. Avantage de l'âge et de l'expérience, il aurait pu — mais visiblement il n'en avait plus le goût — aider Philippe. Pourtant, avant cela, il lui fallait désapprendre à ne plus vivre avant de réapprendre à vivre.

Philippe, lui, allait tenter, nouveau venu dans cette énorme machine à broyer les âmes, une tout autre expérience. Et aujourd'hui, lisant les aventures de Schwartz, historien en diable, il peut, dégageant de l'individuel le général, démonter la mécanique d'un parti, rendre raison à ceux qui « abandonnèrent » en chemin, furent exclus ou furent brisés. A Schwartz il pourrait expliquer l'univers étrange qui régnait au-dessus de sa cellule et de sa presque provinciale section du 17e Ternes-Monceau-Batignolles.

Changeant de décor, on change d'enjeu. Schwartz, dans son quartier, « militait ». A l'échelon supérieur, dans « l'orga », on « pense », on décide. Faut-il encore y accéder ? Aussi courageux que Schwartz, Philippe s'y emploie. Toujours présent, sacrifiant ses études, ses loisirs, refusant toute question, il allait, peu à peu, dans l'organisation des étudiants communistes, gravir les échelons. En nous montrant au passage qu'il n'y a pas que des Brozuki ou des Tuyau, même si ceux-ci sont nombreux. Et si de son 17e arrondissement Schwartz peut conserver un souvenir amusé, Philippe de son



Philippe Robrieux et Raymond Lévy, vus par Solo.

voyage près du « premier cercle » rapporte une analyse glacée et glaciale.

Et l'on se met à rêver d'un Schwartz ayant « monté » aussi haut, nous racontant, vingt ans après, une réunion du bureau politique. Mais les Schwartz ne « montent » pas, Philippe explique pourquoi, et il faut nous contenter d'une réunion de l'une des cellules du 17e.

A vrai dire, la crise que décrit Philippe, celle qui a abouti à la mise au pas de Laurent Casanova et de Marcel Servin, au démantèlement de l'U.e.c., au refus d'une mise à jour radicale du P.c.f., n'aurait pas étonné Schwartz. Il avait appris, en allant en Pologne retrouver un communiste espagnol, que rien n'était impossible...

Mais, humaniste en diable, Schwartz savait qu'au début des années cinquante la seule solution résidait dans le retrait. Combien furent-ils comme lui à suivre ce chemin de l'exil intérieur ? Philippe, lui, décida — ou fut contraint — de se battre. A sa place et avec ses moyens. Un combat désespéré et désespérant. Et depuis, ailleurs peut-être, il continue ce combat.

Etrange expérience que cette double lecture. D'un côté, la distance, un passé que l'on croit révolu et qu'au hasard des rencontres et des événements l'on apprend toujours présent. Pour un Schwartz qui s'en va, très loin, à l'abri de son humour, de sa chance, de sa fortune et de sa culture, combien d'autres, laissés-pour-compte de la Révolution, ne sont-ils pas, tout simplement « partis à la pêche » ?

Mais à côté du rire retenu viennent les interrogations que Robrieux soulève. Et elles sont de taille. Le fonctionnement, l'évolution du P.c.f. ne peuvent laisser personne indifférent. Car il ne s'agit plus là de la vie de tous les jours, des rapports entre dirigeants et dirigés, mais du cheminement d'une « idée nouvelle », des batailles réussies pour l'empêcher de se transformer en acte.

Schwartz parle du Parti de la guerre froide, replié sur lui-même. Il ne lit pas le rapport Khrouchtchev, occupé à autre chose. Robrieux, lui, décrit un combat qui, quelques années plus tard, part du rapport Khrouchtchev. C'est l'époque où certains dirigeants communistes tentaient une analyse plus précise, moins « schwartzenmurtzienne » de la France, du Pouvoir, des classes sociales, des grands mouvements déjà perceptibles qui vont conduire à Mai 68. Ils rêvent d'un parti délivré de ses vieux fantômes, efficace ; en un mot, d'un parti marxiste.

Robrieux ne passera pas à côté de l'enjeu. Il apprendra — et il nous apprend — qu'il y a loin du rêve à la réalité. Et qu'il ne suffit pas de vouloir, qu'il ne suffit pas qu'un combat soit juste pour qu'il réussisse. Car les mécanismes que décrit Robrieux — le goût du pouvoir par exemple — ne sont pas réservés aux seuls partis communistes.

Deux générations, deux hommes, aussi différents que l'on puisse rêver. L'un Juif, presque riche, puis enfin riche, résistant, ayant en « son » épopée, le plein de souvenirs dans sa besace. Obéissant mais confiant, malgré tout, dans l'homme. L'autre, devenant homme dans un pays où, semble-t-il, aucun de nous n'a plus rien à risquer, où l'héroïsme quotidien est fade, est un entraîneur d'hommes, une merveilleuse machine à utiliser les Schwartzenmurtz successifs.

D'un livre à l'autre, du rire à la réflexion, il y a déjà le temps de l'Histoire. Dans les années cinquante, ceux qui, comme Robrieux, quittaient la « voie royale» devenaient des traîtres ou restaient soit silencieux, soit ignorés. Dans les années soixante, trop de choses ont changé pour qu'il en soit ainsi. Aujourd'hui, le travail d'un Robrieux et le roman d'un Lévy ne peuvent plus être ignorés. Leurs auteurs ne peuvent plus être maudits.

Suivant Schwartz dans cet univers quasiment kafkaïen, où page après page les meilleurs sont écrasés, niés, on ne peut s'empêcher de songer à une réplique du livre de Robrieux. Lorsque l'on rappelait à un secrétaire général de l'U.e.c. que l'on « ne fait pas d'omelette sans casser des œufs », ce dernier répliquait : « D'accord, mais montrez-moi l'omelette ! » Et terminant l'essai d'autobiographie politique de Robrieux, c'est la fin du roman de Lévy qui vient en mémoire. Là où, dans sa suffisante inconscience, un certain Raymond Tuyau, à propos du livre d'Artur London « l'Aveu », dit, sentencieux en diable : « Il fallait que ces choses-là fussent dites, enfin. » Oui, il le fallait.

GUY PERRIMOND

au risque de vous plaire



musique

Concerts

— PARIS

*** Les lundis musicaux de l'Athénée : le groupe chilien Los Jaivas, le 31 octobre ; le compositeur allemand Hans Werner Henze dirige l'interprétation de ses œuvres par l'Ensemble Ars Nova, le 7 novembre.**

*** Palais des Congrès : passage du XXe siècle, le 3 novembre.**

L'Orchestre de Paris, sous la direction de Pierre Boulez, crée « Star child », de George Crumb, et « Tombeau d'Armor II », de Giuseppe Sinopoli, interprète le « Concerto n° 1 » de Bela Bartok, avec Daniel Baremboim au piano.

*** Théâtre de la Plaine (13, rue du Général-Guillaumat, 15e) : « le Consort Orpheus », de Vivaldi, par l'Ensemble de Chambre français, le 17 novembre.**

*** Théâtre du Châtelet : 104e saison des concerts Colonne.**

« Passacaglia op. 1 », de Webern, le « Concerto pour violon » de Brahms et la « 7e Symphonie » de Beethoven le 6 novembre ; les « Concertos pour piano nos 1, 2 et 3 » de Beethoven le 20 novembre ; les « Concertos pour piano nos 4 et 5 » et l'ouverture de « Léonore III » de Beethoven le 27 novembre.

*** Le Stadium : Doc Watson le 3 novembre (à 21 h) et le 4 novembre (à 18 h et 21 h).**

Ce géant du folk américain se produira pour la première fois en France.

*** Notre-Dame : récital Bach par Pierre Cochereau, le 6 novembre.**

— BANLIEUE

*** Maison des Arts de Créteil : l'Ecole normale de musique de Paris et ses lauréats, présentés par Pierre Petit, le 30 octobre. Le trio Borodine joue Tchaïkovski, Mozart et Beethoven, le 20 novembre.**

*** Maison des jeunes et de la culture de Marly-le-Roy : ballets Félix Blaska, le 5 novembre.**

La troupe danse sur des musiques de Robert Schumann, Luciano Berio, Alban Bery et Franz Schubert.

*** Théâtre Jean-Vilar de Vitry-sur-Seine : « le Danseur de corde », de Michel Caserta, pour l'Ensemble chorégraphique de Vitry, les 28, 29 et 30 octobre.**

Les musiques sont de Kyriakos Sfetsas, Alvim Césarius et Bernard Lubat.

— PROVINCE

*** Palais de la musique de Strasbourg : « Elias op. 70 », de Mendelssohn Bartholdy, le 31 octobre.**

Par l'Orchestre philharmonique de Strasbourg, sous la direction de René Matter.

*** Grand théâtre de Reims : ballets Félix Blaska, le 6 novembre.**

Le même programme qu'à Marly-le-Roi (voir ci-dessus).

*** Opéra du Rhin (Strasbourg) : « Cendrillon », de Rossini, les 5 et 6 novembre.**

*** Théâtre d'Angers : « la Traviata », de Verdi, les 4 et 6 novembre ; par l'Orchestre philarmonique des Pays de la Loire sous la direction de Diego Masson ; mise en scène de Jorge Lavelli. « Idoménée » de Mozart les 23, 25 et 27 novembre ; par l'Orchestre philharmonique des Pays de la Loire sous la direction de Diego Masson ; mise en scène de Jorge Lavelli.**

*** Théâtre Sébastopol de Lille : « Trans pour orchestre et bande magnétique », de Stockhausen, « Forte et piano pour deux pianos et orchestre », de Serocki, « Arco 22 pour cordes seules », de Malec, et « Trois Paysages de la Nouvelle-Angleterre », d'Ives ; œuvres exécutées par l'Orchestre philharmonique de Lille, le 4 novembre.**

*** Sixièmes rencontres internationales de musique contemporaine de Metz, les 17, 18, 19 et 20 novembre.**

Douze créations, dont sept mondiales. Pour la première fois en France : l'Ensemble de la société de musique contemporaine du Québec. Tous renseignements sur le détail des manifestations au (87) 69.47.57.

*** Théâtre Charles-Dullin de Chambéry : concert « Musique permanente », le 12 novembre.**

à ne pas manquer

La Suisse de Michel Buhler

La Suisse avait déjà quelques hérauts : Jean Ziegler, bien sûr, mais aussi le romancier Jacques Chessex : et les cinéastes Tanner, Soutter et Goretta. Il faudra désormais ajouter un nom à la liste : Michel Buhler.

Un chanteur. Un homme de trente ans, carrure solide, regard droit et parole franche. Il a la voix tantôt chaude comme celle de Félix Leclerc, tantôt agressive comme celle d'Henri Tachan. Il ne mâche pas ses mots ; sur le disque qui vient de sortir (« Ici », L'Escargot E.s.c. 350, distribution C.b.s.), un titre donne le ton : « Ma mère, la Suisse ».

Il y apostrophe son pays au « masque de verdure », au « ventre d'épicière » et au « tablier plein d'écus », son pays « le cul posé sur la misère ». Il le toise : « Ta main droite vend des canons / L'autre au-dessus de tout soupçon / Protège l'argent des voleurs / Et va bénir ces dictateurs / Qui règnent dans le sang et la sueur. » L'ancien instituteur d'un petit village du canton de Vaud risque de devenir l'une des « valeurs sûres » de la chanson francophone.

J.-P. L.

Chatteries à Saint-Denis

Prenez un théâtre sans créateur : le théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis, que José Valverde a quitté en janvier 1977. Amenez-y une troupe en peine de salle : le groupe T.s.e., créé par des Argentins réfugiés en France. Choisissez un texte d'Honoré de Balzac. Faites-le adapter pour le théâtre par un auteur français délicat et fort tout à la fois : Geneviève Serreau. Ajoutez-y les merveilleux masques d'animaux de Rostislav Doboujinski. Mélangez le tout. Et vous obtiendrez ce délice pour les yeux : « Peines de cœur d'une chatte anglaise », spectacle joué à Saint-Denis jusqu'au 20 novembre.

Vous y verrez comment une chatte irlandaise est adoptée par une corneille vieille fille qui la présente à la « high society » de Londres. Là elle épouse un poussif chat riche. Mais, un jour, elle rencontre, au cours d'un meeting organisé par une société ratophile, un beau matou français : il se nomme Brisquet. Elle s'appelle Beauty...

La suite appartient au plaisir de chacun. Et donne raison au mot d'Alfredo Arias, le metteur en scène du T.s.e. : « Un maquillage exact vaut dix pages de Shakespeare. »

J.-P. L.

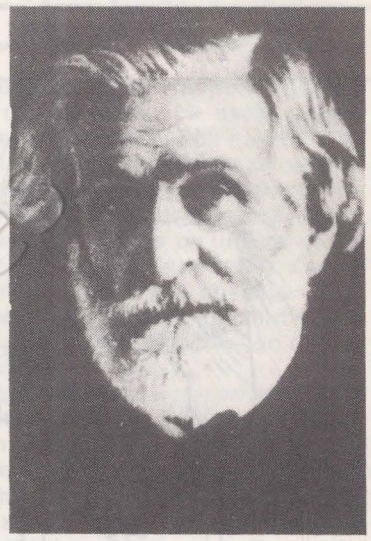
Nos enfants peut-être...

« Enquête sur la santé mentale d'un pays au-dessus de tout soupçon » (A.2, dimanche 23 octobre, 21 h 40). On dira peut-être : « C'est trop affreux ! » On luttera sans doute contre l'envie de se voiler la face. On tentera, ensuite, d'oublier cette vérité brutale, blessante, qui s'est dressée sur l'écran pour nous accuser tous.

Car ces « enfants fous» qu'on nous montre, ce sont les nôtres, ceux d'une société impitoyable aux faibles. Ils jettent sur nous un regard si pur et si grave qu'on a envie de leur demander pardon. Pourtant, ils ne réclament, ils n'attendent qu'un peu d'amour. Il suffit parfois d'une femme au cœur tendre pour qu'ils apprennent à sourire.

Un psychiatre et un cinéaste, Daniel Karlin et Tony Lainé, ont vu éclore ce miracle.





Giuseppe Verdi.

Au programme : des œuvres de Chaynes, Bach, Ravel, Bottesini, Leroy, Debussy et Koussévitzky.

*** Maison de la culture de Bourges : programme de Lucien Goethals, le 25 novembre.**

Jusqu'en avril prochain, le Groupe de musique expérimentale de Bourges participe au Circuit international des musiques électro-acoustiques : quinze villes (sept en Europe et huit en Amérique) organisent une rotation de concerts consacrés à des compositeurs du monde entier. C'est la Belgique qui est à l'honneur en novembre.



*** Annie Eznaux : Ce qu'ils disent ou rien (Gallimard).**

Une nouvelle voix de femme qui crie parce qu'elle ne comprend pas, parce qu'elle refuse les aliénations, les ce-qui-se-fait et les comme-tout-le-monde. Pas marrant d'être adolescente dans un sinistre pavillon de banlieue avec seul espoir permis : « faire institutrice ».

*** Hachar Kemal : Terre de fer, ciel de cuivre (Gallimard).**

L'auteur de « Memed le mince » et de « Memed le faucon » récidive dans un nouveau conte turc : l'histoire d'un village du Taurus qui tente de rompre les fatalités de la misère et du pillage par les puissants. Le merveilleux et la révolte.

*** Jennifer Jonhson : Princes et capitaines (Denoël).**

Comment s'embrase le crépuscule d'un vieil Irlandais, toujours sceptique, fuyant devant la vie jusqu'à cette amitié passionnée avec un gamin du village. Alors, comment la société se venge...

*** Edwardo Galeano : La chanson que nous chantons (Albin-Michel).**

Encore l'Amérique latine, encore la violence, encore un roman qui prend la défense de l'espoir contre les dictateurs. Signé par le plus grand écrivain uruguayen vivant. D'une écriture qui est une fête. Ce n'est pas par hasard que Galeano a obtenu le prix international Casa de las Americas pour ce livre.

*** Xavier Orville : Délice et le fromager (Grasset).**

Pages étonnantes où le héros est un arbre. Un arbre qui égrène ses mémoires, chante un amour baroque et parle de la Martinique.



VENDREDI 21 OCTOBRE

A. 2

Le capitalisme maladie honteuse ? Les cent familles ont-elles fait leur temps, ou fait peau neuve ? Autour de Bernard Pivot, le communiste Anicet le Pors dénonce le mal, le socialiste Jean Matouk démontre que la gauche peut sauver l'entreprise, l'historien Francis Caron remonte aux sources du phénomène, le président Edgar Faure analyse la banqueroute de Law et le journaliste Maurice Roy défend le règne de l'argent (21 h 30).

« Une nuit à Casablanca » : les Marx Brothers en folie chassent le nazi dans un palace marocain (22 h 50).

F.r. 3

La laïcité : Jean Cornec, président de la Fédération des parents d'élèves, et Guy Guermeur, défenseur de l'enseignement libre, s'affrontent. Une enquête chez les intéressés du Sud-Finistère (20 h 30).

Le Mississippi : dans la série des Grands Fleuves, Paul Robeson, Louis Armstrong et les chanteurs de blues célèbrent l'« Old man river » (21 h 30).

SAMEDI 22 OCTOBRE

T.f. 1

La contraception : un grain de bon sens proposé par Eliane Victor (19 h 10).

Restez couverts : l'esprit du café-théâtre flotte sur les variétés (22 h 20).

F.r. 3

Le refuge de Longue-Pointe : quelque part dans l'Ontario, nichent les oiseaux les plus rares (20 h).

Impressions d'Afrique : pour les inconditionnels d'Averty (20 h 30).



Les Marx Brothers.

DIMANCHE 23 OCTOBRE

T.f. 1

« Tiens bon la rampe, Jerry » : Jerry Lewis dans la lune, au propre comme au figuré (17 h 40).

René Lévesque, Premier ministre du Québec, qui sera en visite en France au début de novembre, dialogue avec Jean-Louis Servan-Schreiber (22 h).

A. 2

Enquête sur la santé mentale d'un pays : avec Daniel Karlin, à la rencontre de nos frères, ceux qu'on dit « aliénés» (21 h 40).

F.r. 3

Michel Poniatowski, homme en question : une cible presque trop facile aux journalistes irrespectueux. Mais en reste-t-il ? (20 h 05).

Trois scènes avec Ingmar Bergman : comment un fils de pasteur s'initie au cinéma (21 h 30).

« Le Rebelle » : Gary Cooper, architecte incorruptible, dans un film de King Vidor (22 h 30).

LUNDI 24 OCTOBRE

T.f. 1

« King Kong » : le vrai, le premier, celui qui enchantait Eluard en 1933 et dont tous les poètes pleurent encore la mort au sommet de l'Empire State Building (20 h 30).

A. 2

Les Chemins de Chagall : nous sommes entraînés dans la cathédrale de Chartres, où le peintre exécute un vitrail (21 h 55).

F.r. 3

« Bluff » : Anthony Quinn, gangster au cœur tendre, dans un film italien de Sergio Corbucci (20 h 30).

MARDI 25 OCTOBRE

T.f. 1

Pile et face : Michel Sardou et le show biz débarbouillés par Claude Fléouter : une émission de variétés qui tient de la danse du scalp (20 h 30).

Le serpent d'étoiles : la voie lactée présentée à des écoliers de haute Provence par l'astronome Charles Fehrenbach (21 h 35).

A. 2

La révolution d'Octobre aux Dossiers de l'écran. Avant le débat, un film soviétique, « le 6 Juillet », montre Lénine aux prises avec la contre-révolution intérieure (20 h 30).

F.r. 3

« Alvarez Kelly » : les coulisses de la guerre de Sécession brillamment éclairées par Edward Dmytryck. Avec William Holden, éleveur de bovins (20 h 30).

MERCREDI 26 OCTOBRE

T.f. 1

« C'est Mozart qu'on assassine » : le best-seller de Gilbert Cesbron adapté par Jean Patrick et Christine Carrel. Le regard d'un enfant sur le triste monde adulte (20 h 30).

La psychiatrie chez l'enfant : Barrère et Lalou en visite dans un hôpital modèle (22 h 25).

A. 2

Cartes sur table : le magazine d'actualité de J.-P. Elkabbach (20 h 30).

F.r. 3

« Les Centurions » : le roman de Jean Lartéguy américanisé par Mark Robson et interprété par Anthony Quinn, Alain Delon, Michèle Morgan. Quand les anciens d'Indochine virent à l'O.a.s. (20 h 30).

JEUDI 27 OCTOBRE

T.f. 1

Les femmes et la politique : en une minute, Eliane Victor en dit long (19 h 40).

L'Evénement : magazine d'actualité présenté par Julien Besançon (21 h 30).

Allons au cinéma : un avant-goût des films pour grand écran (22 h 30).

A. 2

Le Grand Echiquier : Jacques Chancel a eu l'heureuse idée d'inviter Bernard Haller (20 h 35).

F.r. 3

« Faustine et le bel été » : Isabelle Adjani aux temps des premières amours, dans un joli film de Nina Companez (20 h 30).

DIS-MOI QUI TU PROVOQUES...

Les « Impressions d'Afrique », roman de Raymond Roussel, adapté par Jean-Christophe Averty cherchent la difficulté... et, malheureusement, la trouvent

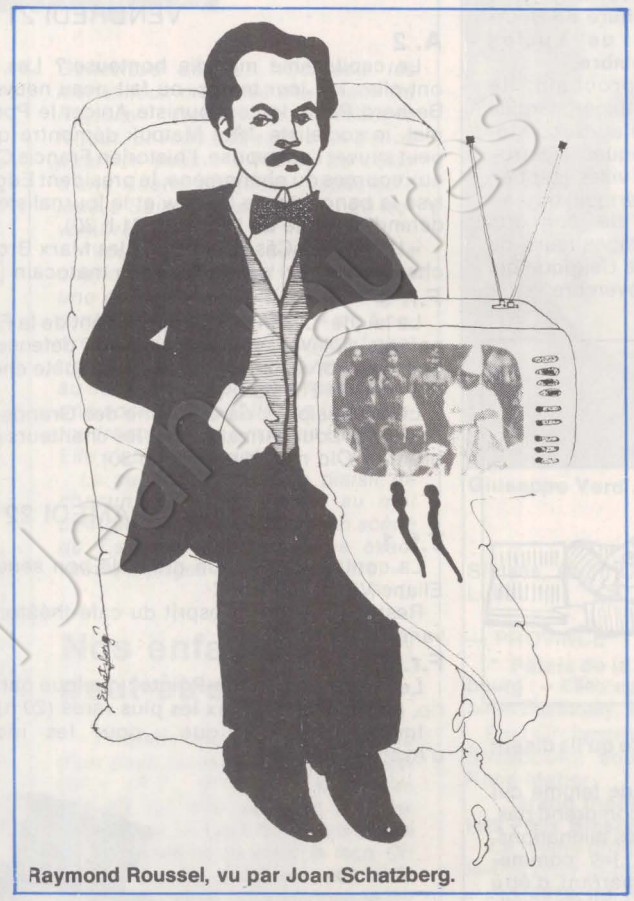
Parfois, rassasiés de débats, gavés de feuilletons, l'envie nous vient de lancer au petit écran : « Provoque-nous », de même que Diaghilev ordonnait à Cocteau : « Etonne-moi ! » Mais, alors que le poète relevait le défi, les réalisateurs de télé fuient le risque de nous déplaire. Sondages à l'appui, ils estiment qu'après une journée de labeur, le « populo » a bien mérité son western, son football ou ses chansonnettes.

Un député chiraquien, Robert-André Vivien, pousse le respect de nos loisirs jusqu'à suggérer que la politique soit interdite d'antenne au moins un jour par semaine. Et tant pis si ce jour-là une révolution éclate ! Elle attendra son tour. Quant à la culture, chacun sait qu'on lui réserve les heures creuses de la nuit. Convaincu qu'elle s'adresse aux intellectuels insomniaques, le grand public passe son chemin pour aller se coucher. Il n'a pas entièrement tort. Après 22 heures, l'élite parle volontiers à l'élite et lui tient un langage d'initiés.

Dans un louable souci de renverser la vapeur, F.r.3 a programmé en début de soirée (le 22 octobre à 20 h 30) une émission qui, par son style et son sujet, semblait destinée aux amateurs éclairés. Les « Impressions d'Afrique », roman de Raymond Roussel, adapté par Jean-Christophe Averty, cherchent la difficulté... et, malheureusement, la trouvent.

Durant plus de deux heures, une trentaine de personnages diserts s'agitent devant des décors à la Douanier Rousseau. Atteintes de fièvre électronique, les images se succèdent à une cadence vertigineuse. Dix gags, cent truquages par minute, qui dit mieux ? Bientôt l'œil clignote, le cerveau s'épuise. Le temps qu'il enregistre une allusion (à Proust ou à Tintin), et elle a disparu ensevelie sous un flot de phrases. A qui s'adresse ce brillant chaos ? Peut-être à quelques agrégés de lettres ou pionniers de l'audio-visuel. Mais pas à nous, pas à l'écrasante majorité d'entre nous, que le festival Averty transforme en Béotiens hargneux.

« Il a voulu se faire plaisir », nous expliquent ses fidèles. Et les spécialistes ajoutent : « Jamais le surréalisme n'a été si fidèlement servi. » Certes, entre le dandy 1900 qui sillonnait l'Europe dans une limousine à rideaux tirés et notre haut voltigeur de la caméra, il y a transmission de pensées, presque osmose. Tous deux se moquent de l'Afrique. Au lieu de la découvrir, ils l'inventent, ils la rêvent, les yeux clos, comme Jules Verne explorant le monde sans quitter son Havre natal. « Chez moi, l'imagination est tout », disait Roussel. « Il faut que l'œuvre ne contienne rien de réel sous peine d'être laide », ajoutait-il. Gageons qu'il mépriserait notre désarroi, preuve que nous sommes incapables d'apprécier les « récréations grammaticales » qu'il s'offrait, d'ailleurs, en solitaire.



Raymond Roussel, vu par Joan Schatzberg.

Sans doute la télévision (comme la littérature) a-t-elle le droit et le devoir de sortir de ses rails pour foncer, à l'aveuglette, où la mène son inspiration. L'art se nourrit de coups d'essai. Mais, avouons-le, celui-ci nous assomme, à tous les sens du mot. En deux tours de moulinette, Averty s'était taillé une réputation de maître provocateur. Avec lui, on pouvait s'attendre à tout, qu'il nous ébouriffe, qu'il nous scandalise. Pas qu'il nous endorme.

GABRIELLE ROLIN

Y a d'l'abus !

▶ *Guy Lux sera-t-il un jour ministre de la Culture ? Jacques Baumel, député chiraquien, vient de lui mettre le pied à l'étrier en le bombardant animateur de la Maison de la culture de Rueil, commune dont Baumel est le maire. L'illustre « bêtificateur » de la télé n'a demandé qu'un franc symbolique pour remplir ses nouvelles fonctions. Il est vrai qu'il s'y consacre depuis Las Vegas, où il achève actuellement sa formation d'intellectuel de choc.*

▶ *« Quand vous étiez ministre, qu'avez-vous fait pour la culture ? », demande-t-on à Françoise Giroud, invitée (le 16 octobre) au Club de la presse d'Europe 1.*

« J'ai pris M. Raymond Barre par la main, et je l'ai emmené au Louvre. »

Les bras de la Vénus de Milo en sont tombés.

▶ *Que pense Paul Dijoud, secrétaire d'Etat à la Jeunesse, du circuit de Rungis qui a déjà tué tant de jeunes motards ? Rien. « Nous ne l'interdisons pas, car il n'existe pas », explique-t-il en toute candeur (Tf1, le 15 octobre). Les victimes ont sans doute rêvé qu'elles mouraient.*

mieux vivre...

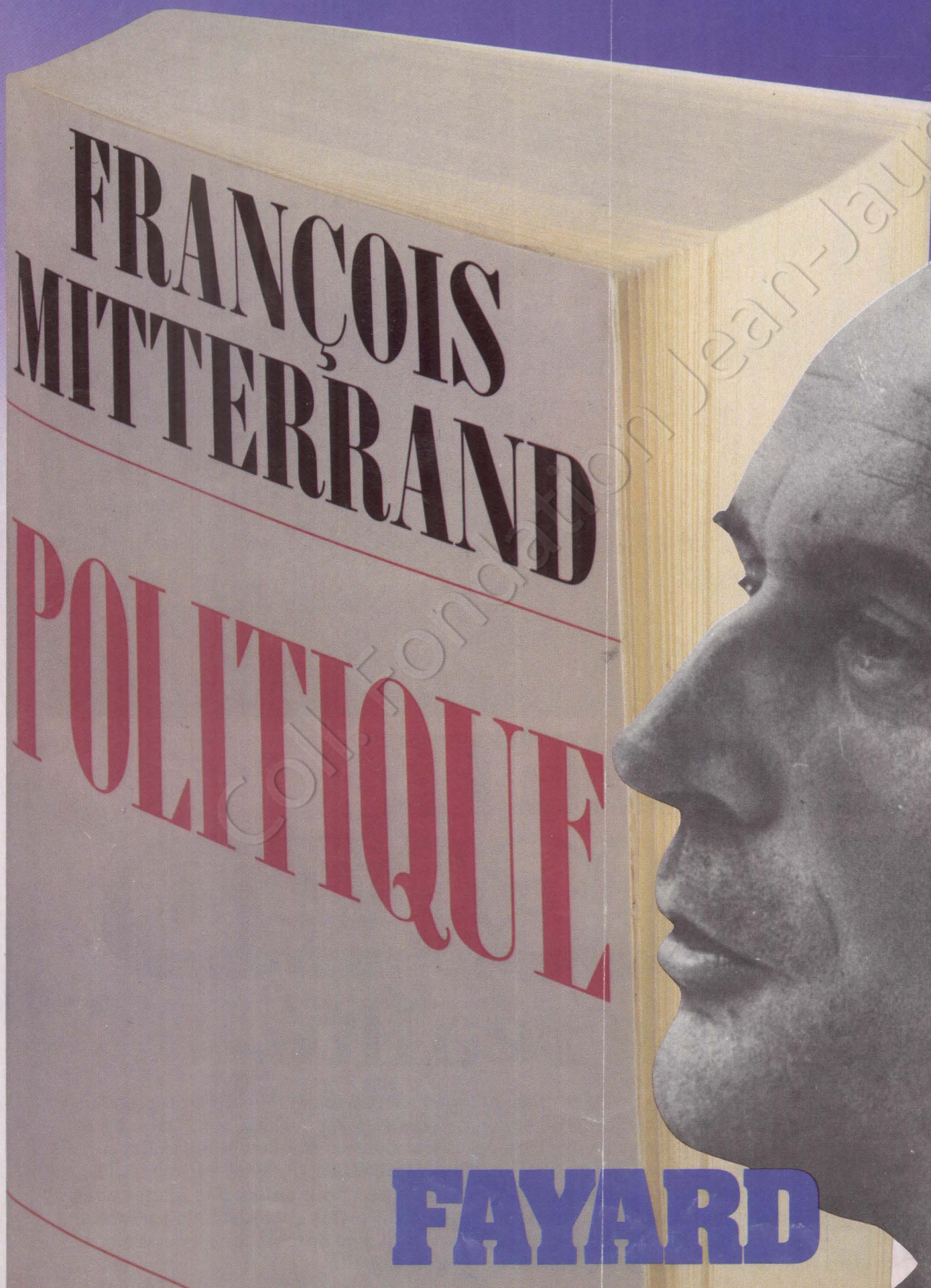


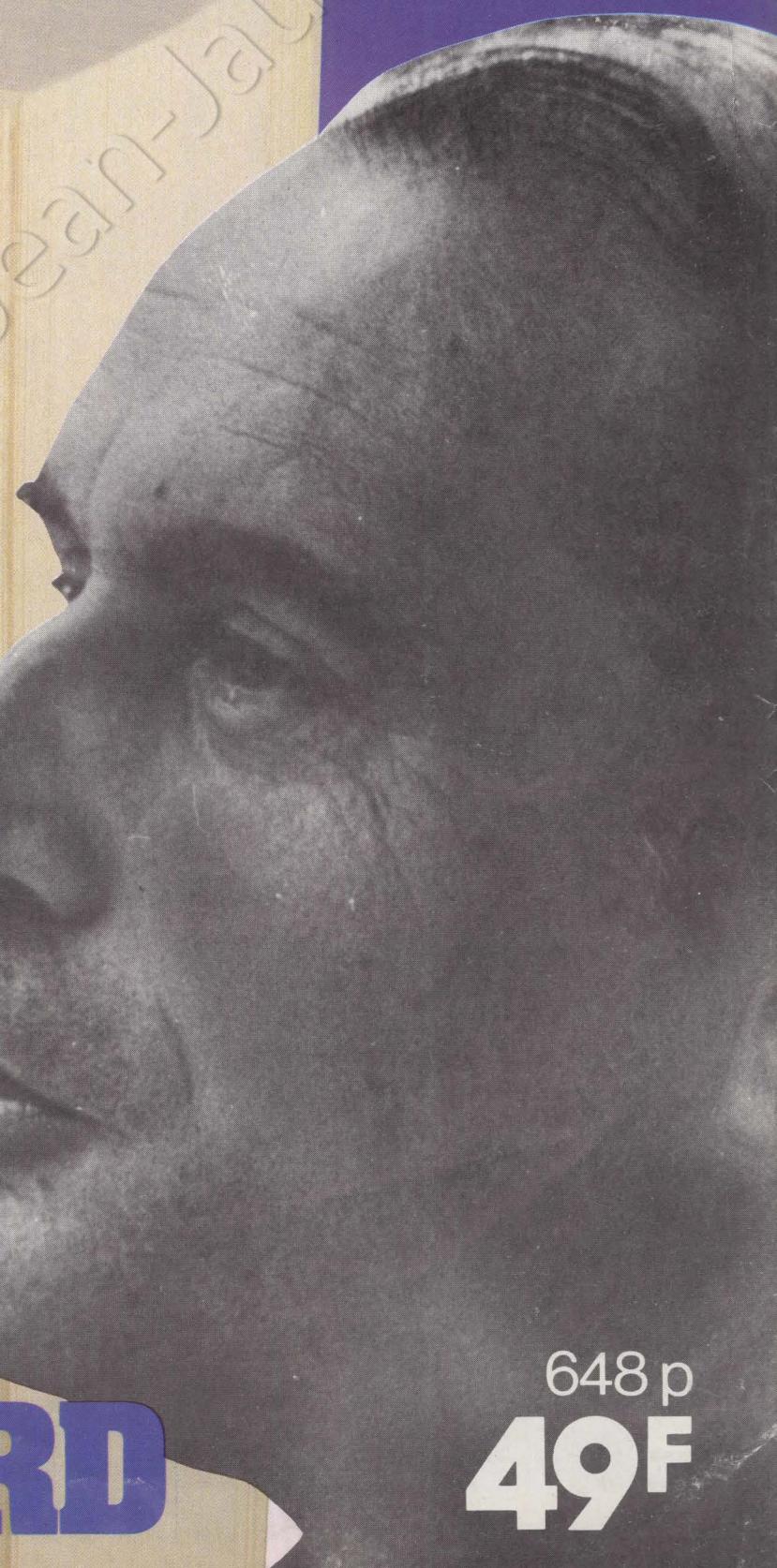
avec la SOCIETE RICARD une réalité



Les années 50... : la crise du logement. La société Ricard entreprend un important effort pour loger son personnel. A Marseille, dans le parc de La Margeray, elle construit de petits immeubles. Coquets, bien conçus, ils s'élèvent au milieu d'arbres, de fleurs, de statues. Il y a de l'espace, de l'air, du soleil, des parkings. Des terrains de jeux pour les enfants. Et des aires de sports : volley, football, gymnase, tennis. Des appartements agréables, pas des usines à dormir. Il y a 20 ans, la qualité de la vie, on n'en parlait pas encore mais la société Ricard s'en occupait.

“Une mémoire neuve de ma propre existence”





collection Jean-Jaurès

FAYARD

648 p

49F